

هكذا من الأصل

Le Monde

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 16030 - 7 F

SAMEDI 10 AOÛT 1996

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

« Séries noires en série »

5. Thierry Jonquet

Une nouvelle de 32 pages

Affaire Elf : M. Le Floch-Prigent est soupçonné d'« enrichissement personnel »

CONVOQUÉ le 6 août à Paris par la brigade financière, Alfred Sirven, considéré comme l'« éminence grise » de Loïc Le Floch-Prigent lorsque celui-ci présidait Elf-Aquitaine, ne s'est pas présenté. Cette nouvelle défection empêche le juge Eva Joly de progresser dans son enquête sur les montages financiers suspects qui auraient permis « des détournements organisés ». Dans l'ordonnance de placement en détention de l'ancien PDG d'Elf, le 5 juillet, M. Joly critiquait l'utilisation, par M. Le Floch-Prigent, des anciens « réseaux » d'Elf-Aquitaine, et notamment de ses filiales suisses et africaines, dans « un but d'enrichissement personnel de sa famille et de ses amis ». L'enquête progresse néanmoins en ce qui concerne une série d'investissements immobiliers ayant permis, de 1991 à 1993, l'« évaporation » de 162 millions de francs de commissions.

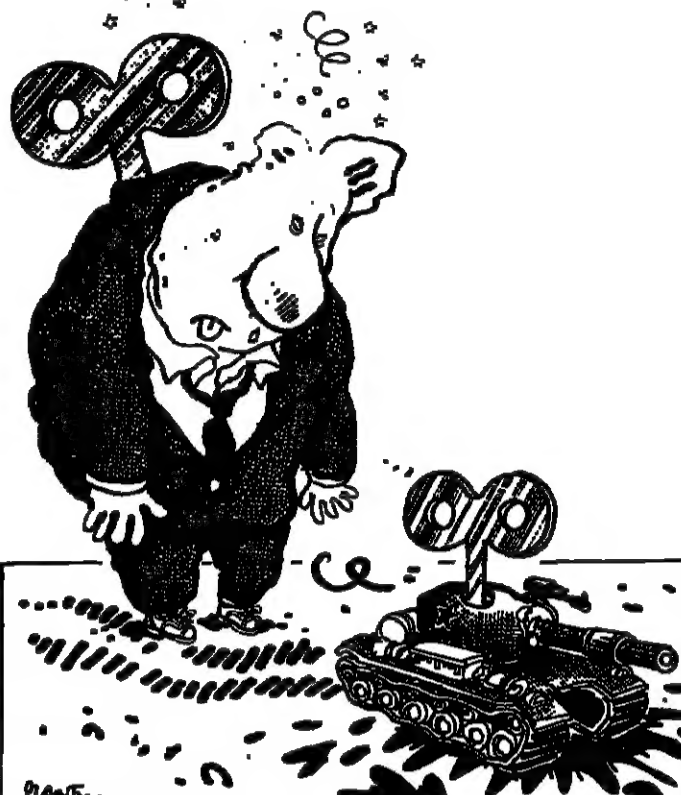
Lire page 6

L'investiture du président Eltsine est éclipsée par les succès militaires des Tchétchènes

L'armée russe reconnaît avoir « totalement » perdu le contrôle de la situation à Grozny

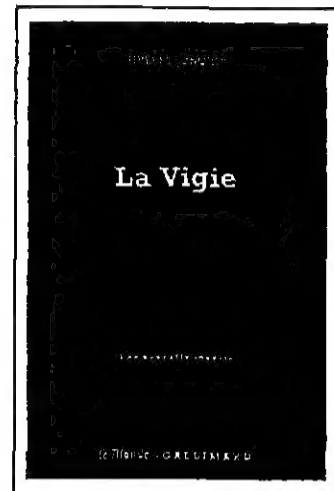
LA CÉRÉMONIE d'inauguration du second mandat de Boris Eltsine qui a eu lieu à Moscou, vendredi 9 août à midi (10 heures à Paris), a été réduite à sa plus simple expression. Prévue d'abord sur la place des cathédrales, au Kremlin, où étaient traditionnellement couronnés les tsars, les festivités avaient été transférées dans le palais des congrès, inauguré par Khrouchtchev en 1961. Elles n'ont duré que vingt minutes. M. Eltsine a fait quelques pas sur la scène, mais il n'a pris la parole que pour prêter serment. L'agence officielle Itar-Tass avait pourtant annoncé en début de matinée que le président répondrait par une brève allocution au président du Conseil de la fédération, la chambre haute du Parlement.

Après le rappel par le président de la commission électorale des résultats du second tour de l'élection présidentielle - le 3 juillet, M. Eltsine a obtenu 53 % des suffrages face au communiste Guegnadi Ziouganov -, le chef de l'Etat a prêté serment sur le texte de la Constitution : « En exerçant les pouvoirs du président de la Fédération de Russie, je jure de respecter et de protéger les droits et les libertés



de l'homme et du citoyen, de défendre la Constitution de la fédération de Russie, de défendre la souveraineté, l'indépendance, la sécurité et l'intégrité de l'Etat et de servir fidèlement le peuple », a-t-il déclaré. Il est apparu diminué physiquement, le visage bouffi et l'élocution difficile. Officiellement victime d'une « fatigue colossale », M. Eltsine devait repartir immédiatement après la cérémonie pour « un repos prolongé ». L'intervention la plus longue a été prononcée par Alexis II, patriarche de toutes les Russies, chef de l'Eglise orthodoxe, devant trois mille invités, parmi lesquels les chefs d'Etat des pays de la CEI. Au même moment, dans la capitale de la Tchétchénie, les indépendantistes poursuivaient leur progression, en s'emparant de deux bâtiments officiels. La situation « est totalement hors du contrôle du commandement » à Grozny, où 7 000 soldats sont bloqués, a reconnu l'état-major russe, selon l'agence Interfax. Moscou avait envoyé jeudi trois colonnes de blindés en renfort ; l'une d'elles a été anéantie.

Lire page 4



Nouvelles de l'enfer

« SÉRIES NOIRES en série » : chaque vendredi (daté samedi) jusqu'au 23 août, Le Monde offre à ses lecteurs des nouvelles inédites en collaboration avec Gallimard. Après Daniel Pennac (Le Monde du 13 juillet), Jérôme Charyn (Le Monde du 20 juillet), Henri Raczymow (Le Monde du 27 juillet) et Didier Daeninckx (Le Monde du 3 août), Thierry Jonquet nous ramène sur un ancien champ de bataille surnommé le « Trou du cul du diable ». A l'époque de la Grande Guerre, il y régnait l'enfer. L'endroit est devenu une ZUP et l'horreur est revenue.

L'avenir du groupe Hersant

POUR sauver le groupe de presse créé par Robert Hersant, le PDG de la Socpresse, Yves de Chaisemartin, cherche des capitaux en privilégiant les investisseurs financiers aux industriels. Estimant que le problème de l'entreprise est essentiellement son endettement, il envisage des cessions de titres, notamment dans l'ouest de la France. L'objectif du PDG demeure le maintien de « l'Empire » autour de ces deux parties les plus rentables : Le Figaro et les journaux de Rhône-Alpes.

Lire page 13

Le viaduc de la discorde



NORMAN FOSTER

L'ATTRIBUTION du viaduc de Millau (Aveyron) au célèbre architecte britannique Sir Norman Foster a provoqué la colère de ses concurrents malheureux, qui critiquent le choix du jury confirmé par le ministre de l'équipement. L'ouvrage, qui permettra à l'autoroute A 75 (Clermont-Ferrand-Béziers) d'enjamber le Tarn, culminera à 250 mètres au-dessus de la rivière. Soucieux de la sauvegarde d'un site superbe, les défenseurs de l'environnement réclament son déplacement plus à l'ouest.

Lire page 16

Allemagne, 3 DM ; Arabie Saoudite, 5 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 BF ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 800 F CFA ; Danemark, 14 KRO ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 250 DR ; Irlande, 140 £ ; Italie, 200 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRON ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 ESCUDOS ; République tchèque, 100 Kčs ; Suède, 5 KSE ; Suisse, 2,10 SF ; Tunisie, 100 M ; USA, 0,01 \$; USA (Hawaii), 2,50 \$.

M 0147-810-7,00 F



Le dernier voyage d'André Malraux chez les « grands hommes »

C'EST, PROBABLEMENT, le rêve d'une vie qui se réalise, la touche finale apportée à la légende d'un homme qui, de la guerre civile espagnole à l'épopée gaulliste, fit tout pour forger sa propre histoire dans celle de son siècle : par décret du président de la République en date du 7 août, publié au Journal officiel de vendredi, « est autorisé le transfert des cendres d'André Malraux au Panthéon ».

Jacques Chirac, qui, depuis son entrée à l'Élysée, égrène avec constance tous les signes de rattachement à la filiation du général de Gaulle, ne pouvait, si l'on ose dire, laisser l'ancien « compagnon » du fondateur de la V^e République à l'écart de sa liste de symboles. Qu'il s'agisse de l'homme vieillissant, le cheveu défilant et le visage mangé de tics, immortalisé - déjà - par une photo fameuse, aux côtés de Michel Debré, aux premiers rangs de la manifestation gaulliste sur les Champs-Élysées, le 30 mai 1968, ou de l'officier souriant posant en uniforme de colonel, pendant la seconde guerre mondiale, l'itinéraire d'André Malraux est à jamais lié à celui du chef de la France libre. Ainsi, vingt ans après sa mort, le 23 no-

vembre 1976, l'homme d'action, mais aussi écrivain, ministre, aventurier et tribun, aujourd'hui enterré à Verrières-le-Buisson, dans l'Essonne, connaîtra l'honneur suprême de la République : le défilé funèbre dans les rues de Paris, escorté par la Garde républicaine jusqu'au temple laïque de la rue Soufflot, pour reposer aux côtés de Jean-Jacques Rousseau, Voltaire, Victor Hugo, Émile Zola, Jean Jaurès ou Jean Monnet, ou des derniers arrivants, Marie et Pierre Curie, inhumés au Panthéon sur ordre de François Mitterrand, au tout derniers jours de son second septennat, le 20 avril 1995.

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, la République a ainsi rendu hommage à quatorze personnalités : six sous la IV^e République, mais une seule - Jean Moulin - sous la V^e, avant François Mitterrand, qui, au nom de la « patrie », se montra plus reconnaissant envers ses « grands hommes », comme le dit l'inscription gravée sur la façade.

Reste une question : qui prononcera l'éloge funèbre ? Qui tentera de se hausser au niveau de Malraux lui-même, lorsque, ministre d'Etat

chargé de la culture, le 19 décembre 1964, il rendit hommage à Jean Moulin, l'unicat de la résistance intérieure, qui mourut à l'été 1943 pendant son transfert en Allemagne - des suites de la torture, sans avoir parlé - et dont les cendres étaient transférées ce jour-là au Panthéon. La décision avait été prise à l'occasion du vingtième anniversaire de la Libération.

« Puisse roi supplicé des ombres, regarder ton peuple d'ombres se lever dans la nuit de juin constellée de tortures », devait lancer Malraux dans un discours célèbre et inspiré, avant de continuer : « Comme Leclerc entra aux Invalides, avec son cortège d'exaltation dans le soleil d'Afrique et les combats d'Alsace, entre ici, Jean Moulin, avec ton terrible cortège. Avec ceux qui sont morts dans les caves sans avoir parlé, comme toi ; et même, ce qui est peut-être plus atroce, en ayant parlé ; avec tous les rayés et tous les tondues des camps de concentration (...). Entre avec le peuple né de l'ombre et disparu avec elle - nos frères dans l'ordre de la Nuit... »

Jean-Louis Andreani

L'Algérie, l'islam et les « infidèles »

LES HUIT étrangers tués en Algérie au cours des huit derniers mois étaient tous, sans exception, des religieux catholiques, et français d'origine. Ce détail statistique pourra sembler bien froid au regard de la douleur et de l'indignation suscitées par l'assassinat de l'évêque d'Oran, Mgr Pierre Claverie. Il mérite pourtant qu'on s'y attarde. Loin d'être « aveugle », la violence terroriste qui ensangante l'Algérie depuis plus de quatre ans choisit souvent ses cibles. Pour ce qui concerne les étrangers, ce choix macabre est devenu, au fil du temps, de plus en plus restreint : les religieux français, de par leur présence aux côtés de la population algérienne, sont les plus exposés.

En effet, par crainte des attentats, la grande majorité des ressortissants français, dont on estimait le nombre à environ 25 000 il y a encore trois ans, a quitté le pays. Aujourd'hui, mis à part les fonctionnaires de l'ambassade de France retranchés dans le « parc Pelzer », l'essentiel de la communauté française restée en Algérie se compose de femmes, épouses d'Algériens, et de gens d'Eglise. Les premières ne sortent plus de chez elles, pour des raisons de sécurité. Certaines ont renoncé à se rendre

au consulat, tant elles redoutent d'avoir à faire la queue, en pleine rue, jusqu'au portail d'entrée.

Moins nombreux, les religieux, sœurs ou prêtres catholiques, sont aussi plus faciles à localiser. Dans l'Algérie, nul n'ignorait l'emplacement du monastère de Tibéhirine, où furent enlevés, dans la nuit du 27 mars, les sept trapélistes français. De même, à Oran, le siège de l'évêché où résidait Mgr Claverie était connu de tous. Mais ce n'est pas, de toute évidence, leur seule

qualité de Français vulnérables qui a fait de ces chrétiens d'Algérie des proies privilégiées des tueurs islamistes.

La volonté d'épuration ethnico-religieuse qui, sous couvert d'un retour mythique à l'islam, anime les maquisards de ce nouveau djihad (guerre sainte) nourrit aussi en grande partie leur désir exterminateur. L'Algérie, terre d'islam, ne peut qu'être souillée par la présence de non-musulmans. Cette rhétorique n'est pas nouvelle. Pen-

dant la guerre d'indépendance, les maquisards du FLN avaient pris, tout naturellement, le nom de moudjahidines (combattants de la foi).

La lutte contre les « infidèles », thème avec lequel les islamistes tentent aujourd'hui de renouer, réveille bien des échos dans la mémoire collective algérienne. A l'époque coloniale, la politique de l'Eglise catholique à l'encontre des populations maghrébines, singulièrement en Algérie, était à des années-lumière du « dialogue » et du « respect de l'autre » que prônent, notamment depuis Vatican II, les autorités catholiques.

En 1867, évoquant le projet d'ouverture des écoles européennes aux élèves indigènes, l'archevêque d'Alger, Charles-Almond Laviege, fondateur de l'Ordre des Pères Blancs et des Sœurs missionnaires d'Afrique, déclarait : « Ces écoles doivent conserver leur caractère français et chrétien. Sans cela, nous descendrions vers eux au lieu de les faire monter vers nous, comme c'est notre devoir et le but de notre conquête algérienne. »

Catherine Simon

Lire la suite page 9

Le sentiment de vivre ensemble

QUE RESTE-T-IL de collectif dans une société dominée par l'individualisme ? Par des reportages dans les villes et les campagnes de l'Hexagone, nous tentons à partir d'aujourd'hui d'éclairer cette question. De montrer comment, ici, se perd le sentiment de vivre ensemble ; comment, là, il subsiste ; comment, ailleurs, des individus ou des groupes tentent de le faire renaître. Autant de « cartes postales » sur l'état du lien social dans la France de 1996. Première étape à Valenciennes (Nord), à la découverte des Jardins du cœur...

Lire page 5



Le feuilleton du Crédit lyonnais déstabilise le franc

La décision du gouvernement de poursuivre en justice les anciens dirigeants de la banque peinant sur le franc, vendredi matin 9 août. La devise française s'inscrivait en recul d'un centime face à la monnaie allemande, cotant 3,4160 francs pour un deutschemark.

p. 20

Défections chez les Khmers rouges

Le ralliement de deux chefs militaires au pouvoir cambodgien pourrait être suivi de celui du numéro trois, Ieng Sary.

p. 2

L'Argentine en grève

Le succès de la grève générale traduit la montée du mécontentement social contre le gouvernement.

p. 3

La reconversion des implantations militaires

Un entretien avec le délégué interministériel aux restructurations de défense.

p. 5

Nouvelles vagues

Helen est la plus jeune membre du synode de l'Eglise anglicane. Elle a sa façon bien à elle d'aimer Dieu.

p. 8

Parfum de flamme

Histoires de produits, suite. L'édifiante histoire de Camping Gaz, le plus petit réchaud du monde.

p. 10

International	2	Aujourd'hui	13
France	5	Jeux	14
Société	6	Agenda	15
Carnet	7	Abonnements	15
Horizons	8	Météorologie	15
Entreprises	10	Culture	16
Finances/marchés	11	Radio-télévision	19

هكذا من الأصل

INTERNATIONAL

LE MONDE / SAMEDI 10 AOÛT 1996 / 3

Le succès de la grève générale en Argentine traduit la détérioration du climat social

Le gouvernement est confronté à un cumul de mécontentements

L'Argentine a été quasiment paralysée jeudi 8 août par une grève générale de vingt-quatre heures organisée par les trois centrales

syndicales, notamment par la CGT officielle, en rupture avec le gouvernement. Le succès du mouvement traduit un cumul de frustrations de

vant l'appauvrissement, la montée du chômage et du sentiment d'insécurité, la détérioration des services publics d'éducation et de santé.

BUENOS AIRES

de notre correspondante

La participation record à la grève générale organisée le 8 août par les trois centrales syndicales témoigne d'une détérioration du climat social. A Buenos Aires, des incidents ont éclaté. La police, qui a dispersé les soupes populaires installées par les grévistes sur les principales places, a arrêté plusieurs dizaines de personnes. Les cordons des forces de l'ordre ont empêché les « mères de la place de Mai » de faire leur ronde hebdomadaire devant le palais présidentiel, pour la première fois depuis dix-neuf ans.

Sans moyens de transports, écoles fermées, palais de justice désertés, service de garde minimum dans les hôpitaux, la capitale argentine ressemblait jeudi à une ville fantôme. Le mouvement a aussi été très suivi dans la province de Buenos Aires et les grandes villes de l'intérieur. Cette grève générale, la quatrième depuis l'arrivée au pouvoir de Carlos Menem en 1989, a été la plus importante.

« La seule croissance en Argentine, c'est celle de la pauvreté », ce slogan résumait la désillusion des syndicalistes, pour la plupart d'origine péroniste, comme le chef de l'Etat. La Confédération générale du travail (CGT-officialiste) notamment, qui, jusque-là, avait privilégié le dialogue avec le président, avait aussi appelé à la grève. Les syndicalistes, comme de nombreux législateurs péronistes, avaient dirigé leurs flèches sur Domingo Cavallo, ministre de l'économie depuis plus de cinq ans et considéré comme « l'homme » du Fonds monétaire international (FMI). Mais la démission forcée de M. Cavallo, à la suite de la première ligne, a permis au mouvement de la politique économique, il est le responsable de la récession persistante et de l'accroissement des inégalités sociales.

Le chômage touche 17,1 % de la

population active, selon la dernière enquête officielle, mais, pour la plupart des économistes, il dépasserait en fait 20 % dans le grand Buenos Aires et dans la majorité des provinces de l'intérieur. La nouvelle réforme de l'Etat, qui touchera particulièrement celles-ci, devrait encore entraîner des milliers de licenciements. Les allocations-chômage n'existant pratiquement pas en Argentine, la pauvreté, qui semblait être le lot des provinces lointaines, est maintenant perceptible dans la capitale. Malgré ses allures européennes, Buenos Aires ne peut dissimuler

L'Argentine. Les avocats dénoncent la corruption de la justice. Les responsables des forces armées s'indignent des réductions du budget militaire. La hiérarchie de la puissante église catholique s'est jointe au chœur des protestations. « Aujourd'hui, les Argentins souffrent plus que jamais », a déclaré le cardinal Antonio Quarracino, archevêque de Buenos Aires, le 7 août, lors du pèlerinage annuel de saint Cayetano, patron du travail, qui a aussi battu les records d'affluence. Le prêtre a évoqué d'un ton dramatique, « le danger de désintégration

forces de sécurité : à la mi-juillet, trois officiers de police de la province de Buenos Aires en activité et un ancien policier ont été arrêtés ; ils sont soupçonnés d'avoir participé à l'attentat à la bombe du 18 juillet 1994 contre le siège de l'Association mutuelle argentine (AMIA) à Buenos Aires, le plus grave de l'histoire argentine, qui avait fait 84 morts et 300 blessés.

Cette crise sociale contraste avec le calme qui a accueilli le début de « l'après-Cavallo ». Contre toute attente, le limogeage du « père du miracle économique argentin » n'avait entraîné aucune réaction : la Bourse n'a pas baissé. Le nouveau ministre de l'économie Roque Fernandez, auparavant président de la Banque centrale, a reçu l'appui des principaux industriels, comme celui de son prédécesseur, ce qui semble prouver la solidité du « modèle » économique. Mais cette confiance des marchés ne suffit pas. La dernière tranche des privatisations (aéroports, centrales nucléaires et le barrage hydroélectrique de Yacretá) a provoqué des polémiques enflammées.

Surtout, le nouveau ministre a hérité d'un déficit budgétaire qui pourrait atteindre 6 milliards de dollars (30 milliards de francs) à la fin de l'année : ce déficit, qui a atteint au premier semestre le montant de 2,5 milliards de dollars convenu avec le FMI pour l'ensemble de 1995, était attribué par Domingo Cavallo à l'évasion fiscale des contribuables fortunés et à une « corruption généralisée ». Des experts du FMI sont arrivés à Buenos Aires le 7 août et les discussions techniques pour un « pardon » (waiver) débuteront le 20 août. Entre-temps, M. Fernandez doit annoncer de nouvelles mesures d'ajustement, qui risquent d'approfondir le malaise social.

Christine Legrand

Un technicien libéral

Agé de quarante-neuf ans, le nouveau ministre des finances, Roque Fernandez, a la réputation d'être un technicien ultralibéral. Economiste formé aux Etats-Unis, comme Domingo Cavallo, il a étudié à l'université de Chicago, alors que son prédécesseur sortait de Harvard. Président de la Banque centrale depuis 1991, il a été associé aux réformes économiques depuis cette date. Il a contribué à limiter la fuite des capitaux à la suite de la crise financière mexicaine de décembre 1994. S'il a travaillé avec le FMI, il ne jouit cependant pas encore de la reconnaissance internationale de Domingo Cavallo. Originaire de Cordoba comme lui, Roque Fernandez n'a pas le tempérament passionné et tranché de son compatriote, qui se heurtait régulièrement aux parlementaires. Derrière ses lunettes rondes, Roque Fernandez cache un caractère froid et sérieux.

ses poches de misère dans les quartiers sud et les bidonvilles de ses faubourgs proches.

SENTIMENT DE TRAHISON

La population se sent trahie par l'ensemble de la classe politique, notamment lorsque le nouveau maire de la capitale, entré en fonctions le 7 août, a annoncé qu'il décomptait les heures de grève des employés municipaux, alors que son parti, l'Union civique radicale (opposition), a soutenu le mouvement. Les mécontentements se cumulent. Enseignants, étudiants, médecins et infirmières se plaignent de la détérioration de systèmes d'éducation et de santé qui faisaient autrefois l'orgueil de

tion sociale ». Dans un pays où l'homme de la rue ne craignait pas pour sa sécurité personnelle, contrairement à d'autres pays latino-américains, la délinquance s'étend. Les attaques à main armée sortent des zones marginales pour devenir une réalité quotidienne jusque dans les beaux quartiers, où restaurants chics et discothèques sont attaqués par des bandes de jeunes délinquants. Des hold-up sont perpétrés aussi par des commandos d'anciens policiers ou paramilitaires solidement armés, spécialisés dans le vol d'automobiles et les enlèvements avec demande de rançon. Episode le plus spectaculaire de la criminalité au sein même des

Les politiques de rigueur menées en Europe freinent la reprise, estime l'OFCE

LES POLITIQUES budgétaires restrictives mises en œuvre dans tous les pays de l'Union européenne, à l'exception de l'Irlande, risquent d'avoir des effets désastreux sur l'activité économique et sur l'emploi. Selon une étude que vient de publier l'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques), la croissance pourrait être cette année inférieure de 1,2 point à ce qu'elle aurait été dans l'UE si des mesures restrictives (hausse d'impôts et freinage de dépenses) n'avaient pas été appliquées à peu près partout en même temps. La « perte » pour 1997 serait encore de 0,8 point, soit au total deux points de produit intérieur brut (PIB) en deux ans, ce qui est considérable.

Le freinage de la croissance atteindrait 2 points en France, 1,9 en Allemagne, 2,7 en Italie. Du coup, le taux de chômage par rapport à la population active augmenterait au total de 1,1 point. Cette vision négative des politiques budgétaires menées en Europe pour satisfaire aux critères de Maastricht ne fait évidemment pas l'unanimité. Les gouvernements en place assurent au contraire que la réduction des déficits publics a permis une forte baisse des taux d'intérêt et va inciter les ménages à dépenser davantage en tirant sur leur épargne. D'une façon générale, les

particuliers vont retrouver confiance parce qu'ils « anticiperont » plus de hausses d'impôts pour combler les déséquilibres croissants des finances de l'Etat, de la Sécurité sociale ou des collectivités locales. Ce changement d'attitude incitera les industriels à investir davantage pour répondre à une demande croissante.

L'étude de l'OFCE tient compte de ces enchaînements vertueux. Les taux d'intérêt à court terme comme les taux des obligations baissent effectivement de 1,4 point en deux ans dans ses calculs ; les taux de change baissent eux aussi de 3,5 % vis-à-vis du dollar. Tout cela a pour effet de stimuler l'activité. Mais les calculs de l'Observatoire, qui s'appuient sur les mesures de politique économique annoncées à ce jour, montrent aussi à quel point sont importants les effets dépressifs des restrictions budgétaires qui, finalement, l'emportent sur les effets de relance. La croissance est bel et bien bloquée par l'insuffisance de la demande publique et privée.

Pire : la chute ou la stagnation de l'activité tarit les recettes fiscales et les rentrées de cotisations sociales, entretenant un déficit im-

portant des comptes publics. L'OFCE estime ainsi que, fin 1997, la réduction des déficits publics sera moitié moindre qu'escompté. C'est payer très cher en termes de richesses non produites et d'emplois perdus les progrès - finalement assez minces - obtenus en matière de finances publiques. Il n'est même pas certain que la faiblesse de l'activité, en freinant démesurément la productivité du travail, n'accroisse pas les hausses de prix.

VIRS DÉBATS

Si l'activité économique ne repart pas rapidement en Europe, les politiques actuellement menées dans l'UE vont être de nouveau l'objet de vifs débats pour au moins deux raisons. D'une part, les opinions publiques ne supporteront pas éternellement des plans de rigueur dont l'effet coïncide avec un chômage croissant alors même que l'activité se développe dans le monde entier. Si, d'autre part, la rigueur budgétaire produit des effets vertueux en période de reprise, il n'en va pas de même lorsque l'activité stagne : plus les gouvernements serrent la vis, plus les recettes fiscales se dérobent. C'est alors l'inverse des effets es-

pérés qui se produit : remontée des taux d'intérêt, perte de confiance des consommateurs et des chefs d'entreprise, freinage des investissements, ralentissement des hausses de salaires... Dans ce contexte, les excédents du commerce extérieur et des paiements courants sont le reflet d'économies en perte de vitesse, n'investissant guère et achetant peu à l'étranger.

Pour l'OFCE, les déficits publics des pays européens ne s'expliquent pas par des dépenses excessives, mais par une croissance économique insuffisante. La preuve en est que, hors charge des intérêts des dettes publiques, le déficit des administrations publiques dans l'UE a pratiquement disparu : 0,3 % du PIB contre 1,8 point en 1993. L'ennui est que les Etats doivent tout de même amortir des dettes énormes et ne peuvent compter pour le faire que sur deux moyens : faire baisser les taux d'intérêt et emprunter moins chaque année. On y revient. L'OFCE pose ainsi de vraies questions que les gouvernements européens ont un peu vite écartées.

Alain Vernholes

La Turquie est de nouveau sur la sellette à l'ONU pour atteintes aux droits de l'homme

GENÈVE

de notre correspondante

La Turquie a été mise sur la sellette à la réunion, à Genève, de la sous-commission des droits de l'homme des Nations unies pour la lutte contre les mesures discriminatoires et la protection des minorités. Cette instance doit siéger au palais des Nations jusqu'au 30 août, sous la présidence de M. Asbjørn Eide (Norvège).

Lundi 5 août, jour de l'ouverture de cette réunion, Claire Palley, expert britannique, a rendu hommage à Kutlu Adali, journaliste

chypriote turc qui a critiqué la politique d'Ankara et qui a été assassiné. Plusieurs organisations non gouvernementales (ONG) ont critiqué vivement les violations des droits de l'homme en Turquie.

Abdul Gadir Dhallo a pris la parole au nom de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH) pour affirmer qu'en Turquie 152 lois ont pour unique objet la « régulation » de la liberté d'opinion et d'expression. Selon lui, la situation ne cesse d'empirer. Le recours abusif à l'état d'urgence et aux lois d'exception a

pour effet de restreindre gravement toutes les libertés, notamment celle d'expression. Selon l'Association turque des droits de l'homme (ITDH), 461 journalistes ont été détenus en 1995.

Les écrivains ne sont pas épargnés : ainsi Yasser Kemal a été condamné pour avoir publié un texte dénonçant la répression des Kurdes. Selon l'ITDH, dix-sept de ses membres sont poursuivis pour avoir publié dans leur bulletin un article intitulé : « La seule solution est la paix ». Le cas de la députée kurde Leyla Zana, condamnée à

Le Rwanda ferme sa frontière avec le Burundi

KIGALI. Le ministre rwandais des affaires étrangères a annoncé, jeudi 8 août, la fermeture des frontières terrestres et aériennes avec le Burundi. Cette frontière était la dernière porte de sortie du Burundi, puisque les frontières avec la Tanzanie et le Zaïre ont déjà été fermées. De son côté, l'ONU a écrit à l'Organisation de l'unité africaine (OUA) « pour exprimer [sa] préoccupation sur les répercussions négatives que les sanctions imposées au Burundi [par les pays de la région] ont sur les activités humanitaires ». Le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) a averti qu'au moins trente mille enfants « mal nourris et extrêmement vulnérables » risquent de souffrir de l'embargo. - (AFP)

Conflit entre Washington et Bonn au sujet de l'Eglise de scientologie

WASHINGTON. Le département d'Etat américain a exprimé, jeudi 8 août, sa préoccupation au gouvernement de Bonn quant à la « discrimination » qui serait exercée en Allemagne contre l'Eglise de scientologie. Plusieurs membres de la Chambre des représentants avaient protesté contre le refus de la Bavière d'autoriser le jazzman Chick Corea à se produire parce qu'il appartient à l'Eglise de scientologie. Les Allemands n'ont pas l'intention de céder à cette pression et le gouvernement de Bavière a décidé, jeudi 8 août, d'interdire l'embauche de tout membre de l'Eglise de scientologie dans la fonction publique locale. Le texte doit encore être soumis à l'approbation du Parlement régional, mais le ministre de l'Intérieur de Bavière a dénoncé l'Eglise de scientologie, qui « jette certains de ses membres dans une dépendance psychique fatale ». - (AFP)

AFRIQUE

■ ALGERIE : sept personnes ont été blessées dans le centre d'Alger, jeudi 8 août, lors d'un nouvel attentat à la bombe contre un café. Depuis trois semaines, une vingtaine de personnes ont été tuées et des dizaines d'autres blessées, dans une série d'attaques attribuées aux groupes islamistes, visant cafés et restaurants. - (AFP)

■ CONGO : l'Observatoire congolais des droits de l'homme (OCDH) a dénoncé dans un rapport rendu public, jeudi 8 août, à Brazzaville, les atteintes aux droits de l'homme au Congo, qui se traduisent, selon lui, par des exécutions extrajudiciaires, la torture et l'insécurité provoquée par des milices privées. - (AFP)

AMÉRIQUES

■ ETATS-UNIS : America on line (AOL), le plus important prestataire en ligne du monde, a connu, mercredi 7 août, une panne de dix-neuf heures. Le black out a privé quelque 6,2 millions d'abonnés de tout accès à leur courrier électronique, à Internet et à différents services. Le président d'AOL a indiqué que le problème venait d'une erreur dans un programme informatique. - (Reuters)

■ L'Union européenne (UE) a protesté officiellement, jeudi 8 août, auprès des Etats-Unis contre la loi D'Amato-Kennedy qui prévoit de pénaliser les sociétés pétrolières étrangères investissant en Iran ou en Libye. Le département d'Etat américain a déclaré que cette loi « permet d'avoir un degré de flexibilité pour décider ou non d'imposer des sanctions, si nous estimons que les pays impliqués prennent effectivement des mesures efficaces contre l'Iran et la Libye ». - (AFP)

EUROPE

■ BOSNIE : l'extradition des dirigeants serbes Radovan Karadzic et Radko Mladic, inculpés de crimes de guerre, a été exigée, jeudi 8 août, par le Conseil de sécurité des Nations unies sous peine d'éventuelles sanctions économiques. - (AFP)

■ GRANDE-BRETAGNE : une collision ferroviaire a fait au moins un mort et soixante-dix blessés, jeudi 8 août, dans la banlieue nord-ouest de Londres. La ligne concernée est gérée par une des compagnies privées qui ont succédé à la British Rail récemment nationalisée. - (Reuters)

■ TURQUIE : un livre jugé blasphématoire envers l'Islam a été saisi sur décision d'un tribunal d'Istanbul, jeudi 8 août. Ecrit par un universitaire turc vivant aux Etats-Unis, Ismet Ogutcu, le livre intitulé *Récits de la charia* avait provoqué, lors de sa publication, des manifestations de plusieurs groupes d'islamistes radicaux. - (AFP)

ECONOMIE

■ JAPON : en juin 1996, l'excédent des paiements courants a diminué de 25 % par rapport au même mois de 1995, a annoncé jeudi 8 août le ministère des finances. Le traditionnel déficit des services s'est creusé et l'excédent des échanges commerciaux (953 milliards de yens) a baissé de 17,5 %, en raison d'une forte progression des importations (+22,7 %, contre +8,5 % pour les exportations). - (AFP)

■ ALLEMAGNE : le ministre des finances, Theo Walger, a estimé que son pays peut supporter une réduction de sa protection sociale, dans un entretien publié jeudi 8 août par le *Handelsblatt*. En 1994, indique-t-il, elle arrivait au troisième rang de l'Union européenne, pour les allocations-chômage (derrière la Suède et la Belgique) comme pour les retraites (derrière l'Italie et la France). Elle figurait aussi aux premiers rangs pour les indemnités-maladie, qui doivent être réduites de 20 % sur les premières semaines d'indemnisation. - (AFP)

Israël veut modifier l'évacuation d'Hébron

JÉRUSALEM. Benjamin Nétanyahou a l'intention de revenir sur les conditions de l'évacuation d'Hébron par l'armée israélienne. Au cours de d'une réunion du cabinet ministériel restreint, le 7 août, le premier ministre israélien a souhaité que les troupes, qui doivent se retirer de la plus grande partie de la ville à l'exception de celle, dans le vieil Hébron, où campent des colons extrémistes, puissent continuer à patrouiller dans toute la ville. Cette perspective a suscité l'indignation des Palestiniens, jeudi 8 août. Hébron, dernière grande ville de Cisjordanie encore occupée par l'armée israélienne, aurait dû être évacuée en mars. - (AFP)

Isabelle Vichniac

Recommandé par
"Paris pas Cher" et "Paris Combines"
pour mieux acheter : testez
littéraires et canapés...
de grandes marques

Appelez le
42.08.71.00 - 7/7

MOBECO

5500 m2 d'exposition
247, rue de Belleville Paris 10ème - Téléphone
90 00 00 00 - Paris 10 - 10 - 10 - 10

Boris Eltsine prête serment alors que les troupes russes sont dans une « situation critique » à Grozny

Les indépendantistes s'emparent du siège du gouvernement tchétchène lié à Moscou

A quelques heures de l'ouverture de la cérémonie de la deuxième investiture du président russe, Boris Eltsine, au Kremlin, la capitale tchétchène était toujours, vendredi 9 août, le théâtre de violents affrontements. Les rebelles tchétchènes se sont emparés,

dans le centre de Grozny, de deux bâtiments : l'agence Itar-Tass. Une des colonnes de blindés envoyée en renfort aurait été anéantie.

pour la prise du bâtiment des services secrets (FSB, ex-KGB). Dans « un pied de nez » aux forces russes, le commandant tchétchène, Chamil Bassaïev, chef par l'agence russe Interfax, affirmait, jeudi, contrôler « totalement » la capitale et se disait « prêt à recevoir la délégation russe aux pourparlers », dont il pouvait « pleinement garantir la sécurité ». Les forces tchétchènes ont installé, jeudi, des postes de contrôle sur les principales artères de la ville.

BOMBARDERMENT TOUTS AZIMUTS
Deux colonnes de renforts de blindés, parties des deux bases russes des environs de Grozny, pour secourir les forces assiégées au centre, étaient toujours bloquées, vendredi, en ville par les rebelles.

Signe du désarroi russe, l'artillerie et l'aviation sont entrées en action, bombardant à l'aveugle les quartiers. Les voitures de civils qui tentaient de fuir la ville étaient prises sous le feu des hélicoptères, comme celles des journalistes qui tentaient d'y pénétrer. Des colonnes de fumées s'élevaient au-dessus de Grozny, privées d'eau et d'électricité, loin des lumières du Kremlin.

Jean-Baptiste Naudet



nomysine s'est prononcé pour les « mesures les plus dures ». Tous ceux qui ne scrutent pas le moindre geste de Boris Eltsine, pour tenter de déterminer si le président malade était encore en état physique de gouverner, avaient les yeux tournés vers Grozny.

ENCERCELEMENT

Comme pour ajouter à l'humiliation, les quelque trois mille combattants tchétchènes passés à

l'assaut ont accentué, vendredi, leur pression sur la capitale. Les forces russes, encerclées dans le bâtiment abritant habituellement les représentants de Moscou à Grozny, ainsi que le gouvernement tchétchène pro-russe, étaient, vendredi matin, dans une « situation critique », selon les correspondants des médias russes sur place.

Après de violents combats nocturnes, l'ail de ce bâtiment dévolu aux Russes était complètement

ou partiellement détruite par les flammes, tandis que le siège du gouvernement tchétchène pro-russe était en feu, selon les correspondants russes retranchés dans un hôtel voisin. Les responsables russes sont restés sourds aux propositions tchétchènes d'évacuer ces journalistes.

L'état-major des forces indépendantistes annonçait, vendredi matin, que ses forces avaient pris l'ensemble du bâtiment et que des combats intenses étaient en cours

10 millions de roubles à qui peut « unir la nation »

MOSCOU

de notre correspondant
« Qui sommes-nous ? Où allons-nous ? » Sous cet énorme titre qui barre la « une », la *Rossiskaja Gazeta*, quotidien officiel du gouvernement russe, a lancé, le mois dernier, un concours qui n'est pas un jeu pour l'été. Dans son édition du mardi 30 juillet, le journal invitait les lecteurs à trouver la meilleure « idée nationale pour unir la nation ». Une seule restriction : cette idée pour la « nouvelle Russie » doit tenir en cinq à sept pages dactylographiées. Le journal a même mis en place une « ligne téléphonique rouge » pour l'idée nationale. « Tous ceux qui croient en la Russie » peuvent écrire au journal ou faire part de leurs idées en composant le 257-59-70, entre 16 heures et 18 heures... Souhaitant que « les grandes idées n'aient pas de prix », le quotidien s'excuse de ne pouvoir proposer, en premier prix, que 10 millions de roubles (environ 10 000 francs). Ce n'est pas cher payé, vu la difficulté de la tâche.

La quête d'une « idée russe » hante depuis des siècles intellectuels russes. A l'image de la diplomatie de Moscou, les hommes politiques, qu'ils soient tsars hier, « communistes » ou « démocrates » aujourd'hui, balancent depuis toujours entre « slavophilie » et « occidentalisme ».

Dans un questionnaire, la *Rossiskaja Gazeta* relance ces vieux débats et propose des pistes. « La Russie peut-elle surmonter la crise avec son seul potentiel ? Doit-elle renoncer à l'aide de l'Europe ? L'idée nationale russe peut-elle devenir celle des pays de l'ex-URSS ? La Russie doit-elle être responsable des Russes qui vivent hors de ses frontières ? Est-ce que la seule chose qui manque au pays est un père de la nation ? Avoir un dirigeant fort suffit-il à unir tous les citoyens ? Est-il

temps d'en finir avec la démocratie ? », demande le journal.

Le concours n'est pas une plaisanterie : la « question russe » préoccupe gravement le président Boris Eltsine. Au lendemain de sa réélection, il avait appelé de ses vœux une nouvelle « idée nationale » afin de surmonter les divisions ethniques, sociales et politiques. Après avoir mené une campagne « négative » — contre le retour au passé et au communisme —, le président russe a reconnu qu'agiter le spectre d'une « revanche rouge » risquait de ne pas suffire à l'avenir.

« SAUVETAGE SPIRITUEL ET PHYSIQUE »

La Russie aura besoin d'une nouvelle idée nationale « dès l'an 2000, pour la prochaine présidentielle », a estimé le président devant ses conseillers. « Réfléchissez à quelle idée nationale, quelle idéologie nationale serait la plus importante pour la Russie », leur a-t-il lancé. Le chef de l'Etat a souligné que « dans l'histoire de la Russie du XX^e siècle il y a eu différentes périodes : monarchisme, totalitarisme, perestroïka et, enfin, la voie démocratique. Chaque époque avait son idéologie ». Et de constater : « Aujourd'hui nous n'en avons pas ».

Pendant soixante ans le communisme avait remplacé l'idéologie tsariste, mélange d'orthodoxie, d'autocratie et d'étatisme avec sa formule : « Pour la Croix, le Tsar et la Patrie ». L'« empire soviétique » avait presque naturellement succédé à l'empire tsariste. Alexandre Soljenitsine a fait part de son idée pour la « nouvelle Russie » : renoncer à l'empire, « qui mène à l'abîme », pour assurer « le sauvetage spirituel et physique du peuple russe ». Secouée par la crise économique, la Russie, en proie à une guerre en Tchétchénie, navigue à l'aveugle. L'hymne soviétique

a été remplacé par l'hymne tsariste, une musique du compositeur Mikhaïl Glinka (XIX^e), mais sans les paroles.

Composée de nombreuses nationalités, ethnies et religions, (on trouve même des Cosaques bouddhistes), la Russie cherche une identité, et même ses mots. De nouveaux termes sont apparus (ou réapparus ?). Ainsi, un citoyen russe, quelle que soit son origine (ukrainienne, juive, tchétchène ou russe), est aujourd'hui appelé un « *Rossianin* ». Tandis qu'une personne « d'ethnie russe » est dénommée « *Rousski* ». En 1993, l'aigle tsariste à deux têtes, couronné, a aussi repris du service comme emblème national à la place de la faucille et du marteau. Mais le rapace a été « démocratisé » : la couronne unique du tsar a été remplacée par trois couronnes symbolisant les trois pouvoirs.

Les *Izvestia* s'interrogent : une nouvelle idée qui viendrait remplacer le marxisme-léninisme comme idéologie d'Etat ne peut-elle pas mener à la dictature. « Le règne d'une idéologie, venant de l'Etat, est destructrice pour la société, et finalement pour le gouvernement », estime un editorialiste du quotidien libéral. Les conseillers du président contre-attaquent. Il ne s'agit pas, répond Gueorgui Satarov, conseiller politique de Boris Eltsine, de mettre au point une idéologie d'Etat — ce qui est interdit par l'article 13 de la nouvelle Constitution russe —, mais de trouver une « formule universelle de valeurs communément admises et qui unissent tout le monde ». La tâche sera difficile. La nouvelle vedette de la politique russe, le général Alexandre Lebed, un « nationaliste éclairé », a récemment souligné que « des qu'il y a deux personnes en Russie, il y a trois opinions différentes ».

J.-B. N.

Les chantiers navals de Gdansk déclarés en faillite

VARSOVIE

correspondance
Criblés de dettes, les chantiers navals de Gdansk ont été officiellement déclarés en faillite, jeudi 8 août, par le tribunal de la ville. 7 000 employés sont mis à pied. Les grandes grèves qui avaient éclaté en 1980 dans ce berceau du syndicat Solidarité, sous la direction du futur président Lech Walesa, avaient ébranlé le système communiste polonais, devenant un symbole pour toute l'Europe. Neuf ans plus tard, le mur de Berlin tombait. Les chantiers étaient détenus à 60 % par l'Etat polonais, le reste des parts appartenant au personnel.

Le gouvernement polonais avait renoncé en juin dernier à un plan de sauvetage. Dirigée par les héritiers de l'ex-Parti communiste, l'équipe au pouvoir à Varsovie affirme qu'il s'agit d'une décision motivée pour des raisons « purement économiques » : mauvaise gestion, détresse d'effectifs, contrats mal négociés qui avaient fait travailler l'entreprise à perte. Mais ce qu'il reste de Solidarité et l'opposition de droite parlent d'une « vengeance » de la gauche au pouvoir ; ils font valoir que d'autres entreprises d'Etat ont bénéficié de plus de clémence.

La présidente du tribunal de Gdansk, qui a porté le coup de grâce à l'établissement, a reconnu que ses dettes « dépassaient nettement » sa valeur marchande. Selon le dernier président-directeur général des chantiers, M. Ryszard Goluch, celles-ci atteignent 154 millions de dollars, alors que la valeur des chantiers est estimée à environ 130 millions de dollars (environ 680 millions de francs). M. Goluch a quitté la salle d'audience les larmes aux yeux, en qualifiant la décision de « tragédie mais seule possible dans la situation actuelle ». Il a pourtant critiqué les autorités pour avoir refusé les propositions de restructuration.

RÉSIGNATION

Lech Walesa, qui avait promis à ses anciens collègues de trouver (sans jamais y parvenir) un « investisseur stratégique », a déploré la déclaration de faillite, mais il s'est dit contentant que les chantiers aient poursuivi leurs activités sous une autre forme. Les images du célèbre portail numéro 2, en août 1980, celles des ouvriers en grève derrière les grilles, des masses en plein air, du jeune moustachu porté à bout de bras après la signature des accords de Gdansk avec un énorme stylo à l'effigie de Jean Paul II, appartenant définitivement à l'histoire.

Les 7 000 salariés de ce qui reste des anciens chantiers lénine ont désespérément protesté ces derniers mois, y compris dans les rues de Gdansk et de Varsovie, contre la disparition de leur entreprise. Ils ont fini par s'y résigner, ayant compris que la faillite était la seule possibilité de bénéficier d'un fonds spécial pour recevoir les payes qu'ils ne touchaient plus qu'au compte-gouttes depuis avril. La décision du tribunal entraîne l'annulation de 17 contrats d'une valeur estimée à 500 millions de dollars. Les amateurs concernés pourront engager des actions en justice. Un avocat varsovien, M. Michał Łachert, a été nommé syndic.

Le « berceau de Solidarité » n'a pas su profiter de l'avènement du capitalisme. D'autres chantiers polonais, comme ceux de Szczecin ou de Gdynia, affichent aujourd'hui une belle santé. Il est vrai aussi que le gouvernement a cherché un investisseur sans vraiment vouloir le trouver. Le groupe sud-coréen Daewoo Heavy Industries et le courtier norvégien O.J. Liback and Partners avaient manifesté de l'intérêt, tout comme des industriels de Hong-kong agissant par l'intermédiaire de la société sud-africaine Granwell Holdings. Les discussions étaient restées sans suite. La possibilité de créer sur les ruines des chantiers une nouvelle entreprise, plus petite mais saine, est envisagée. Mais il est évident, y compris pour le syndicat Solidarité, que rien ne pourra se faire sans licenciements massifs.

A. Da.

Michel Gara

La tragédie du camping de Biescas a fait plus de soixante morts en Espagne

D'après le ministère aragonais du tourisme, l'établissement respectait « strictement » les exigences de la réglementation

VINGT-QUATRE HEURES après la tragédie du camping Las Nieves de Biescas, emporté par une coulée de boue dans les Pyrénées espagnoles, le dernier bilan des victimes, officiellement communiqué par la préfecture d'Aragon, était, vendredi matin 9 août, de soixante-trois morts. Parmi celles-ci figure une petite Française de dix ans, Amaya Mingo Ammendariz, venue d'Utrugne, près d'Hendaye, qui passait ses vacances en famille. Son frère, emporté en même temps qu'elle, n'est que légèrement blessé. Une soixantaine de blessés restent hospitalisés vendredi.

Les recherches se sont poursuivies sans relâche toute la nuit pour tenter de localiser les personnes disparues. Les autorités régionales restaient prudentes sur leur nombre. Il pourrait s'élever à une quarantaine. Le nombre de personnes se trouvant dans le cam-

ping, aux environs de huit cents, est difficile à établir. Certaines zones de la rivière Gallego étaient difficiles d'accès, en raison de la végétation et de la profondeur du lit. Des hommes-grenouilles fouillaient, vendredi, une retenue d'eau située à 15 kilomètres en aval.

UN MESSAGE DE JACQUES CHIRAC

L'émotion est grande en Espagne. Le roi Juan Carlos et la reine Sophie, qui passent l'été dans leur résidence de Palma de Majorque, et le chef du gouvernement, Jose Maria Aznar, se sont rendus sur place, jeudi, et ont longuement rendu visite aux blessés et aux familles des victimes. De Paris, le président Chirac a adressé un message au premier ministre espagnol pour l'assurer des sa « sympathie attristée et de celle de l'ensemble des Français ».

Le ministère aragonais du tou-

risme a réaffirmé, jeudi, que le camping respectait « strictement » toutes les exigences de la réglementation régionale, qualifiée de « très sévère ». Les responsables imputent la tragédie à des circonstances météorologiques imprévisibles.

En France, lorsqu'une personne souhaite ouvrir un camping, elle doit demander une autorisation d'aménagement auprès de la mairie. Il faut vérifier que, ni le règlement du plan d'occupation des sols (POS), ni un plan de prévention des risques ne s'opposent à l'implantation de tentes et de caravanes. Ensuite, si la commune est frappée par un arrêté de délimitation prononcé par le préfet du département (depuis 1993, ils peuvent demander aux municipalités de leur fournir la carte des zones à risques répertoriées sur leur territoire), l'exploitant se voit imposer certaines mesures

de sécurité municipales. Un décret d'application de la loi de 1993, signé en 1994 et publié en 1995, l'impose.

RESPONSABILITÉS

Ces mesures visent à limiter les conséquences des risques encourus. Ainsi, en cas de danger, les campeurs doivent être alertés (par un système de hauts-patères, par exemple), mais aussi évacués rapidement.

Les maires disposent d'une certaine latitude : ils peuvent réclamer un éclairage qui fonctionne toute la nuit, exiger qu'un responsable soit toujours présent, qu'un groupe électrogène équipe un endroit reculé... Enfin, en cas de conditions météorologiques particulièrement menaçantes, le préfet peut décider d'une évacuation préventive. Une commission de contrôle, qui dépend du préfet, peut s'assurer de la bonne application de ces mesures.

مكتبة من الرمال

DÉFENSE Un mois après l'annonce par Charles Millon de la liste des garnisons et des arsenaux fermés ou dont les effectifs seront réduits, Thierry Klingler, haut fonction-

naire auquel le gouvernement a confié le soin de gérer les reconversions que cela implique, explique au Monde l'état d'esprit dans lequel il travaille. ● DES NÉGOCIATIONS sont

en cours avec tous les élus des villes et des régions concernées sans, assure-t-il, arrière-pensées politiques. Des conventions sont en cours de signature avec les conseils régionaux.

● LA LOIRE est un des départements les plus touchés, alors qu'il a déjà subi plusieurs sinistres industriels provoquant la disparition de quelque 50 000 emplois. Ses élus UDF et

RPR demandent un effort particulier au gouvernement et à la région, présidée par M. Millon, d'autant que le FN est particulièrement implanté dans ce département.

Les élus locaux impliqués dans la reconversion des sites militaires

Thierry Klingler, délégué interministériel aux restructurations de défense, assure, dans un entretien accordé au « Monde », que la distribution des crédits de reconversion ne servira pas à « ourdir » un « complot contre telle ou telle personnalité » politique

« Pourquoi le gouvernement a-t-il créé, le 28 mars, un poste de délégué interministériel aux restructurations de défense, alors qu'il existe depuis 1963 la Datar, qui est un service du premier ministre ?

— Jacques Chirac et Alain Juppé ont fait ce choix pour trancher avec un certain confort politique qui voulait que les gouvernements précédents fassent régler les problèmes de défense en interne par l'administration de la défense elle-même. Cette fois, vu l'ampleur des problèmes, le message est clair : tout le gouvernement doit collectivement prendre en charge la question. Dans cette affaire nationale doit se manifester une solidarité politique. En outre, en période de restriction budgétaire, il était légitime que tous les ministères soient mis à contribution, la seule « enveloppe défense » ne suffisant pas. D'où la création d'un comité interministériel qui regroupe, sous l'autorité du premier ministre, une dizaine de ministères et qui a déjà été réuni trois fois. Je préside moi-même un comité permanent

composé des représentants de ces ministères.

— Vous parlez d'affaire nationale. Est-ce que la restructuration des industries de défense et des forces armées ouvre des lignes de fracture politiques ?

— Je vous le redis : à cause de l'importance des enjeux, tout le pays est concerné. Il ne peut s'agir d'ourdir je ne sais quel complot contre telle ville ou telle personnalité plutôt qu'une autre. On doit s'abstraire de toute tentation ou dérive politicienne. Bien sûr, au début, la fermeture d'une garnison ou la réduction du plan de charge d'une usine feront mal au cœur à beaucoup. Des personnels, civils et militaires, seront bousculés dans leur vie, leur emploi et leur carrière.

— Craignez-vous que la gauche s'en empare comme une machine de guerre ?

— Il y aura inévitablement des exploitations et des surenchères de plus en plus vives lorsque s'approcheront les élections législatives de 1998. Je sais que la CGT est très puissante dans les indus-

tries d'armement et qu'il y aura des manifestations. Mais nous serons vigilants. J'ai en ma possession des tracts, vraisemblablement diffusés par une association proche de l'extrême droite, dont le siège est à Saint-Cloud, qui de façon très habile nous soupçonne de mettre en danger la patrie et de sacrifier notre défense ! Par contre je reçois régulièrement des messages de « soutien compréhensif » d'élus de gauche.

— Est-ce pour encadrer ce travail en commun de reconversion que l'Etat signe des conventions avec les conseils régionaux ?

— Oui, nous en sommes à huit conventions signées, quatre proches de l'Eure, et à l'automne, on arrivera à une quinzaine. Dans un premier temps, ces documents sont un simple cadre qui décrit les bassins d'emploi en crise et les axes souhaitables de redéveloppement. La deuxième phase, avant la fin de l'année, sera plus opérationnelle. L'Etat et les régions détermineront, bassin par bassin, des programmes concrets d'équipement et d'implantation d'activités, avec

engagements financiers réciproques à l'appui. Le ministère de la défense, pour sa part, allégera des crédits pluriannuels sur 1997 et 1998, au moins.

— De quelles sommes disposez-vous ?

— Plus de 3 milliards de francs, au moins, jusqu'à 2002 dont 750 millions d'aides européennes concentrées sur 1997-1999.

— Selon quelle répartition régionale ?

— Je ne vous le dirai pas et je ne l'ai d'ailleurs pas dit aux préfets. Le gouvernement ne souhaite pas qu'existe une sorte de droit de tirage automatique et préétabli. On adaptara les financements selon l'intérêt des projets présentés. D'autant que les sommes dont je vous parle ne sont pas exclusives : le ministère de l'équipement pour l'aménagement foncier et le traitement des friches industrielles, celui des PME, celui de l'industrie participent à l'effort. Les préfets recevront à la rentrée une circulaire leur précisant les priorités, les procédures et les modalités d'intervention.

— Que faire des casernes et des terrains désertés ?

— Soyons simples et inventifs, afin de trouver, avec l'ensemble des élus, des solutions astucieuses, pas nécessairement définitives, en veillant à ne pas brader le patrimoine public. La clarification des règles sur la gestion du domaine public s'impose. S'il le faut, nous proposerons une loi au Parlement. Quelques exemples récents montrent la voie pragmatique. A Avignon, on a utilisé les bâtiments militaires pour regrouper des services publics ; à Nice, on en a fait des locaux universitaires ; à Nevers, un travail intéressant est en cours pour installer une école d'infirmerie, un IUT.

— Quelles sont vos priorités géographiques ?

— Certaines zones sont restées à l'écart des axes de développement. Le sud de la région Centre (Vierzon-Bourges) est dans ce cas, comme le Sud lorrain avec le bassin Nancy-Toul, alors que le nord de la région commence à retrouver les bases d'un décollage. Il y a aussi des points isolés et difficiles :

Thouars (Deux-Sèvres), Lure (Haute-Saône), ou encore Neuvic (Dordogne) où existe une usine, désormais en mauvaise posture, qui fabrique des chaussures pour l'armée. Mais les zones les plus « lourdes » en termes de reconversion et où l'effort devra être massif sont, par exemple, le département de la Loire, la Bretagne, la Manche avec Cherbourg, les Hautes-Pyrénées. Dans chaque bassin, on est en face de chiffres qui dépassent 1 000 ou 1 500 emplois menacés.

— Pour remplacer ces emplois, comment faire venir de nouvelles activités ?

— J'ai de bonnes « touches » dans les secteurs de l'informatique ou de la maintenance industrielle avec, ici ou là, plusieurs centaines d'emplois à la clé. Certains maires, à droite et à gauche, sont dans la confiance. J'ai l'assurance qu'au moment où il faudra emporter la décision auprès des investisseurs, l'Elysée et Matignon mettront leur poids dans la balance.

Propos recueillis par François Grosrichard

La colère d'Yves Bonnet

« Je n'accepterai pas l'incohérence de décisions, de surcroît prises sans concertation, par le seul fait du prince, dans l'oubli du sens commun et des intérêts de mon pays. » Yves Bonnet, député UDF de la Manche et rapporteur pour avis du budget de la marine, ne mâche pas ses mots, dans son dernier ouvrage, pour exprimer son « désaccord profond avec une politique qui, insidieusement, remet en cause les fondements de notre défense ». M. Bonnet s'en prend directement à Jacques Chirac : « Le président de la République (...), abandonnant le credo gaullien, réduit la réalité de la dissuasion » et « écarte la conscription sans même attendre l'issue du débat parlementaire ». « Ceux qui se disent les héritiers (du général de Gaulle) ne peuvent le renier sans se renier », souligne l'ancien patron de la DST, élu à Cherbourg, dont l'arsenal est une des grandes victimes de la réduction des crédits militaires.

★ « Mission ou démission. Le prix de la défense », éditions Jean Pielcollec, 96 francs.

La Loire, victime permanente des désastres industriels

SAINT-ETIENNE

de notre envoyé spécial

« La reconversion permanente » :

c'est ainsi que plusieurs respon-

sables de la Loire décrivent la situa-

tion du département. L'annonce de

1 100 suppressions d'emplois d'ici à

1998 sur les 5 500 que compte

GIAT-Industries à Saint-Etienne,

Roanne et Saint-Chamond vient

s'ajouter aux crises successives des

houillères, de la sidérurgie, de Ma-

nufrance ou de Crensat-Loire. Des

désastres qui, depuis quinze ans,

ont provoqué la disparition de

quelque 50 000 emplois industriels.

« C'est aussi dramatique que ce

qui s'est passé dans le nord et l'est de

la France, mais l'Etat n'a jamais fait,

ici, des efforts comparables à ceux

engagés dans ces régions », ont plai-

dé les parlementaires RPR-UDF de

la Loire, qui ont été reçus le 10 juillet

par Alain Juppé. Ici le taux de chô-

mage frise 13 %, mais certaines

zones, comme la vallée du Gier, af-

fichent des records de 25 %. « A

Roanne, des anciens salariés de la

société de machines textiles ARCT

n'ont jamais retrouvé de travail de-

puis la fermeture de l'entreprise en

1983 », assure Simone Godard (PS),

conseiller municipal et vice-prési-

dent du district de Roanne. Dans

ce bassin d'emplois, le textile con-

sume à perdre 80 emplois par mois.

« Le tiers n'a pas été capable

de prendre le relais des pertes dans

l'industrie, explique Jacques Laisné,

directeur général des services du

département, « et le tissu des PME-PMI

ne compense pas l'activité des

grands groupes ». Dans les années

60-70, Crensat-Loire comptait

11 000 personnes, Manufrance

5 000 et les ARCT 3 000. Au-

jourd'hui, les entreprises de pein-

ture, d'optique, de matériel de

haute technologie n'emploient

chacune que quelques centaines de

personnes. Si Monbrison, par

exemple, affiche une relative pro-

spérité, à Saint-Etienne et à Roanne

les boutiques ferment et, dans les

vallées du Gier et de l'Ondaine, les

habitants broient du noir.

Dès l'annonce du plan de res-

tructurisation de GIAT-Industries, les

élus ont réagi. Les six communes

du district de Roanne ont réuni une

conférence économique et sociale

et réclamé « un plan de soutien spé-

cifique pour l'économie roannaise ». Le président du conseil général,

Pascal Clément (UDF-PR), avait

lancé un « appel au secours vers les

pouvoirs publics ». Le premier

ministre, lui, a donné quelques as-

surances. Il a notamment promis que

deux directions du GIAT quitteront

Satory (Vielaines) : celle du déve-

loppement ira à Saint-Etienne et

celle des blindés à Roanne. En re-

vanche, il n'a pas évoqué le trans-

fert du centre informatique de la

caisse d'assurance-maladie de Paris

à Saint-Etienne, qu'il avait promis

en 1994 et annulé depuis.

PÉRIE POLITIQUE

M. Juppé a donné son accord

pour la création d'un établissement

public foncier, doté par l'Etat et les

fonds européens, qui devrait per-

mettre la gestion des friches indus-

trielles. Alors qu'entre 1987 et 1995

une centaine de sites ont déjà été

traités par les collectivités locales,

l'inventaire dressé par le conseil

général en a répertorié encore 141

(un million de mètres carrés).

GIAT-Industries occupe 11 hectares

au centre de Saint-Etienne et le

conseil général y construisait bien

son hôtel du département. « Il faut

apurer le passé », dit Jean-Christian

Chardin (div. dr.), président du

comité d'expansion et maire de

Rive-de-Gier. La reconquête de

friches est un préalable à l'implanta-

tion de nouvelles activités.

Les élus s'intéressent de près à la

négociation entre la direction de

GIAT et les syndicats sur la réduction

du temps de travail à trente-cinq

heures, qui devrait permettre

d'éviter tout licenciement dans les

trois sites. « Réduction du temps de

travail et diversification des activités

sont des pistes que nous avions pro-

posées depuis longtemps », rappelle

Bernard Forge, délégué syndical

CFDT de GIAT à Roanne. Les élus

de la Loire réclament aussi une

flexion vers l'ouest du développe-

ment de Rhône-Alpes, dont le

conseil régional est présidé par

Charles Millon, ministre de la dé-

fense.

Le péril politique existe, car dans

certaines zones le Front national

rassemble 30 à 33 % des suffrages.

Déjà Jean-Marie Le Pen est arrivé

en tête du premier tour de l'élec-

tion présidentielle de 1995 dans le

département.

Françoise Chivot

Les producteurs de fruits et légumes débordés à Paris

VENUS du sud de la France, les producteurs de fruits et légumes effectuent, jeudi 8 août, une opération de séduction dans la capitale, afin de sensibiliser les Parisiens à leurs problèmes. Salades, abricots et pêches se sont arrachés sur le parvis de la gare Montparnasse en fin de matinée. Venus avec 50 tonnes de fruits et légumes, les producteurs n'en ont distribué que 10 le matin. L'opération a été renouvelée à la Bastille et porte d'Orléans, où le climat fut plus serotif. Le reste de la marchandise sera donné à des œuvres caritatives.

DÉPÊCHES

■ REDEVANCE : Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances, a déclaré, jeudi 8 août, au micro de RTL, qu'il serait « satisfait » si la redevance télévision « n'augmentait pas en 1997 ».

■ FN : Thierry Mariani, député RPR du Var, a distribué, jeudi 8 août, des tracts de son association Orange Liberté, sur la place du marché d'Orange, afin de dénoncer l'arbitraire interdisant justement cette activité - arrêtée par le maire FN, Jacques Bompard (Le Monde du 7 août). La police a constaté les faits, sans intervenir. M. Bompard a défendu son initiative au cours d'une conférence de presse, assurant qu'elle « ne constituait pas une atteinte à la liberté ». Le tribunal administratif de Marseille devait se prononcer vendredi.

■ TRANSPORTS : Jean-Claude Gaudin, ministre de l'aménagement du territoire, après avoir reçu des élus du Var et du Languedoc-Roussillon à propos de la suppression des liaisons de Paris à Toulon et à Perpignan par Air Inter, a fait part, le 7 août, de ses réflexions. M. Gaudin propose d'attacher un créneau d'atterrissage à la ville desservie, afin qu'une compagnie d'aviation puisse reprendre l'activité en conservant les droits de décoller dans le ciel parisien encombré.

■ VACANCES : Jacques Chirac et son épouse sont arrivés jeudi 8 août, au fort de Brégançon, la résidence présidentielle située sur la commune de Bormes-les-Mimosas (Var), où ils devraient séjourner jusqu'à la fin du mois. Le président de la République a invité son premier ministre, Alain Juppé, à le rejoindre les 24 et 25 août « pour un week-end de travail ».

Nous commençons aujourd'hui une série de « cartes postales » illustrées par Killoffer sur le lien social mis à mal depuis vingt ans par la « crise » : comment il se perpétue, comment il se brise, comment certains tentent de le renouer.

VALENCIENNES (Nord)

Berceau de la première industrialisation, Valenciennes, ville basse où domine la brique

conservée, conserve les séquelles d'une reconversion douloureuse, mais voudrait échapper à cette image de ville sinistrée par la disparition des mines et la fin des grandes aciéries. Si l'ancienne place forte du Hainaut est également illustre pour avoir été un haut lieu du négoce et de la dentelle rare, on sait moins qu'elle a vu naître, en 1876, la Société d'horticulture de Valenciennes, qui fut à l'origine de la promotion des jardins ouvriers.

Dans une région où le paternalisme de Frédéric Le Play faisait des émeutes, ces jardins répondaient au souci d'arracher les ouvriers à l'alcoolisme et de fixer une main-d'œuvre encline à changer fréquemment

d'employeur. Paradoxe des temps ! Aujourd'hui, ces jardins, laissés longtemps en friche, sont mis à la disposition de sans-abri et d'allocataires du RMI, chômeurs de longue durée ou population issue des quartiers dits sensibles. Ainsi, les jardins ouvriers, cette idée sociale née au dix-neuvième siècle, semble retrouver une certaine modernité : l'hygiénisme, le thème du retour à la terre et la critique du travail industriel rentrent un nouvel écho chez ceux qui ont subi de plein fouet la crise économique.

Le jardin permet de sortir de l'isolement social et procure le sentiment d'une communauté chaleureuse, à l'abri des lois du marché et de la concurrence.

Lancée par le Centre communal d'action sociale (CCAS) de Valenciennes en mai 1991, l'Initiative des Jardins du cœur répondait, à l'origine, à un double objectif : exploiter des terrains et

jardins inemployés et favoriser la réinsertion des RMistes. Suspendus au-dessus de l'étang des Vignobles, de coquets jardins fleuris et riches en légumes sont venus remplacer les ronces et les herbes folles sur le terrain de 8 000 mètres carrés mis à disposition par l'association des Jardiniers de

France. Sur ces parcelles comme sur les autres jardins collectifs, les sans-abri cultivent ensemble des pommes de terre dont la récolte servira aux Restos du cœur. Pour les plus motivés, des parcelles individuelles, baptisées « jardins pour soi », permettront à une vingtaine de chefs de famille de soulager leur budget.

« Au moins, on sait ce qu'on mange », plaissent les sans-abri du centre d'hébergement Blaise-Pascal ; mais le jardin a ses saisons, et il fallait trouver une activité pour l'hiver. « A la rentrée prochaine, nous souhaitons mettre en place des ateliers d'insertion dérivés du jardinage et ayant pour activité la menuiserie, la peinture, la maçonnerie ou la cuisine », indique Eric Martinez, assistant socio-éducatif chargé par le CCAS de l'encadrement du projet.

L'originalité du projet valenciennois réside peut-être dans la démarche d'articuler le lien social à un système de dons et de contre-dons : les organisateurs prêtent des espaces, des matières premières, des outils et proposent une petite indemnité de 400 francs en plus du RMI, tandis que ceux qui jardinent ont le sentiment de contribuer à l'effort des Restos du cœur en offrant le produit de leur travail. A terme, l'objectif des Jardins du cœur est de réintégrer les plus marginaux dans un réseau relationnel en leur offrant une reconnaissance, en leur enseignant un savoir-faire et en leur permettant de retrouver un climat de convivialité et de confiance.

Lorsque l'on évoque la tentation du paternalisme, M^{me} Laurent, directrice du CCAS, concède qu'il est difficile de mener une action de solidarité sans tomber dans ce tra-

vers. « Il faut essayer de les responsabiliser, mais cela demande beaucoup plus d'énergie, car il faut les suivre », ajoute-t-elle. Les conditions d'entrée sont souples, les travailleurs sociaux qui encadrent cette action ayant tenu à écarter les critères d'« employabilité » classiques (présentation, ponctualité, assiduité, motivation, compétences). « Pour tant », reconnaît M. Martinez, les soixante-dix RMistes qui sont passés par les Jardins du cœur depuis le 1^{er} mars 1996 sont loin d'être sortis d'affaire.

La chance de retrouver un emploi est infime, en effet, dans cette ville dont un habitant sur cinq, en âge de travailler, est au chômage. Cependant, l'objectif de redonner aux plus découragés l'envie et le goût de se réinsérer dans un parcours de formation est sans doute atteint : sur les soixante-dix allocataires du RMI passés par les jardins du cœur, vingt-cinq ont obtenu un contrat emploi-solidarité à exercer dans le cadre de cette même action. Milhous, arrivé d'Algérie en 1989 avec un diplôme de coiffeur qui n'était pas valable en France, a connu toutes les épreuves qui conduisent à l'exclusion. Hébergé d'abord au centre Blaise-Pascal, il est accueilli par les jardins du cœur depuis deux mois et devrait commencer, en août, un CES pour la municipalité. Pour lui aussi, l'insertion sociale est un long processus. Il ne suffit pas toujours de cultiver son jardin.

Alexis Spire

PROCHAIN ARTICLE
Saint-Etienne



La vente des journaux de rue est interdite dans les voitures du métro parisien

Les agents de la RATP ont reçu la consigne de multiplier les contrôles dans les rames

Depuis environ un mois, la RATP intensifie les contrôles à l'encontre des vendeurs de journaux de rue dans les rames du métro. La première in-

terpellation se solda par un avertissement, la deuxième par une amende de 400 francs, la troisième par la confiscation du badge et des jour-

naux. La règle dit avoir reçu de nombreuses plaintes de voyageurs et assure consacrer « des efforts considérables » aux sans-abri.

« L'AN DERNIER, en juillet-août, je me débrouillais; cette année, c'est la catastrophe; on est sans arrêt interpellés comme si on était des bandits », Jacques M. s'interroge. Pendant deux ans, la vente de *Macadam Journal*, dans le métro, lui a permis de vivre. Il fut une époque où il « faisait » 300 à 400 francs par jour. Puis la concurrence s'est avivée, les grèves de décembre 1995 ont amorcé le déclin. « Depuis un mois, je ne peux plus vendre, je suis contrôlé sans arrêt. Je ne fais plus que 30-40 francs par jour. Vendez ailleurs ? « Ça ne marche pas », dit-il.

Les rames de métro et les gares sont les meilleurs points de vente pour les vendeurs de journaux de rue. Mais les premières, où ils étaient tolérés jusqu'à présent, leur sont désormais interdites. Le personnel d'exploitation et les agents de sécurité, qui ont le pouvoir de dresser procès-verbal, les dissuadent de vendre dans les rames. La première interpellation se solda par un avertissement, la deuxième par une amende de 400 francs, la troisième par la confiscation de leur badge et de leur pile de journaux, racontent-ils. « Ça fait un mois que ça dure, constate Dominique Brivet, un éducateur de rue en contact avec les vendeurs. Ils sont sans arrêt agressés dans leur travail, ils deviennent nerveux, ils se découragent. Ce n'est pas juste, dans le sens où ça se fait au détriment des gens qui veulent vraiment s'en sortir ».

La RATP reconnaît que sa politique a changé. Les contrôleurs ont

reçu pour consigne d'« expliquer » aux vendeurs qu'ils ne doivent pas exercer au-delà des portillons. Une orientation assumée sans état d'âme. « Nous ne sommes pas une organisation humanitaire, affirme Alain Caire, directeur du département environnement et sécurité, la RATP est là pour transporter les usagers, et elle doit être attentive à leur environnement. » Selon la direction, le nombre de lettres de voyageurs se plaignant d'être importunés dans les rames a doublé en quatre ans. D'après une enquête réalisée au premier semestre de cette année, « 60 % des personnes trouvent insupportable d'être prisonnières des sollicitations dans les rames ». Paral-

èlement, le trafic dans le métro subit une baisse plus que significative : la fréquentation a chuté de 4 % au premier semestre 1996, par rapport au premier semestre 1995. Les différents griefs des voyageurs ne sont pas détaillés. Mais la direction de la règle ne doute pas que la présence permanente de quêteurs, vendeurs et musiciens contribue à cette désaffection. Et elle se défend de toute politique discriminatoire : « La RATP consacre des efforts considérables — comme aucune autre entreprise ne le fait — aux sans-abri », assure Alain Caire en énumérant les initiatives prises : l'opération Atlas (conduite vers des centres d'héber-

gement), la création d'une Fondation pour la citoyenneté.

« La RATP ne veut pas comprendre que vendre des journaux, c'est un moyen d'insertion », s'insurge Alexandre Henko, responsable de l'association qui représente *Macadam Journal*. Les vendeurs ne sont pas des assistés; il faut faire la différence entre ceux qui font la manche et les vendeurs de journaux. Une nuance que la RATP n'est pas disposée à faire tant que les journaux ne seront pas capables de « donner une liste de vendeurs et de prouver qu'ils ont une couverture sociale ».

Marie-Pierre Subtil

100 000 paniers-repas gratuits en août à Paris

EN AOÛT, comme une majorité de Français, la plupart des associations mettent la clé sous la porte, laissant à ceux qui les fréquentent le soin de se prendre en main pour trouver de quoi manger. En 1994, Pierre Lanne, ancien industriel et diacre de l'Eglise catholique, décide de pallier cette absence et fonde à Paris, en collaboration avec quatre associations (Tibériade, Alliance pour la vie, l'entraide d'Autueil, la Société Saint-Vincent-de-Paul et le Relais Franciscain), l'opération Août Secours alimentaire (ASA).

Ainsi, pendant un mois, des bénévoles en fin de droit, des RMistes et des sans-abri habituellement suivis par les services sociaux des mairies parisiennes ou par l'une des 80 associations contactées par Pierre Lanne peuvent trouver un panier-repas dans l'une des trois églises parisiennes qui ont ouvert leurs cryptes à l'association : Saint-Lambert-de-Vaugirard (XV^e arrondissement) depuis 1994, Saint-Joseph-des-Épinettes (XVII^e) depuis 1995, et Saint-Hippolyte (XIII^e) cette année.

Les bénéficiaires de ces paniers-repas doivent obligatoirement présenter un carton rouge délivré par leur service social pour ne pas repartir les mains vides. « C'est un des sales boulots que l'on a à faire », regrette Pierre Lanne, mais faute de fonds plus importants, ASA ne peut distribuer des repas à tous ceux qui se présentent. Sur les 700 000 francs que coûte l'opération, ASA n'en a encore récolté que 400 000. Après avoir servi 22 000 repas la première année, puis le double en 1995, elle espère pouvoir en assurer 100 000 cet été. Sur les trois sites de distribution, cent cinquante bénévoles, retraités ou jeunes actifs, se relaieront tous les jours du mois (sauf les dimanches et le 15 août).

Aude Dassonville

★ Les dons peuvent être adressés à la Société Saint-Vincent-de-Paul, Carfa, « Août Secours alimentaire », 29, avenue de Choisy, 75013 Paris.

Le contrôle judiciaire infligé à M. Pacary est allégé

LA CHAMBRE D'ACCUSATION de la cour d'appel de Paris a modifié, dans un arrêt du 1^{er} août, les motifs du contrôle judiciaire infligé à l'homme d'affaires Michel Pacary, mis en examen en juillet 1995 pour « abus de biens sociaux, recel et usage de faux ». Le juge d'instruction Edith Bozette avait décidé, par ordonnance du 4 juillet 1996, de lui interdire à l'avenir tout contact avec les élus « cités » dans la procédure ainsi qu'avec « toute personne ayant traité les opérations de financement des collectivités territoriales citées dans le dossier ». Le juge avait approuvé que M. Pacary avait rencontré, au cours du mois de juin, plusieurs élus RPR avec qui il avait été en affaires, dont le maire d'Amneville, Jean Kiffer, et l'ancien ministre Alain Carignon. Ces rencontres ne constituaient pas, alors, une violation du contrôle judiciaire, contrairement à ce que nous avions écrit dans nos éditions du 30 juillet. L'interdiction de tout contact porte désormais sur les seules personnes mises en examen, actuellement au nombre de onze.

M. Debré envisage un rythme de trois charters par mois

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR, Jean-Louis Debré, a annoncé son intention de passer de deux charters à « un rythme de trois charters par mois », à partir de la rentrée pour renvoyer les étrangers en situation irrégulière. Au micro de RMC, M. Debré a souligné que ces « renvois groupés se faisaient (...) conformément à la loi, au droit, et personne n'a pu faire un recours devant une juridiction ». A propos des trois cents Africains sans papiers réfugiés dans l'église Saint-Bernard, à Paris, le porte-parole du collège des médiateurs, Stéphane Hessel, a jugé « assez scandaleuse » l'attitude du gouvernement. Dans un entretien à *Ouest-France* du vendredi 9 août, M. Hessel estime que la position des pouvoirs publics « conduit ces malheureux à des attitudes de plus en plus vengeresses ». (Lire aussi notre éditorial page 5.)

DÉPÊCHES

■ **CORRUPTION** : un responsable technique des Aéroports de Paris a été mis en examen et écroué pour « recel d'abus de biens sociaux » et « corruption », jeudi 8 août, par le juge d'instruction versailles Jean-Marie Charrier. Jacques Latour et son épouse sont soupçonnés d'avoir reçu, de 1989 à 1996, plusieurs centaines de milliers de francs en contrepartie de l'obtention de marchés dérivés, notamment à la Compagnie générale de travaux et d'installations électriques, filiale de la CGE.

■ **POLICE** : un inspecteur des renseignements généraux de Périgueux (Dordogne), Jean-Pierre Gauthier, a été mis en examen et suspendu le 1^{er} août pour « violation du secret professionnel ». Cette mesure serait liée à l'enquête sur l'attentat à l'explosif qui avait brisé la vitrine d'un bar de Périgueux, *Le Pub*, dans la nuit du 7 au 8 juillet.

■ **LOUPS** : le tribunal administratif de Nice a ordonné, jeudi 8 août, la suspension des battues contre le loup décidées par les communes de Belvédère, Roquebillière et Bollène-Vésubie (Alpes-Maritimes). Le recours avait été déposé par le ministre de l'Environnement et l'association France-Nature-Environnement. Les loups, venus d'Italie en 1992, vivent dans le parc national du Mercantour, où ils sont devenus la hantise des bergers.

CARNET

DISPARITIONS

■ **HERNAN SILES ZUAZO**, deux fois président de Bolivie, est décédé, mardi 6 août, à Montevideo, en Uruguay, des suites d'une longue maladie. Il était âgé de quatre-vingt-trois ans. Avocat de formation et fils de président lui-même, celui que son entourage appelait affectueusement « don Hernan » a connu une carrière politique agitée, à l'image des événements que traversa son pays. Leader universitaire à la fin des années 30, après la désastreuse guerre du Chaco contre le Paraguay, durant laquelle il est grièvement blessé, Siles Zuazo est l'un des fondateurs, en 1942, du Mouvement nationaliste révolutionnaire (MNR), au côté de Paz Estenssoro, qui sera lui aussi plusieurs fois président de la République. Vice-président de 1952 à 1956, sous Paz Estenssoro, il devient chef de l'Etat en 1956, puis, à la fin de son mandat, est nommé ambassadeur. Après 1964, le régime militaire qui a pris le pouvoir le maintiendra en exil durant de longues années. Chef d'une large coalition de gauche, Siles Zuazo, entre 1978 et 1980, remporte par trois fois les élections générales, mais est chaque fois empêché, par la fraude ou par le putsch, d'accéder à la présidence. En 1982, la junte militaire passe la main, permettant à Siles Zuazo, soutenu par un vaste mouvement de grèves et de manifestations, d'accéder une seconde fois à la magistrature suprême. Une situation économique désastreuse doublée d'une agitation sociale sans précédent mit prématurément fin à l'expérience en 1985. Siles Zuazo dut alors laisser la place à Paz Estenssoro, son ancien compagnon devenu son rival.

■ **LE PÈRE JEAN PIHAN** est décédé vendredi 2 août, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans. Ce religieux de la congrégation des Fils de la Charité fut, avant la guerre, avec Gaston Courtols, l'un des fondateurs du mouvement de jeunesse Coeurs vaillants et Ames vaillantes. Il fut incarcéré à Fresnes pendant la guerre et repartit ensuite un apostolat entièrement dévoué aux enfants des milieux populaires. Le père Pihan créa, en 1956, l'Action catholique de l'enfance (ACE), devenue depuis l'un des mouvements les plus actifs de l'Eglise catholique.

AU CARNET DU « MONDE »

Anniversaires de naissance

— Charles, 10 août 1946, 9 heures.
Bon et heureux anniversaire.
Colette.
Robert.
Joyeux anniversaire.
Maman.
Olivier et Hélène.
Joyeux anniversaire.
Maman.
Isabelle et Sébastien.
Joyeux anniversaire.
Maman.
Mathieu.
— Cinquante ans après les bras de Odette et André.
Le Monde l'ouvre les siens.
Odette, Henriette, Elsa.
— A grand-mère.
Renée.
que nous aimons.
A grand-mère pour ses soixante-dix ans.
A ma grand-mère encore très longtemps.
Heureux anniversaire.
Emilie et ses parents.
11 août 1996.

Mariages

— Les familles Alexandra, Bachelard et Ziv, ont le plaisir d'annoncer le mariage de
Valérie BACHELARD
et
Jean-Claude ZIV,
le samedi 10 août 1996, à 11 heures, à la mairie de Remoulins (30210).

CARNET DU MONDE

Télécopieur :
42-17-21-36
Téléphone :
42-17-29-94
ou 29-96 ou 38-42

Décès

— Sa famille a le plaisir de faire part de la disparition de
M^{me} Jacqueline BLUM,
dit CARLELE,
162, boulevard Flaminio,
75016 Paris.
— Marie-Jeanne Amiel,
Isabelle Amiel, Alice et Flore,
Claire, Rodolphe et Alexandra Monod,
Aurore et Sébastien Amiel,
Jean, Michèle, Sandrine, Laurent et Denis Amiel
et leurs proches,
ont la douleur de faire part du décès de
Claude AMIEL,
survenu le 7 août 1996.
Selon la volonté du défunt, les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.
Cet avis tient lieu de faire-part.
20, rue Edouard-Nicourt,
92150 Suresnes.
— Le professeur Jean-Marie Desmonts,
doyen de la faculté Xavier-Bichat,
Jean-Marie Desmonts, président de la commission de surveillance.
Le professeur François Vachon,
président du comité consultatif médical.
Anne-Marie de Saxcé, directeur du groupe hospitalier Bichat-Claude-Bernard.
L'équipe de direction,
Les enseignants de la faculté Xavier-Bichat.
Le personnel de service d'explorations fonctionnelles,
Et l'ensemble du personnel du groupe hospitalier Bichat-Claude-Bernard et de la faculté Xavier-Bichat,
ont l'honneur de faire part du décès de
Claude AMIEL,
professeur des universités,
praticien hospitalier,
officier de la Légion d'honneur,
survenu le 7 août 1996, à l'hôpital Bichat-Claude-Bernard.
Claude Amiel, né le 15 décembre 1930, professeur de physiologie à la faculté Xavier-Bichat, chef du service d'explorations fonctionnelles à l'hôpital Bichat, avait dirigé l'Unité Inserm 251 jusqu'en 1994.
Il a été président du conseil scientifique de l'Inserm, secrétaire général de la Société internationale de néphrologie et était membre correspondant de l'Académie des sciences.
Par sa personnalité hors du commun et sa très grande notoriété scientifique, il a profondément marqué la vie hospitalo-universitaire de ces trente dernières années.

— Le directeur général de l'Institut (Institut national de la santé et de la recherche médicale) :
Le président et les membres du conseil d'administration.
La présidente et les membres du conseil scientifique,
ont la grande tristesse de faire part du décès de
professeur Claude AMIEL,
membre du collège de direction scientifique de l'Inserm, ancien président du conseil scientifique, président d'une commission scientifique spécialisée et directeur de l'Unité Inserm U. 251 « physiologie du tube rénal »,
survenu à Paris, le 7 août 1996.

— William Bourdon et Nathalie Couffon,
Hervé Bourdon et Yvonne Fatah,
Carole Bourdon,
ses enfants et beaux-enfants,
Tom, Lucie et Iolène Bourdon,
Gabriel et Tali Bourdon,
ses petits-enfants,
Toute sa famille et ses amis,
ont la tristesse de faire part du décès de
Philippe BOURDON,
survenu le 2 août 1996, à Créteil (Seine-Saint-Denis).
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.
— William Bourdon,
59, rue Rébeval,
75019 Paris.
Jérôme Bourdon,
3-11, rue Rachel,
Tel-Aviv, Israël.
Carole Bourdon,
37, rue de la Folie-Méricourt,
75011 Paris.

— La famille et les amis ont la tristesse de faire part de la disparition de
Yves-Marie CHOUPAUT,
journaliste et écrivain,
décédé vendredi 2 août 1996, dans sa soixante-troisième année.
L'incinération a eu lieu jeudi 8 août, dans l'intimité, selon la volonté du défunt.
Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

— La famille et les amis ont la tristesse de faire part de la disparition de
Yves-Marie CHOUPAUT,
journaliste et écrivain,
décédé vendredi 2 août 1996, dans sa soixante-troisième année.
L'incinération a eu lieu jeudi 8 août, dans l'intimité, selon la volonté du défunt.
Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

— La famille et les amis ont la tristesse de faire part de la disparition de
Yves-Marie CHOUPAUT,
journaliste et écrivain,
décédé vendredi 2 août 1996, dans sa soixante-troisième année.
L'incinération a eu lieu jeudi 8 août, dans l'intimité, selon la volonté du défunt.
Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

— La famille et les amis ont la tristesse de faire part de la disparition de
Yves-Marie CHOUPAUT,
journaliste et écrivain,
décédé vendredi 2 août 1996, dans sa soixante-troisième année.
L'incinération a eu lieu jeudi 8 août, dans l'intimité, selon la volonté du défunt.
Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

— La famille et les amis ont la tristesse de faire part de la disparition de
Yves-Marie CHOUPAUT,
journaliste et écrivain,
décédé vendredi 2 août 1996, dans sa soixante-troisième année.
L'incinération a eu lieu jeudi 8 août, dans l'intimité, selon la volonté du défunt.
Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

— M. et M^{me} BUCQUET,
M. et M^{me} Véron,
M. et M^{me} Kischardian,
ses enfants,
Ewa Lipinska,
sa sœur,
Joliane, Jacques, Eva, François et Nicolas,
ses petits-enfants,
Lucie,
son arrière-petite-fille,
ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Marie BUCQUET,
survenue le 30 juillet 1996, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

— M. et M^{me} BUCQUET,
M. et M^{me} Véron,
M. et M^{me} Kischardian,
ses enfants,
Ewa Lipinska,
sa sœur,
Joliane, Jacques, Eva, François et Nicolas,
ses petits-enfants,
Lucie,
son arrière-petite-fille,
ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Marie BUCQUET,
survenue le 30 juillet 1996, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

— M. et M^{me} BUCQUET,
M. et M^{me} Véron,
M. et M^{me} Kischardian,
ses enfants,
Ewa Lipinska,
sa sœur,
Joliane, Jacques, Eva, François et Nicolas,
ses petits-enfants,
Lucie,
son arrière-petite-fille,
ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Marie BUCQUET,
survenue le 30 juillet 1996, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

— M. et M^{me} BUCQUET,
M. et M^{me} Véron,
M. et M^{me} Kischardian,
ses enfants,
Ewa Lipinska,
sa sœur,
Joliane, Jacques, Eva, François et Nicolas,
ses petits-enfants,
Lucie,
son arrière-petite-fille,
ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Marie BUCQUET,
survenue le 30 juillet 1996, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

— M. et M^{me} BUCQUET,
M. et M^{me} Véron,
M. et M^{me} Kischardian,
ses enfants,
Ewa Lipinska,
sa sœur,
Joliane, Jacques, Eva, François et Nicolas,
ses petits-enfants,
Lucie,
son arrière-petite-fille,
ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Marie BUCQUET,
survenue le 30 juillet 1996, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

— M. et M^{me} BUCQUET,
M. et M^{me} Véron,
M. et M^{me} Kischardian,
ses enfants,
Ewa Lipinska,
sa sœur,
Joliane, Jacques, Eva, François et Nicolas,
ses petits-enfants,
Lucie,
son arrière-petite-fille,
ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Marie BUCQUET,
survenue le 30 juillet 1996, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

— M. et M^{me} BUCQUET,
M. et M^{me} Véron,
M. et M^{me} Kischardian,
ses enfants,
Ewa Lipinska,
sa sœur,
Joliane, Jacques, Eva, François et Nicolas,
ses petits-enfants,
Lucie,
son arrière-petite-fille,
ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Marie BUCQUET,
survenue le 30 juillet 1996, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

— M. et M^{me} BUCQUET,
M. et M^{me} Véron,
M. et M^{me} Kischardian,
ses enfants,
Ewa Lipinska,
sa sœur,
Joliane, Jacques, Eva, François et Nicolas,
ses petits-enfants,
Lucie,
son arrière-petite-fille,
ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Marie BUCQUET,
survenue le 30 juillet 1996, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

— M. et M^{me} BUCQUET,
M. et M^{me} Véron,
M. et M^{me} Kischardian,
ses enfants,
Ewa Lipinska,
sa sœur,
Joliane, Jacques, Eva, François et Nicolas,
ses petits-enfants,
Lucie,
son arrière-petite-fille,
ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Marie BUCQUET,
survenue le 30 juillet 1996, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

— M. et M^{me} BUCQUET,
M. et M^{me} Véron,
M. et M^{me} Kischardian,
ses enfants,
Ewa Lipinska,
sa sœur,
Joliane, Jacques, Eva, François et Nicolas,
ses petits-enfants,
Lucie,
son arrière-petite-fille,
ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Marie BUCQUET,
survenue le 30 juillet 1996, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

Condoléances

— Elle nous a fait découvrir et aimer l'Algérie.
Pour nous, elle en restera le visage fraternel et optimiste.

Zoubida HAGANI
est morte en exil ce 18 juillet.
Kader, Ghizlene, Sahra,
Noire amant nous restera fidèle.

Familles Dufour, Macher, Siccardi, Bernache.

Remerciements

— Gérard Paris.
Merci à ceux qui ont entouré Pierre,
par la présence ou la pensée.
Merci à tous.

La famille de Pierre Chaignon.

Messes anniversaires

— Il y a un an,
Henri FEURTET
disparaissait en mer.

Une messe sera célébrée le mardi 13 août 1996 à 14 heures en l'église de Graillex, vieux village (Aude).

Tous ceux qui l'ont connu et aimé pensent à lui.

Anniversaires de décès

— Le 9 août 1966 disparaissait en mer à Morrua,
Jean L. HERMITTE,
ingénieur au CEA
à l'âge de trente-six ans.

— Cinq ans déjà que, le 10 août 1991,
Christine PINEAU-DOMANGE
« CRIQUET »

était fauchée par la mort sur la route.

Ses amis n'oublient pas son goût de la vie et sa générosité.

Conférences

DROITS DE L'HOMME
Cours par correspondance, en langue française, proposés par le

Centre d'études et débats internationaux.
Renseignements et inscriptions (uniquement par correspondance) au :

CEDI,
6, route de Trèves, Building B,
L-2633 Senningerberg, Luxembourg.

HORIZONS

PORTRAIT

Helen, 23 ans, théologienne et britannique

Il y a plusieurs façons d'aimer Dieu, pense-t-elle, pas seulement celle qui érige la tradition en morale unique de la société. Elue au synode de l'Eglise anglicane, elle préfère s'interroger elle-même plutôt que de fournir des réponses aux autres

NOUVELLES VAGUES

Douze portraits qui jalonnent les continents pour décrire la jeunesse du monde.

Demain : Anna, 27 ans, cinéaste et néo-zélandaise

LA scène se passe à un jet de pierres de Westminster, par un après-midi d'été. Dans un café proche de la Church House, le quartier général de l'Eglise anglicane, Helen Jarvis s'écroule un Coca sans calorie.

Avouons-le : cette jeune théologienne pleine d'avenir ne colle pas à l'image qu'on s'était tricotée d'elle. Qu'elle soit jolie, après tout, pour quoi pas ? Mais cette longue silhouette en jupe parée, le nombril dénudé par un chemisier noué en cache-cœur, cela surprend, bien qu'il fasse d'habitude chaud. Dans son visage ovale, les yeux bleus très froids se plissent quand elle sourit, une ou deux fossettes se creusent quand elle rit, mais ce n'est pas très fréquent : Helen a l'air plutôt attentive et sérieuse.

Cette étudiante de l'université de Kent à Canterbury, si brillante que ses professeurs lui ont fait sauter l'étape de la maîtrise pour passer directement en doctorat - son sujet de thèse est la confirmation, un concept qui, selon elle, mérite d'être précisé théologiquement -, est à vingt-trois ans la plus jeune membre du synode général de l'Eglise d'Angleterre.

Du 12 au 17 juillet, elle est allée s'enfermer six jours durant dans cette docte assemblée dont la session d'été se tenait à l'université d'York. L'Eglise anglicane est en effet une démocratie traditionnelle et solennelle sans doute, liée au souverain et à l'Etat, mais une démocratie tout de même. Helen Jarvis a brigué très tôt les suffrages du peuple anglican et, élue, se consacre avec zèle à son travail de « parlementaire » de l'Eglise.

Le synode général fonctionne depuis le Enabling Act de 1919 comme un Parlement élu au suffrage indirect. Lors de deux ou trois sessions annuelles, il établit la législation ecclésiastique, avec, dans certains domaines, un contrôle du Parlement de Westminster puisque la Church of England est Eglise d'Etat.

Helen Jarvis a été élue en octobre dernier dans son diocèse de Rochester, dans le Kent. « J'ai fait campagne sur le thème des relations entre l'Eglise et les jeunes », explique-t-elle, on ne peut plus faire comme si la foi et la pratique religieuse allaient de soi. Il faut prendre les gens là où ils en

sont et les écouter. Je crois que, désormais, l'Eglise d'Angleterre leur demande quelles sont leurs questions avant de leur donner les réponses. »

Dans les sondages, 71 % des Britanniques disent adhérer aux valeurs chrétiennes, mais seulement 42 % apprennent à leurs enfants qu'il y a une vie après la mort. Pour Helen, « ils ont peur qu'on leur dise quoi croire. L'Eglise est une institution et c'est vrai que l'autorité est dans l'ensemble mal ressentie aujourd'hui. A l'hôpital et à l'école aussi, on veut être associé aux décisions, comprendre, discuter. Il y a plusieurs façons d'adorer Dieu. »

Sa paroisse à elle, à Rainham dans le Kent ? « C'est comme une deuxième maison, j'y vais avec ma famille depuis que j'ai dix jours. Notre église a 660 ans et on sent que des générations sont venues prier là. En plus des offices du dimanche, je suis à l'église tous les vendredis pour les répétitions de la chorale, le samedi pour les mariages plus les fêtes religieuses. » C'est une petite communauté soudée de 350 personnes dans une ville de 26 000 habitants.

Sa formation chrétienne, Helen la doit moins à la Sunday School, l'école du dimanche qui tient lieu de catéchisme chez les protestants, qu'à ses parents. Sont-ils très religieux ? « Je n'aime pas trop ce mot, dit-elle en riant. On croirait qu'ils sont fous, pas normaux, hors du monde. Disons qu'ils ont la foi et qu'ils sont pratiquants. »

UNE famille de quatre enfants qu'on pressent unie et chaleureuse, à la façon dont en parle Helen. La meilleure preuve c'est sans doute qu'elle se verrait bien avoir à son tour quatre enfants. Son père est un scientifique employé dans un laboratoire de matériel dentaire ; sa mère est à la maison. Mais des deux côtés, les grands-pères travaillaient dans les chantiers navals ; une origine ouvrière que revendique leur petite fille : « L'Eglise doit toujours se battre contre l'image bourgeoise qu'on lui colle bien à tort. »

Comme tous les jeunes Britanniques, elle a suivi à l'école des cours d'éducation religieuse. Aussi curieux que cela puisse paraître aux Français, depuis si longtemps laïcisés, la religion est ici une matière académique à l'égal des autres. Jusqu'à il y a une dizaine d'années, on enseignait avant tout la Bible.

« Maintenant, je crois qu'on s'y prend autrement : on invite les jeunes à réfléchir sur leur propre expérience, les joies, les devoirs. C'est sûrement plus efficace, même si on s'aperçoit, quand les jeunes viennent à l'église pour se marier ou faire baptiser leur enfant, à quel point ils manquent de culture chrétienne. »

La question des valeurs morales et de leur transmission est actuellement au cœur du débat public en Grande-Bretagne. L'archevêque de Canterbury, dans un discours remarqué le 5 juillet à la Chambre des Lords - où il siège à titre honorifique - a dénoncé la tendance « à voir ce qui est bien et juste comme une question de goût privé et d'opinion individuelle. Dieu est alors renvoyé dans le domaine du simple hobby et la religion n'est plus qu'une activité privée pour ceux qui y trouvent goût. Le vocabulaire traditionnel du discours moral fait l'objet d'une suspicion aigüe. »

L'école a un rôle à jouer dans la lutte contre le relativisme moral, a martelé George Carey - s'attirant dans les jours suivants une foule de réactions indignées d'enseignants qui se sont fait critiquer dans leur mission - fiant de quoi « notre nation enracinée dans la foi et les valeurs de la tradition judéo-chrétienne, formée par les dix commandements, la parole et l'exemple de Jésus-Christ, court le danger de dilapider cet héritage. »

Helen Jarvis, sang neuf de l'Eglise anglicane, n'a manifestement pas les mêmes inquiétudes que l'archevêque Carey. « Je ne crois pas à une disparition des valeurs. Dans les années 80, le matérialisme triomphait. Les gens n'étaient motivés que par la carrière et l'ambition. Dans les années 90, les gens croient de nouveau à des valeurs collectives. »

Un événement historique s'est produit cet été : la naissance du premier bébé dont la maman et le papa étaient tous deux prêtres de l'Eglise anglicane. Un enfant 100 % Church of England, en somme. Helen Jarvis trouve cela tout naturel, bien que l'ordination des femmes ne soit autorisée que depuis 1992. Pour elle, les débats passionnés qui avaient précédé la décision d'ordonner des femmes prêtres, comme dans les autres Eglises protestantes, sont déjà de l'histoire ancienne. En fille d'aujourd'hui, elle préfère un autre aspect de l'anecdote : les parents du nouveau-né ont décidé que le père resterait à la maison pour s'occuper

de lui, tandis que la mère reprendrait son travail à la paroisse. Helen considère tout à fait normal que les serviteurs de Dieu affrontent les problèmes domestiques qui sont ceux de tout le monde. « Un prêtre doit être à l'écoute. Et si on n'a pas d'enfant on a du mal à comprendre les difficultés des parents, n'est-ce pas ? » Helen Jarvis est, de toute façon, convaincue que « si une question se pose dans la société, elle se posera tôt ou tard dans l'Eglise. »

EN matière de morale familiale, la jeune fille est au fond assez prudente. Serait-ce parce que, ainsi que l'écrivait un éditorial du Daily Telegraph le 15 juillet, « la signification de la sexualité humaine est désormais placée tout près, sinon au centre même, des affaires de l'Eglise ? ». « Pour l'Eglise, le mariage est l'idéal, affirme Helen. Moi-même je n'aimerais pas avoir des enfants sans m'être engagée avec quelqu'un. Ce ne serait pas juste pour eux. Mais en novembre dernier, le synode général a examiné un rapport sur les différentes sortes de familles, qui montrait ce qu'il y avait de bon dans chacune d'elles. »

Le divorce, y compris pour les prêtres ? « C'est toujours une tragédie quand une famille se brise. Ce n'est pas ce qu'on souhaitait le premier jour, n'est-ce pas ? Mais si les choses ont vraiment mal tourné... Le problème de l'homosexualité : « Il n'y a pas eu de discussion au synode. On lit dans les journaux des jugements hâtifs. Moi, avant de juger, je veux réfléchir à tout ça d'un point de vue théologique. Je ne veux pas sous-estimer ce qu'il y a de bon dans les autres relations, l'important est qu'elles soient fondées sur l'amour et la confiance. » Et Helen ajoute : « Difficile d'aborder un problème avant d'y avoir été confronté concrètement. »

Ce sens pratique, cette tolérance imprègnent tout son discours. Elle n'est pas pour rien étudiante en « Théologie appliquée ». Mais Dieu, elle n'en parle donc pas ? « Je n'en parle que lorsque les circonstances s'y prêtent et si l'on me pose la question. Certaines personnes, quand je dis que je crois en Dieu et que je fais des études de théologie, déploient tous leurs efforts pour me prouver que j'ai tort. » Elle dit cela en riant : on sent que ses contradicteurs n'ont pas franchement le dessus. Et sa spiritualité à elle, Helen ? « Pour moi, la religion n'est pas à part, elle gouverne toute ma vie. Un peu comme un sport qui ressort les bienfaits de l'entraînement tout le temps, même quand il court après un bus. »

Helen Jarvis ne sait pas encore ce qu'elle fera dans la vie. Dans le système britannique, peu importe ce qu'on a étudié dans le champ des humanités. On peut parfaitement devenir comptable ou cadre de banque avec un diplôme de théologie : « A l'université, on acquiert des savoir-faire : comment faire de la recherche, développer des arguments, rédiger un rapport. Après, le métier s'apprend sur le tas. »

En octobre, Helen va commencer à enseigner : « En contrepartie de ma bourse, je dois des heures de cours à l'université. J'aurai ma propre classe d'enseignement biblique, avec des étudiants parfois plus âgés que moi... J'ai un de ces trucs ! » A la vérité, elle n'a pas fait trop déconnoté : dans ses cours de maîtrise, elle qui avait fait son premier cycle en littérature anglaise s'est retrouvée avec huit prêtres et trois autres laïcs. Le plus âgé avait cinquante-six ans et le plus jeune dix ans de plus qu'elle. Il y a une option qu'Helen « laisse ouverte pour l'instant ». C'est celle de l'ordination. « Être prêtre, ce n'est pas un job comme un autre. Il faut être appelé par Dieu. Si je dois choisir cette voie, je le sentirai. » Nul doute que l'Eglise anglicane fera tout pour garder ce jeune rameau, dans une période difficile : elle compte désormais moins de pratiquants en Angleterre que l'Eglise catholique (1,82 million contre 2,02 millions) et les conversions au catholicisme d'anglais très en vogue (dont deux membres du gouvernement de John Major) se multiplient, comme les flocks avec l'Eglise de Rome de personnalités aussi populaires que la princesse de Galles ou le leader travailliste, Tony Blair. C'est le canche-mar suprême dans un pays historiquement cimenté par l'antipapisme. Pas étonnant que le synode général vienne de réhabiliter saint Georges, mythique patron de l'Angleterre, et de réaffirmer sa croyance en l'enfer...

Sophie Gherardi
Dessin : Sergueï



هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Éditorial
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani / Dominique Auby, directeur général
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeur adjoint de la rédaction : Thomas Pirelli, Robert Sol
Rédacteurs : Jean-Paul Bessis, Bruno de Camas, Pierre Georges, Laurent Goussier, Danièle Heymann, Bertrand Le Gendre, Jean-Yves Lemerle, Manuel Luchini, Luc Rostkowski
Directeur artistique : Dominique Guzman
Rédacteur en chef technique : Eric Azou
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourmont
Conseiller de la rédaction : Alain Rial / directeur des relations internationales : Daniel Veret
Médiateur : André Laurent
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courau, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Benoit-Méry (1944-1952), Jacques Fauvet (1952-1962), André Laurent (1962-1983), André Parvizi (1983-1991), Jacques Lelièvre (1991-1994)
Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 950 000 F. Actionnaires : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Association Hubert Benoit-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Les Presses du Monde
Siège social : 121 bis, rue Claude-Bernard - 75004 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 47-37-39-40. Télécopieur : (1) 47-37-31-33. Télex : 206 806 F

Le Monde

ÉDITORIAL

Immigration : une dangereuse dramatisation

ALORS qu'un nouveau vol charter, avec à son bord des étrangers en situation irrégulière, venait de s'envoler pour le Maroc et le Mali, Jean-Louis Debré s'est longuement félicité, le 8 août, d'avoir « institutionnalisé cette méthode ». Le ministre de l'Intérieur souhaite même l'« intensifier » et promet trois vols par mois - au lieu de deux - dès la rentrée. Pour leur part, trois cents Africains campent toujours dans les locaux de l'église Saint-Bernard à Paris, demandant une régularisation de leur situation. L'affrontement dure depuis plus de cinq mois. Les innombrables réunions tenues, la mise en place d'un collège de médiateurs, une mobilisation de l'opinion publique n'ont en rien permis de débloquer la situation. Tout indique que le gouvernement est déterminé à faire de ce conflit un exemple de fermeté.

Jean-Louis Debré apparaît désormais seul en charge de la politique d'immigration. Après quelques incursions d'Alain Juppé sur ce terrain, en juin, et les déclarations, qui se voulaient apaisantes, du président de la République le 14 juillet, le ministre de l'Intérieur est aux commandes d'un dossier dont les paramètres sont devenus essentiellement politiques. Tout se passe en effet comme si la priorité actuelle était, au travers d'une gestion

définir un projet intégrateur pour les étrangers vivant en situation régulière et pour les jeunes issus de l'immigration. Ce deuxième volet est depuis passé aux oubliettes.

Eric Raoult, ministre délégué en charge de la ville mais aussi de « l'intégration », n'a ainsi jamais tracé de perspectives ni mis en avant les succès de la « machine à intégrer » française, succès que toutes les études démontrent. En ce domaine, où les symboles et les discours politiques pèsent lourd, le choix du silence a laissé le terrain libre à une suspicion jetée sur l'ensemble des étrangers, et dont témoignent les innombrables petites vexations subies dans les préfectures. Des comportements de rejet se balançaient, les méfiances gagnent et les mises à l'écart se multiplient.

A encourager de facto fantasmes et passions, le gouvernement prend le risque d'être soumis à une surenchère permanente. Le rapport de la commission d'enquête parlementaire sur l'immigration clandestine l'avait déjà montré au printemps. Aiguillonnés par le Front national, les députés RPR et UDF se disaient alors prêts à briser des barrières posées par le Conseil constitutionnel en matière de liberté et de droits de l'homme. L'électorat de la majorité pourrait à son tour basculer dans une radicalité dont seule l'extrême droite saura profiter.

L'IFOR à mi-parcours

par Javier Solana

LA force de mise en œuvre (IFOR) dirigée par l'OTAN a franchi le cap de la moitié de sa mission. La Bosnie-Herzégovine est calme, les forces armées sont séparées, les troupes de toutes les parties ont regagné leurs casernes, et les armes lourdes - qui jouaient un rôle d'intimidation des populations de Sarajevo et d'autres villes, et les assaillaient - ont été stockées et placées sous la surveillance de l'IFOR.

C'est là un immense succès, bien supérieur à ce que l'on pouvait espérer au début de l'opération. Néanmoins, la paix est fragile : les parties elles-mêmes ont encore beaucoup à faire pour la rendre permanente, et notamment coopérer avec la communauté internationale à la reconstruction du pays et de sa société. La résurgence de la vie politique et économique de la Bosnie exige, avant toute chose, qu'en soient remises sur pied les infrastructures, dévastées par quatre années de conflit. A cet égard, l'IFOR a toujours été présente et a apporté une aide allant au-delà de son mandat. La tâche accomplie est considérable, et largement ignorée.

L'IFOR a déjà participé à plus de 3 000 projets d'intérêt civique. Nous disposons sur le théâtre de 7 000 hommes du génie, venant de 25 pays. A ce jour, l'IFOR a réparé ou reconstruit plus de 60 ponts, ainsi que plus de 2 500 kilomètres de routes et de voies de chemin de fer principales dans l'ensemble de la Bosnie-Herzégovine. Les alimentations en gaz, en eau et en électricité sont en cours de rétablissement avec l'aide de l'IFOR ; les écoles et les hôpitaux sont reconstruits, largement grâce à l'aide des unités locales de l'IFOR ; et les réseaux de télécommunications sont réparés avec l'aide des spécialistes de la Cimic (cellule de coopération civilo-militaire). Ce personnel de la Cimic apporte également une assistance à un large éventail de projets, sous la forme de conseils dans des domaines tels que, entre autres, les transports publics, l'agriculture, le logement, l'éducation et l'industrie. L'IFOR participe aussi très activement aux travaux devant permettre la réouverture au trafic civil des aéroports de Sarajevo, Banja Luka et Mostar.

La liberté de circulation ne peut s'exercer sans routes, ni ponts, ni lorsque 5 millions de mines restent à détecter et à neutraliser. Sans négliger ses tâches militaires-clés, l'IFOR consacrera, au cours des prochains mois, encore plus de temps à aider les agences civiles. A cet égard, je prévois trois importantes contributions de l'IFOR.

Il s'agit, en premier lieu, d'apporter une assistance prioritaire à l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) dans la conduite des élections, cruciales, au mois de septembre. Ces élections marqueront un tournant. Elles donneront à la population la première véritable occasion de faire entendre sa voix. Elles auront aussi pour résultat la mise en place d'institutions communes pour l'ensemble de la République de Bosnie-Herzégovine.

Il faudra, en second lieu, poursuivre notre soutien à d'autres organisations internationales et humanitaires qui accomplissent des tâches essentielles, telles que le HCR, le Groupe international de police et la Croix-Rouge. Outre la sécurisation de l'environnement, l'IFOR aide les organismes civils en cas d'urgence et leur apporte un soutien logistique et médical notamment, ainsi qu'une assistance

importante en matière d'information. Elle produit également des programmes de radio et de télévision et conçoit et imprime des dizaines de milliers d'affiches, de prospectus, de magazines de bandes dessinées pour enfants et d'autres documents, tous consacrés à la promotion de la sécurité publique, de la conscience du danger des mines, de la sécurité du trafic et de la réconciliation nationale, ainsi qu'au soutien du processus d'élection.

Il ne reste plus beaucoup de temps à Karadzic et à Mladic. Leur préoccupation majeure est maintenant d'éviter l'arrestation.

La troisième mission consistera à empêcher la création de frontières internationales à l'intérieur de la Bosnie-Herzégovine. Nous voulons contribuer à faire de la liberté de mouvement une réalité et à préparer le terrain pour le retour des réfugiés et des personnes déplacées.

L'IFOR adapte sa structure de forces en remplaçant ses unités lourdes par des unités plus mobiles. Ses patrouilles continueront d'étendre leur rayon d'action et de se multiplier dans toute la Bosnie-Herzégovine. Cela contribuera à assurer une plus grande liberté de mouvement aux citoyens et à interdire celle-ci aux inculpés de crimes de guerre. Nous poursuivons notre politique d'arrestation à vue des inculpés de crimes de guerre et d'aide aux investigations du Tribunal pénal international. Le récent accord par lequel Radovan Karadzic s'est retiré des affaires politiques est bienvenu et supprime un obstacle de taille à la tenue d'élections libres et équitables. Mais la justice reste à faire. La vraie place de Karadzic et de tous les autres inculpés de crimes de guerre est à La Haye, où ils doivent répondre des crimes de guerre dont ils sont accusés. Il ne reste plus beaucoup de temps à Karadzic et à Mladic ; leur préoccupation majeure est maintenant d'éviter l'arrestation.

Ainsi, il est clair que l'IFOR est entrée dans une nouvelle phase d'opérations pour les derniers mois de son mandat. Sa grande priorité restera de veiller à ce que les parties respectent les engagements militaires de l'accord de paix. L'IFOR joue son rôle en empêchant le redémarrage du cycle vicieux de la suspicion et de la violence. En attendant, l'ensemble de la communauté internationale doit continuer de faire pression sur toutes les parties pour qu'elles s'acquittent de leurs responsabilités aux termes de l'accord de paix et qu'elles entament le processus de réconciliation. Elles seules peuvent préparer la voie à une paix durable.

Javier Solana est secrétaire général de l'OTAN.

L'Algérie, l'islam et les « infidèles »

Suite de la première page

Plus radical encore, Charles de Gaulle se proposait, dans les années 10, de s'appuyer sur les populations berbères du Maroc pour « éliminer la langue arabe et l'islam de notre Afrique du Nord, au bénéfice de la langue française et de la chrétienté ».

La Tunisie n'était pas en reste. Une statue du cardinal Lavergne brandissant la croix garda longtemps l'entrée de la médina de Tunis. Et en mai 1930 un Congrès eucharistique réunit, au pied de la basilique Saint-Louis, à Carthage, plusieurs centaines de jeunes Européens... déguisés en croisés. Le rêve d'une « humanité plurielle », cher à Mgr Pierre Claverie (Le Monde daté 4-5 août), n'était pas encore né.

Contrairement à l'Afrique noire, où les populations - animistes - ont été massivement christianisées par les missionnaires européens, l'Afrique du Nord, islamisée lors de la conquête arabe du VII^e siècle, est restée imperméable au prosélytisme catholique. Selon Jacques Berque, cité par Youssif Courbage et Philippe Fargues dans leur ouvrage *Chrétiens et juifs dans l'islam arabe et turc* (Payot, 1992), on compte en cent ans « moins d'un millier » de conversions en Algérie, « dispersées dans quelques villages retirés de Kabylie ».

octroyée par décret, en 1965, aux demandeurs français restés en Algérie - atteignent vite leurs limites. Combien de colons ne leur faut-il pas avaler, en échange de cette tolérance ? Fermant les yeux sur les dérives du pouvoir, ils se cantonnent dans une position légitimiste. Avaient-ils d'autre choix ?

« Après l'indépendance, le code de la nationalité consacra au niveau juridique une inégalité de fait entre Algériens, en distinguant la nationalité d'origine de celle acquise par décret (celle-ci ne concernant qu'une infime minorité), distinction fondée sur l'appartenance ethnique et religieuse indissociable », note la sociologue française Monique Gadant, dans son étude intitulée *Islam et nationalisme en Algérie* (L'Harmattan, 1988). En proclamant l'islam religion d'Etat, comme le Maroc et la Tunisie, l'Algérie a confirmé l'ambiguïté de son projet « démocratique ». « La conscience populaire confond nationalité, appartenance religieuse et utilisation de la langue arabe », souligne encore Monique Gadant.

« Et jusqu'à présent, précise-t-elle, les pouvoirs se sont faits les relais de cette idéologie spontanée ».

Les membres de la minorité européenne, représentants de l'Eglise catholique incise, en ont fait, depuis plus de trente ans, la délicate expérience. A la fois dédains et dehors, ils sont devenus, toutes proportions gardées, les nouveaux dhimmis (tributaires) de l'Algérie arabo-musulmane. Dans la coutume islamique, le système de la dhimma désigne le statut réservé aux minorités juives et chrétiennes. Il consacre leur marginalité et leur allégeance, en même temps que leur protection par l'autorité. Du moins en temps de paix.

« Aujourd'hui, de toute façon, tout cela n'a pas lieu d'être, estime l'historien tunisien Mohammed Talbi. L'appartenance à un Etat est une chose, l'appartenance à une communauté spirituelle en est une autre, ajoute-t-il. Si nous ne voulons pas que les musulmans soient des dhimmis ailleurs, nous ne devons pas, chez nous, réduire les non-musulmans à ce statut ». Il faudra bien des débats et bien des polémiques avant que ce vœu ne se réalise. Et bien des crimes, sans doute, comme le laisse penser la fin tragique de l'évêque d'Oran.

Catherine Simon

L'hostilité viscérale de la population algérienne à l'égard de la « religion des colons » n'a pas déchaîné une haine particulière à l'encontre des catholiques

Cet échec apparent ne doit cependant pas faire illusion. L'hostilité viscérale de la population algérienne à l'égard de la « religion des colons » n'a pas déchaîné une haine particulière à l'encontre des catholiques. Parmi ces derniers, beaucoup sont appréciés pour l'aide qu'ils apportent aux démunis et les efforts qu'ils déploient dans le domaine de l'éducation ou de la santé. Estimés en tant que croyants appartenant à l'une des trois religions du Livre, certains ont suscité aussi le respect par leur attitude pendant la guerre d'indépendance. Ce fut le cas de l'ancien archevêque d'Alger, Mgr Léon-Etienne Duval, que les ultras de l'Algérie française surnommèrent « Mohammed Duval », de l'ancien évêque de Constantine, Mgr Jean Scotto, élu maire du quartier algérois de Belcourt lors des premières élections municipales de l'Algérie indépendante, ou encore du Père Alfred Béranger, qui fut, avant les accords d'Evian, représentant du FLN en Amérique latine, puis député de l'Assemblée constituante.

Figures de gloire de l'Eglise d'Algérie, ces personnalités au destin hors du commun font désormais partie de l'album de famille officiel du régime « socialiste ». Pour le meilleur et pour le pire. Les marques d'hospitalité qu'on accorde aux amis de l'Algérie - la nationalité algérienne est

Non aux arrêts anti-mendicité

par Maurice Espinosa-Barry

LA France est-elle encore la patrie des droits de l'homme ? Nous sommes en droit de nous interroger au regard de l'actualité (expulsions d'étrangers malades du sida, expulsions d'étrangers parents d'enfants français, arrêts municipaux anti-mendicité...). Les arrêts municipaux qui visent les exclus se multiplient. La liste des villes, toutes tendances politiques confondues, qui ont voulu interdire la mendicité en centre-ville ne cesse de s'allonger dans une presque totale indifférence, tant au niveau politique qu'au niveau de l'opinion.

On ne peut que s'insurger contre de telles pratiques qui aggravent davantage la vie des moins bien lotis de notre société. Il est facile de masquer la crise que traverse notre pays en bannissant de nos villes ses stigmates les plus visibles : la pauvreté, l'exclusion. Cette négation de la réalité est illusoire et indigne.

Quel est l'avenir d'un pays qui cache ses pauvres comme on cachait les lépreux au Moyen Age ?

Il est indiscutable que l'augmentation du nombre des exclus pèse sur les villes, et que ces dernières manquent de moyens pour limiter le nombre de mendiants ou de clochards dans leurs centres. Il est tout aussi évident que le règlement de l'exclusion dépasse largement les simples limites communales. Néanmoins, est-il normal qu'un responsable politique, comme l'est

Quel est l'avenir d'un pays qui cache ses pauvres comme on cachait les lépreux au Moyen Age ?

un maire, puisse prendre de telles décisions ?

Il est urgent que les élus locaux concernés se mobilisent ensemble et réfléchissent à des solutions plus dignes. Les maires doivent relever le défi : lutter contre l'exclusion urbaine avec intelligence, et non par des arrêtés qui ne sont qu'une réaction épidémique aux effets d'une crise laissant de plus en plus d'hommes et de femmes au bord du chemin. Ces maires ne manquent d'ailleurs pas d'imagination, comme en témoignent les « astuces » employées pour rendre illégale la mendicité dans leurs villes.

Notre devoir d'élite est d'apporter un soulagement à ceux et celles qui souffrent, qui vivent la pauvreté et l'exclusion au plus profond de leur être. Nous ne devons pas exclure davantage, nous devons au contraire tenter de protéger les mal lots de notre société, à défaut de trouver des solutions au règlement d'une crise beaucoup plus globale.

Maurice Espinosa-Barry est adjoint au maire de Grigny (Rhône)

DANS LA PRESSE

FINANCIAL TIMES
Même si M. Eltsine - ou quelqu'un partageant ses objectifs - reste au pouvoir, la Russie devra faire face à de rudes défis avant de parvenir à un redressement durable. Les quatre éléments-clés pour assurer une croissance à long terme seront le maintien d'une inflation modérée, la mise en place d'un contrôle budgétaire (incluant une vaste réforme fiscale), l'établissement d'un cadre légal et réglementaire pour affronter les marchés et enfin la pleine intégration de la Russie dans l'économie globale. Le résultat de l'élection n'a pas apporté l'assurance que tous ces objectifs seraient atteints.

LA TRIBUNE DESPOSSÉS
Gilles Briard
En réclamant des têtes pour le naufrage du Lyonnais, Jean Arthuis place le gouverneur de la Banque de France dans le collimateur des contribuables qui regrettent de payer les pots cassés pour les erreurs commises dans les choix de gestion des entreprises publiques. Jacques Chirac ne s'en plaindra pas qui, dès avant son arrivée à l'Elysée, attaquait Jean-Claude Trichet pour ses incursions dans la politique économique de la France. (...) Destabiliser Jean-

Claude Trichet en pointant les responsabilités sur le Lyonnais pourrait laisser croire que la France s'apprêterait à s'écarter des chemins de l'orthodoxie. Et porter un coup à la monnaie unique alors que l'Allemagne n'y souscrit que grâce à la poigne du chancelier Kohl contre une majorité d'Allemands et que la Grande-Bretagne lui a toujours tourné le dos. La marge est étroite pour éviter que, visant le Crédit lyonnais, le gouvernement n'atteigne l'UEM.

RECTIFICATIFS
JEAN-CLAUDE TRICHET
Dans l'article « Le gouverneur et les privilèges » (Le Monde du 8 août), l'auteur, Henri Bonetti, n'accusait pas Jean-Claude Trichet, gouverneur de la Banque de France, de voler au secours d'un « groupe de presse », comme une coquille nous l'a fait écrire, mais d'un « groupe de pression », celui des banques.

JEAN ROYER
Nous avons attribué par erreur à Jean Royer (Le Monde du 7 août) la fonction de maire de Tours, alors qu'il a été battu aux élections municipales de juin 1995. Le maire de Tours est Jean Germain (PS).

ENTREPRISES

LE MONDE / SAMEDI 10 AOÛT 1996

FINANCES L'onde de choc du décrochage boursier a fortement ébranlé le Nasdaq. Créé en 1971 pour la cotation des PME performantes, ce marché des valeurs technolo-

giques fut longtemps gagnant. **NUMÉRO DEUX MONDIAL** pour les valeurs mobilières, cette Bourse électronique, sans localisation géographique, collecte et diffuse sur

écran les cotations de plus de 5 000 valeurs de croissance. Le Nasdaq est aujourd'hui victime de son succès. Les analystes craignent un retrait des fonds d'investissements, ef-

frayés par le caractère trop volatil de ce marché. **PLUSIEURS AFFAIRES** sont venues ternir son image. A la suite de la découverte d'entente entre les « teneurs de marché », la

SEC, le gendarme de la Bourse de New York, a imposé, jeudi 8 août, de nouvelles règles aux professionnels. Les opérateurs ne sont pourtant pas prêts à quitter ce marché.

La Bourse new-yorkaise des valeurs high-tech croît toujours à sa bonne fortune

Bousculé par le mini-krach de la mi-juillet, le Nasdaq garde toutefois la confiance des investisseurs. Convaincus d'entente, les opérateurs ont accepté de se conformer aux nouvelles règles imposées par le gendarme des marchés américains

NEW YORK

de notre envoyé spécial
« Une simple correction nécessaire, comme Wall Street en connaît tant, deux pas en avant, puis un pas en arrière. » Le représentant de l'un des plus gros intervenants new-yorkais sur le Nasdaq balaie, d'un revers de la main, les scénarios-catastrophe évoqués par les médias depuis le mini-krach boursier de la mi-juillet. Bien que les craintes d'un séisme se soient dissipées aussi rapidement qu'elles étaient apparues, on le sent peu tranquille le professionnel de cette Bourse électronique, sans localisation géographique, qui collecte et diffuse sur écran les cotations de plus de 5 000 valeurs de croissance. L'onde de choc du décrochage boursier a fortement ébranlé ce marché longtemps gagnant, qui avait oublié le bon vieux adage financier, « les arbres ne montent pas jusqu'au ciel ».

Fondé en 1971, le Nasdaq était, au départ, destiné aux PME performantes qui ne pouvaient répondre aux exigences d'inscription à la cote du New York Stock Exchange (NYSE). Cette Bourse du devenir technologique et du business de madère grise est le deuxième marché mondial des valeurs mobilières, derrière le NYSE, mais devant Londres et Tokyo. Basée à Washington, la National Association of Securities Dealers (NASD), princi-

Une évolution heurtée



pale organisation professionnelle de l'industrie des titres, administre deux secteurs de cotation : le National Market System, traitant 4 246 titres, les plus actifs, et le Small Caps Market, comprenant un millier d'entreprises au fort potentiel mais faiblement capitalisées. La politique d'argent bon marché suivie par la Réserve fédérale de-

puis le début des années 90 pour sortir l'économie américaine de la récession et remettre sur pied les banques a bénéficié aux actifs financiers à plus hauts rendements mais plus risqués. Donc au Nasdaq.

JEUNES ET VULNÉRABLES

Malgré l'arrivée à maturité d'un certain nombre de noms prestigieux, comme Microsoft, Intel ou MCI, la majorité des sociétés cotées sur le Nasdaq sont jeunes, de taille moyenne et particulièrement vulnérables à toute hausse de surchauffe de l'économie ou de hausse des taux d'intérêt. En particulier, les entreprises liées à l'internet ou à la biotechnologie, très inventives mais peu bénéficiaires, qui avaient été à l'origine de la formidable flambée de l'indice Dow Jones. L'image de l'investisseur type sur le Nasdaq ? « Un comportement spéculatif et émotif très différent de l'épargnant du NYSE, haut lieu des valeurs sûres », indique un spécialiste. Les analystes aujourd'hui s'interrogent : les fonds mutuels en actions (Mutual Funds) ou les caisses de pension, qui alimentent aux deux tiers ce marché, pourront-ils rester longtemps indifférents aux états d'âme du public ? Motivés par le souci de garantir une retraite ou de financer les études universitaires de leurs enfants, les investisseurs pourraient être amenés à retirer

leurs billes à toute nouvelle alerte.

Plusieurs « affaires » sont venues ternir l'image d'une institution qui a fait de sa transparence et de son efficacité un argument important de promotion. La publication, en 1994, d'une étude universitaire affirmant que certains « teneurs de marché » (market makers) se seraient entendus pour fixer les prix,

gistrer désormais les conversations entre opérateurs. La SEC, quant à elle, a rendu ses conclusions, qui ont donné lieu à un accord avec les professionnels du Nasdaq le 8 août. Victime de son succès, le Nasdaq s'est, en outre, trouvé récemment confronté à une série de pannes informatiques, lorsque le volume du négoce a dépassé la capacité de

ont décidé de se transférer avec armes et bagages du Nasdaq au NYSE. Enfin, un projet de nouveau système informatique, permettant de traiter les petits ordres, et qui risque de réduire l'influence des grands teneurs de marché, pourrait entraîner le retrait de certains d'entre eux, en l'absence de transactions profitables.

Les hommes de Wall Street restent cependant confiants. Les plus optimistes sont les étrangers, qui soulignent l'ouverture plus grande du Nasdaq sur l'international, comparé au NYSE. La présence de plus de trois cents sociétés étrangères, dont six françaises (VMH-Mot, Coflexip, Business Objects, Farasol-Formet, Genet, Dassault Systèmes) l'atteste. Le marché automatisé reste fondamentalement souple, ses coûts d'enregistrement et de droits de cotation modestes. Ne sert-il pas de modèle aux places européennes et asiatiques à la recherche d'un « nouveau marché » ?

Mais attention, les pionniers du high tech, qui modèlent le temps et l'espace et inventent sans cesse de nouvelles matières, ne se laissent pas facilement capturer. Symbole même de l'esprit d'entreprise américain, le Nasdaq demeure difficilement saisissable. Capable du meilleur comme du pire...

Marc Roche

Le contrôle des transactions va être renforcé

L'Association nationale des courtiers en titres (NASD) a conclu, jeudi 8 août, un accord à l'amiable avec la Securities and Exchange Commission (SEC), l'équivalent américain de la Commission des opérations de Bourse (COB), pour empêcher la répétition d'abus préjudiciables aux investisseurs sur le Nasdaq. Selon les termes de cet accord - intervenu à l'issue d'une enquête menée par la SEC -, la NASD investira 100 millions de dollars (500 millions de francs) dans les cinq prochaines années pour renforcer ses systèmes de contrôle. La SEC reprochait aux teneurs de marché d'avoir recouru à « diverses pratiques abusives » pour supprimer la concurrence et tromper leurs clients. Les grandes entreprises de Wall Street comme Merrill Lynch et Smith Barney ont jugé l'accord « positif » pour l'avenir du marché.

afin de maximiser leurs profits, a entraîné l'ouverture d'une double enquête, du ministère de la justice et de la Securities and Exchange Commission (SEC), le gendarme de la Bourse.

Le ministère a ainsi découvert l'existence d'un accord tacite entre une vingtaine de teneurs de marché et obligé les intermédiaires à en-

traînement de ses ordinateurs basés dans le Connecticut, qui s'élève pourtant à plus d'un milliard d'actions.

Aussi, inquiètes des variations sauvages du cours en Bourse, du préjudice causé aux actionnaires et de la contre-publicité provoquée par ces investigations en série, plusieurs firmes, et non des moindres,

Les « nouveaux enfants » de Wall Street

NEW YORK

de notre envoyé spécial
Son défi permanent ? Vendre, acheter, attaquer, se replier. Georges Lawlor, trader en chef de Merrill Lynch, l'un des cinq cents « teneurs de marché » (market makers), a choisi le Nasdaq, dès son arrivée en 1982, par intérêt - on gagne gros - mais aussi pour le jeu. « J'adore ce métier, chaque jour est différent : de nouvelles compagnies, de nouveaux produits, de nouveaux défis. On n'a pas le temps de s'ennuyer », confie cet ancien US Navy, formé dans une business school de la côte Est, responsable d'une équipe de huit personnes, sept brokers et un assistant. La journée de travail de ce New-Yorkais



Portrait

de souche, petit, rondouillard, intuitif et improvisateur, débute à 7 h 30 avec une courte réunion de service : l'économiste de l'entreprise explique les chiffres officiels et les résultats de sociétés qui seront rendus publics dans la matinée. Une autre rencontre de dix minutes, par le truchement de la vidéo, permet de prendre le pouls des bureaux régionaux et étrangers.

INSTINCT ET PRUDENCE

« Fais gaffe, Jimmy, vends tout de suite à 3/4. » 9 h 30 : une lumière verte clignotante sur l'écran Nasdaq annonce le début de la séance. Responsable de trente-cinq valeurs, le senior trader se précipite sur son clavier, afin de négocier les ordres de clients ou d'intervenir pour le compte propre de l'établissement. Le rythme de travail est infernal : « Parfois je n'ai pas le temps d'aller aux toilettes. Pour travailler sur le Nasdaq il faut

une vessie solide. J'avais mon déjeuner au bureau, toujours un sandwich. J'ai rencontré des clients au restaurant à quatre reprises en quatorze ans de maison. » Il faut posséder l'instinct Nasdaq, un mélange d'habileté, de nerfs solides et surtout de prudence.

Les teneurs de marché en chemise blanche et cravate aux couleurs criardes - c'est la mode - communiquent entre eux par gestes ou par phrases courtes. Fous de travail, ils baignent avec volonté dans ce marché compétitif, extrêmement volatil, foncièrement instable. Rien ne semble devoir arrêter ces hommes et une poignée de femmes, fondus dans le même moule agressif, emportés par leur élan : en fin de journée, Merrill Lynch a exécuté 20 000 transactions Nasdaq portant sur 40 millions de titres ! L'Amérique a baptisé ces professionnels les new kids on the block, évoquant les quatre petits diables du show

business américain, rois de la bubble gum, idoles des teenagers au début des années 90, gentils garçons, canailles mais pas trop...

16 heures : le Nasdaq ferme. George Lawlor « nettoie » ses positions, classe ses ordres, prépare le commerce du lendemain, s'informe des résultats de ses collaborateurs ou des agissements de la concurrence. A 17 heures, il rentre chez lui. « Une mauvaise affaire ou une décision que je n'ai pas prise ne me tracassent guère, même quand l'enjeu se chiffre à des millions de dollars. On ne peut plus rien faire. Je dois oublier ou décompresser en compagnie de ma famille. » Allez demander pourquoi l'opérateur ne change pas de métier et la réponse fuse : « Une fois qu'on a été sur le Nasdaq, on ne peut plus rien faire d'autre. »

M. R.

Camping-gaz, un Bleuét au parfum de flamme

A l'occasion des vacances, nous publions une série d'articles, illustrée par Jacques Volot, retraçant l'histoire de produits et de marques associés à la période estivale.

LE BLEUET est une délicate fleur des champs très prisée des jeunes filles romantiques et des peintres en herbe. Mais, depuis 1956, le Bleuét est aussi le fleuron de la marque Camping Gaz. Il s'agit d'un réchaud, le plus petit réchaud du monde, rechargeable comme un briquet avec une cartouche de butane.

Lors de son lancement à grand renfort de réclame dans le Chasseur français (« N'attendez pas la tulle de dernière minute... Achetez du butane en conserve ! »), la minuscule bouteille bleue n'est encore qu'un appoint à la « fête du logis » trop souvent incertaine. Nous sommes sous la IV^e République, celle des panes de courant, des baisses de pression et des courts-circuits. Les fusibles sautent à qui mieux mieux, les ministères aussi. On parle même, à propos de la présidence Bourges-Maunoury, d'un gouvernement « de bain de mer » (il

n'aura duré que de juin à septembre). Cette instabilité chronique a son pendant au cœur de chaque foyer : on ne compte plus les cuisinières et les lampes soudain privées de « jus ». Sauf à sortir les bougies des tiroirs ou à cuire les plats au feu de bois, il existe désormais une solution qui fera fureur, le Bleuét.

« Transformable en lampe d'éclairage, il apportera une lumière douce et puissante dans votre salle de séjour », dit la réclame d'époque. Une illustration représente un couple bien tranquille dans le halo chaleureux de son Bleuét. L'homme, coiffé d'un béret, lit son journal. La femme, assise près de lui, coud allégrement. Dehors il fait nuit noire. Par la fenêtre, on aperçoit de froides montagnes. Vive la vie en Bleuét !

Sur l'image en dessous, la même femme, en tablier cette fois, a posé une poêle sur le réchaud. Elle sourit. L'homme n'est pas là (sans doute est-il resté au salon à feuilleter le journal). Par la fenêtre, la nuit toujours noire, des chalets aux toits recouverts de neige. Le Camping Gaz est avant tout la garantie d'un confort d'intérieur. Chaque

cartouche assure une heure de cuisson ou trois heures d'éclairage.

Le bienheureux couple est « réemployé », avec des gestes identiques, pour une réclame destinée aux gens de la campagne. « Mais non ! La vie rurale n'est pas facile... dit ce placard publié dans La France agricole. Pour cuire un repas, même léger, il faut souvent allumer des foyers peu pratiques ; l'éclairage est parfois défaillant... et l'hiver, le froid plus vif qu'à la ville vous fait envier le confort des citadins. » Une fois encore, le Bleuét - ici baptisé Bidon bleu - est la panacée : la petite bouteille de butane est tout à la fois un réchaud de cuisine à deux feux, une lampe de table pour la salle à manger, une lampe tempête pour l'étable et la cour, un radiateur d'appoint. « Bidon bleu vous apporte à peu de frais le confort auquel vous avez droit », conclut l'argumentaire. Il est de taille, sinon de poids : le Bleuét n'est pas réservé aux privilégiés des villes, il éclaire et réchauffe aussi le rat des champs.

LA PANACÉE

Deux autres réclames parues au cours de l'hiver 57 annoncent un changement de décor. La première présente un élégant alpiniste - lunettes de soleil, pull-over ample et fuséau - se préparant un café brûlant au beau milieu d'une vallée enneigée. Le texte publié dans Elle et dans la revue du Touring-Club nous apprend que Bleuét, « spécialement créé pour les amateurs de sports d'hiver et d'alpinisme, a reçu l'Oscar 1956 ». On imagine que dans sa paisible chaumière, l'homme au béret en a tiré quelque fierté. Sans bouger de son fauteuil, il peut s'identifier au héros des cimes, par petite bouteille de gaz interposée. Le succès populaire du Bleuét ne sera jamais démenti. En quarante

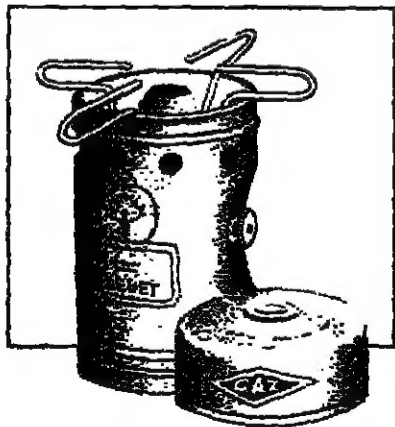
ans, plus de 30 millions d'exemplaires ont ainsi rejoint les foyers, équipant un ménage sur dix, pantoufliers et aventuriers du bivouac dans l'Everest...

Tirée de la Revue alpine, une seconde publicité a donné au « butane de poche » ses horizons définitifs : « Sur la route, par tous les temps, Bidon bleu, la vie en rose. » Camping, loisirs, plein air, randonnées, la bouteille de gaz ultralégère accompagne le nomadisme ambiant, les sorties du week-end, les vacances au bord de l'eau, les moments de détente et de rêve sous les étoiles à la nuit tombée, une fois la tente plantée. « Où que vous alliez, annonce la réclame, un dépositaire à moins de 5 kilomètres. » Butagaz a tissé sa toile d'araignée sur l'ensemble du territoire français. « Un produit vu est un produit à moitié vendu. » Le vieux adage du commerce est ainsi respecté, tout feu, tout flamme.

En juin 1995, pour fêter les quarante ans de son best-seller, la firme ADG (Application des gaz) a cependant lancé le Trek 270, un réchaud à catalyse... sans feu ni flamme. Cette combustion catalytique soustrait l'appareil à l'action du vent. Il ne peut s'éteindre ni propager d'incendie. Il s'allume sans briquet ni allumette. Une plaque de cuisson vitrocéramique diffuse la chaleur sur toute la surface de cuisson. La cartouche à valve de butane peut être connectée et déconnectée (même entamée) sans risque de fuite. L'homme au béret ne doit pas en croire son journal...

Eric Fottorino

PROCHAIN ARTICLE
Pernod



★ Fondée en 1949, la société Application des gaz commercialise la marque Camping Gaz dans cent vingt pays. Elle a réalisé en 1995 un chiffre d'affaires de 1 milliard de francs (dont les deux tiers à l'exportation).

هكذا من الأصل

مركزنا من الأصل

FINANCES ET MARCHÉS

LE MONDE / SAMEDI 10 AOÛT 1996 / 11

LA BOURSE de Tokyo a terminé la séance du vendredi 9 août en baisse. L'indice Nikkei s'est inscrit en clôture, en repli de 0,87 %, malgré une progression du dollar face au yen.

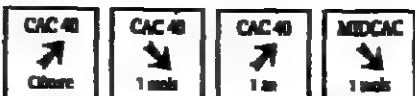
L'OR a ouvert en hausse, vendredi, sur le marché international de Hongkong. L'once s'échangeait à 388,30-388,60 dollars, contre 387,85-388,15 dollars la veille en clôture.

WALL STREET a cédé un peu de terrain, jeudi 8 août. L'indice Dow Jones a perdu 5,18 points (0,09 %), affecté par une remontée des taux d'intérêt à long terme.

LES COURS DU PÉTROLE brut ont progressé, jeudi, sur le marché à terme de New York. Le prix du baril de référence échéance septembre a gagné 13 cents, à 21,55 dollars.

LA SOCIÉTÉ 20th Century Fox a lancé, jeudi, sur les marchés de capitaux un emprunt de 1 milliard de dollars (5 milliards de francs) destiné à la production de films futurs.

LES PLACES BOURSILIÈRES



Nouvelle dégradation à Paris

LA TENDANCE se dégradait une nouvelle fois, vendredi 9 août, à la Bourse de Paris dans le sillage du franc français, en position difficile notamment face au deutschemark. En recul de 0,40 % des ouvertures, l'indice CAC 40 affichait une baisse plus tardive de 0,55 %. Aux alentours de 12 h 15, les valeurs françaises étaient en repli moyen de 0,81 % à 1 981,31 points.

Le marché était très calme, la plupart des opérateurs étant en vacances avant le week-end prolongé du 15 août. Les marchés financiers français et les banques se sont en effet clos du mercredi 14 août au 19 août au matin. Sur le compartiment à règlement mensuel, le volume des échanges était inférieur à 800 millions de francs.

En attendant de connaître les détails du projet de budget 1997, les milieux financiers ne cachent pas leur scepticisme sur l'évolution économique au cours des prochains mois. Nombreux sont ceux qui estiment trop optimistes les



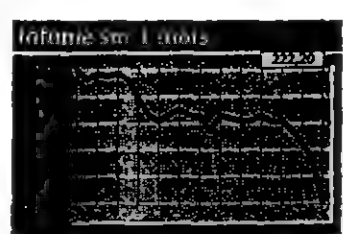
prévisions de croissance de l'ordre de 2,8 % à 3 % de l'économie en 1997. Pour l'instant, la plupart des conjoncturistes misent sur une croissance légèrement supérieure

à 2 %. Parmi les titres en hausse, on relevait Cegid (+5 %), Inter-technique (+4,5 %) et Sommer Alibert (+3,6 %). Eramet gagnait 2,8 % et Degremont 1,6 %.

Infonie, valeur du jour

L'ACTION du premier service multimédia en ligne français a vivement chuté, jeudi 8 août, sur le Nouveau marché de la Bourse de Paris, en recul de 25,4 % à 222,20 francs pour 2 948 titres échangés. Déjà, mercredi, Infonie avait perdu 8,02 %. Infonie avait été la première valeur inscrite au Nouveau marché, le 21 mars. Selon les opérateurs, le marché réagit avec retard à une information parue en début de semaine dans La Tribune Desfrances, selon

laquelle Infonie qui visait 65 000 abonnés à la fin de l'année, n'en compterait aujourd'hui que 4 000.



Rechute à la Bourse de Tokyo

LE MOUVEMENT de reprise qu'a connu la Bourse de Tokyo, jeudi, aura été de courte durée. Vendredi 9 août, en clôture, les valeurs nippones ont reperdu pied, l'indice Nikkei abandonnant 180,26 points à 20 551,05 points, soit un recul de 0,87 %.

La veille, sous l'effet d'une légère tension sur le marché obligataire, ainsi que des prises de bénéfice, Wall Street a légèrement reculé. L'indice Dow Jones a perdu 5,18 points, soit 0,09 %, à 5 713,49 points. Les prises de bénéfice ont en effet fait perdre jusqu'à 30 points au principal indicateur de Wall Street, qui a pu toutefois réduire ses pertes grâce à une reprise des achats dans l'après-midi, ont noté des analystes. Ces derniers ont par ailleurs souligné que l'indice Dow Jones

avait repris plus de 10 % depuis ses niveaux-planchers atteints à la mi-juillet. En Europe, la Bourse de Londres a fait preuve d'une remarquable stabilité, l'indice Footsie des cent principales valeurs terminant en hausse de 0,3 point, à 3 811,4 points. Outre-Rhin, la Bourse de Francfort a progressé, l'indice DAX 30 gagnant en clôture 0,25 % à 2 538,15 points.

INDICES MONDIAUX

Indice	Cours au 08/08	Var. %
Paris CAC 40	1981,31	-0,55
New-York NYSE	5713,49	-0,09
London FTSE	3811,4	+0,3
Frankfurt DAX 30	2538,15	+0,25
Bourse de Tokyo	20551,05	-0,87
Hong Kong Hang Seng	11164,40	+0,38
Singapore Straits	2129,04	-0,25

NEW YORK Les valeurs du Dow-Jones

Alcoa	60	60,50
American Express	44,87	45,12
AT & T	54,87	55,25
Bell	10,61	10,75
Boeing	91,78	92,12
Citigroup Inc.	69,75	69,82
Chrysler Corp.	37,75	38,37
Coca-Cola Co.	49,12	49,37
Disney Corp.	57,80	58,25
Eastman Kodak Co.	82,67	82,62
Exxon Corp.	62,50	63
General Electric	85	85,75
Goodyear Tire & Rubber	45	46
IBM	112,12	112,87
Ind. Paper	39,25	39,50
J.P. Morgan Co.	84,87	85,12
McDon Douglas	48	48,12
Merck & Co Inc.	66,60	66,87
Minnesota Mining & Mfg.	66	66,87
Philip Morris	108	108,87
Procter & Gamble Co.	88,25	90,75
Sears Roebuck & Co.	44,80	45,37
Tesla	85,12	85,62
Union Carbide	42,25	42,87
United Tech.	116,50	116,25
Westinghouse Electric	16,25	16,50
Woolworth	20	19,75

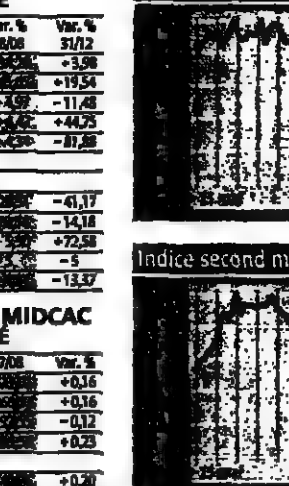
PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

HAUSSES	12h30	08h00	Var. %
Société Générale	125,20	125,20	+0,08
Crédit Lyonnais	48	48	+0,08
UFA Local	46	46	+0,08
Geopost	330	330	+0,08
Intercontinental	320	320	+0,08
Suez	124,10	124,10	+0,08
Financ	440	440	+0,08
Maroc (NY)	350	350	+0,08
Bourse Techn.	350	350	+0,08

PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

HAUSSES	12h30	08h00	Var. %
International CPU	120	120	+0,08
Cal 200	100	100	+0,08
CFP	200	200	+0,08
Jeux Mahomed Nom	200	200	+0,08
Carrefour Dorand	2,40	2,40	+0,08

INDICES SBF 250 sur 3 mois



INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

Indice	Cours au 08/08	Var. %
Ind. SBF 120	1413,25	+0,16
Ind. SBF 250	1370,25	+0,16
Ind. Second Marché	2015	+0,17
Ind. MIDCAC	1252,07	+0,25

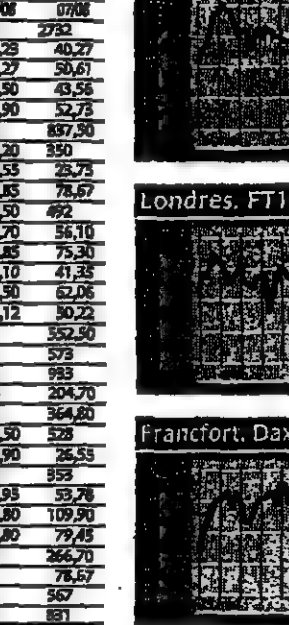
VALEURS LES PLUS ACTIVES

SEANCE	12h30	08h00	Var. %
Total	12525	12525	+0,08
Saint-Gobain	3609	3609	+0,08
Dods France	2287	2287	+0,08
Accor	3117	3117	+0,08
Philips	2222	2222	+0,08
L'Oréal	1654	1654	+0,08
Carrefour	902	902	+0,08
Suez	12999	12999	+0,08
SBF Aquitaine	6290	6290	+0,08
Rea	8019	8019	+0,08

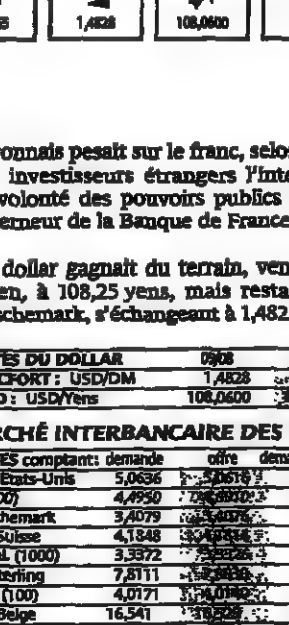
FRANCFORT Les valeurs du Dax 30

Allianz Holding N	2757	2757
Bayer AG	41,28	40,27
Bayer AG	51,27	50,61
Bay Hypothekbank	45,50	45,58
Boehringer Mannheim	51,50	52,75
BWV	840	857,50
Commerzbank	348,20	350
Continental AG	24,55	25,75
Daimler-Benz AG	78,85	78,67
Deutsche Bank AG	74,85	75,30
Deutsche Telekom AG	41,10	41,35
Henkel AG	61,50	62,06
Hoechst AG	51,12	50,22
Karstadt AG	549	552,50
Kaufland Holding	873	873
Leibniz AG	206	204,70
Man AG	367	364,80
Mannesmann AG	526,50	528
Metallgesellschaft AG	26,90	26,53
Preussag AG	53,93	53,93
Rhein AG	53,93	53,93
Schering AG	110,80	109,90
Siemens AG	79,80	79,45
Thyssen	268	266,70
Veba AG	77	76,67
Viel AG	361	367
Witten AG	354	351

New York, Dow Jones sur 3 mois



Londres, FT100 sur 3 mois



Francfort, Dax 30 sur 3 mois



LES TAUX

Baisse du Matif

LE CONTRAT NOTIONNEL du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat français, a ouvert en baisse, vendredi 9 août. Après une demi-heure de transactions, l'échéance septembre cédait 18 centimes pour s'établir à 123,44 points. Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrivait à 6,40 %, soit 12 points de base (0,12 %) au-dessus de l'emprunt d'Etat allemand de même échéance.

La veille, le marché obligataire américain avait terminé la séance en légère baisse, le rendement du titre à trente ans remontant à 6,75 %. Le repli du franc, vendredi matin, provoquait des tensions sur les taux d'intérêt à court terme. Le contrat Pibor 3 mois du Matif cédait 8 centimes, à 95,85 points. La Banque de France a laissé inchangé, à 3,56 %, le taux de l'argent au jour le jour.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,75 %)

Actuel	08/08	Actuel	08/08	Actuel	08/08
Jour le jour	3,56	3,56	3,56	3,56	3,56
1 mois	3,56	3,56	3,56	3,56	3,56
3 mois	3,56	3,56	3,56	3,56	3,56
6 mois	3,56	3,56	3,56	3,56	3,56
1 an	3,56	3,56	3,56	3,56	3,56

PIBOR FRANCS

Pibor France 1 mois	95,85	95,85
Pibor France 3 mois	95,85	95,85
Pibor France 6 mois	95,85	95,85
Pibor France 9 mois	95,85	95,85
Pibor France 12 mois	95,85	95,85

PIBOR EURO

Pibor Euro 3 mois	95,85	95,85
Pibor Euro 6 mois	95,85	95,85
Pibor Euro 9 mois	95,85	95,85
Pibor Euro 12 mois	95,85	95,85

LES TAUX DE RÉFÉRENCE

Taux	Taux	Taux	Indice
Taux 08/08	Jour le jour	10 ans	30 ans
France	3,56	6,40	7,12
Allemagne	3,56	6,40	7,12
Grande-Bretagne	3,56	6,40	7,12
Italie	3,56	6,40	7,12
Japon	3,56	6,40	7,12
Etats-Unis	3,56	6,40	7,12

MATIF

Échéance	08/08	08/08	08/08	08/08
NOTIONNEL 10 %	123,44	123,44	123,44	123,44
Sept. 96	123,44	123,44	123,44	123,44
Déc. 96	123,44	123,44	123,44	123,44
Mars 97	123,44	123,44	123,44	123,44
Sept. 97	123,44	123,44	123,44	123,44

PIBOR 3 MOIS

Pibor 3 mois	95,85	95,85
Pibor 3 mois	95,85	95,85
Pibor 3 mois	95,85	95,85
Pibor 3 mois	95,85	95,85
Pibor 3 mois	95,85	95,85

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

Taux	Taux	Taux	Indice
Taux 08/08	Jour le jour	10 ans	30 ans
Fonds d'Etat 3 à 5 ans	5,26	5,26	100,62
Fonds d'Etat 5 à 7 ans	5,84	5,84	101,68
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	6,18	6,18	102,43
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	6,41	6,41	103,68
Fonds d'Etat 15 à 20 ans	6,59	6,59	104,54
Obligations françaises	1,46	1,46	100,72
Fonds d'Etat à TME	1,43	1,43	100,90
Fonds d'Etat à TME	1,49	1,49	101,37
Obligat. franç. à TME	+0,12	+0,12	100,32

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

Échéance	08/08	08/08	08/08	08/08
AOÛT 96	99,94	99,94	99,94	99,94
SEPT. 96	99,94	99,94	99,94	99,94
OCT. 96	99,94	99,94	99,94	99,94
NOV. 96	99,94	99,94	99,94	99,94
DÉC. 96	99,94	99,94	99,94	99,94

LES MONNAIES

Repli du franc

LA DEVISE française subissait de nouvelles attaques, vendredi matin 9 août, lors des premières transactions entre banques sur les places financières européennes. Il s'inscrivait à 3,4160 francs pour 1 deutschemark, en recul de 1 centime par rapport à son cours de clôture de la veille sur les marchés européens. La décision du gouvernement d'engager une action judiciaire contre les anciens dirigeants du Crédit lyonnais pesait sur le franc, selon les experts. Certains investisseurs étrangers l'interprètent comme une volonté des pouvoirs publics de déstabiliser le gouvernement de la Banque de France, Jean-Claude Trichet.

Le dollar gagnait du terrain, vendredi matin, face au yen, à 108,25 yens, mais restait stable face au deutschemark, s'échangeant à 1,4825 deutschemark.

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

Devises	Cours 08/08	08/08	Actuel	08/08
Allemagne (100 dm)	340,9500	340,9500	328	328,212
Belgique (100 F)	16,5425	16,5425	15,9000	15,9000
Canada (100 C)	309,8000	309,8000	309,8000	309,8000
Corée (1000 W)	3,3350	3,3350	3,1000	3,1000
Danemark (100 kr)	81,5000	81,5000	77,1000	77,1000
Grèce (1000 dr)	7,2210	7,2210	7,3500	7,3500
Irlande (100 Ir)	2,1390	2,1390	1,9000	1,9000
Israël (100 NIS)	75,2500	75,2500	71	71
Italie (100 L)	418,0000	418,0000	404	404
Jaune (100 ¥)	78,5400	78,5400	74	74
Norvège (100 kr)	48,4510	48,4510	46,7000	46,7000
Portugal (100 esc)	4,0165	4,0165	3,7100	3,7100
Espagne (100 pes)	3,3150	3,3150	2,9500	2,9500
Canada 1 dollar ca	3,6970	3,6970	3,5000	3,5000
Canada 100 yen	4,6912	4,6912	4,5000	4,5000
Finlande (100 Fm)	113,5000	113,5000	106,5000	106,5000

PARITÉS DU DOLLAR

FRANCORT : USD/DM	1,4825	1,4825	Var. %
FRANCORT : USD/DM	1,4825	1,4825	Var. %
FRANCORT : USD/DM	1,4825	1,4825	Var. %
FRANCORT : USD/DM	1,4825	1,4825	Var. %
FRANCORT : USD/DM	1,4825	1,4825	Var. %

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVIS

Devises	comptant	demande	offre	demande	offre	1 mois	3 mois	6 mois
Dollar États-Unis	5,0436	5,0436	5,0436	5,0436	5,0436	5,0436	5,0436	5,0436
Yen (100)	4,9950	4,9950	4,9950	4,9950	4,9950	4,9950	4,9950	4,9950
Deutschemark	3,4070	3,4070	3,4070	3,4070	3,4070	3,4070	3,4070	3,4070
Franc Suisse	4,1548	4,1548	4,1548	4,1548	4,1548	4,1548	4,1548	4,1548
Lire ital. (1000)	3,3972	3,3972	3,3972	3,3972	3,3972	3,3972	3,3972	3,3972
Libre sterling	7,8111	7,8111	7,8111	7,8111	7,8111	7,8111	7,8111	7,8111
Peseta (100)	4,0171	4,0171	4,0171	4,0171	4,0171	4,0171	4,0171	4,0171
Franc Belge	16,541	16,541	16,541	16,541	16,541	16,541	16,541	16,541

TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVIS

METALUX (New-York)		\$/once
Argent à terme	5,13	15,09
Platine à terme	406,50	
Palladium	131,75	
GRAINES DENREES (Chicago)		\$/bush
Maïs (Chicago)	4,62	
Mil (Chicago)	3,25	
Grain. soja (Chicago)	7,83	
Tourn. soja (Chicago)	234,50	
GRAINES DENREES (Londres)		£/tonne
Orge de terre (Londres)		1,00
Orge (Londres)		1,00
SOFTS		\$/bush
Cacao (New-York)	1397	
Café (Londres)	1586	1,00
Sucre blanc (Paris)	1422,64	
DOLLEAGINE, ALGUES		cents/tonne
Coton (New-York)		1,00
us d'orange (New-York)	1,10	

RÈGLEMENT
MENSUELLiquidation : 23 août
Taux de report : 3,88
Cours relevés à 12h30CAC 40
PARIS
-0,75 %
CAC 40 : 3152,45
1982,45VALEURS
FRANÇAISES

	Cours précéd.	Derniers cours	%	Nominal (1)
ALP (L.P.)	870	870	-0,12	100
ALP (L.P.)	802	802	+0,03	100
ALP (L.P.)	1620	1620	+0,06	100
ALP (L.P.)	1941	1941	+0,01	100
ALP (L.P.)	1170	1170	+0,01	100
ALP (L.P.)	800	800	+0,01	100
ALP (L.P.)	624	624	+0,01	100
ALP (L.P.)	136,40	136,40	+0,01	100
ALP (L.P.)	873	873	+0,01	100
ALP (L.P.)	406,90	406,90	+0,01	100
ALP (L.P.)	281,10	281,10	+0,01	100
ALP (L.P.)	1716	1716	+0,01	100
ALP (L.P.)	734	734	+0,01	100
ALP (L.P.)	328	328	+0,01	100
ALP (L.P.)	479	479	+0,01	100
ALP (L.P.)	167,50	167,50	+0,01	100
ALP (L.P.)	331	331	+0,01	100
ALP (L.P.)	177,50	177,50	+0,01	100
ALP (L.P.)	341	341	+0,01	100
ALP (L.P.)	2411	2411	+0,01	100
ALP (L.P.)	334	334	+0,01	100
ALP (L.P.)	1175	1175	+0,01	100
ALP (L.P.)	266,50	266,50	+0,01	100
ALP (L.P.)	696	696	+0,01	100
ALP (L.P.)	2678	2678	+0,01	100
ALP (L.P.)	212,50	212,50	+0,01	100
ALP (L.P.)	140,70	140,70	+0,01	100
ALP (L.P.)	1010	1010	+0,01	100
ALP (L.P.)	238,30	238,30	+0,01	100
ALP (L.P.)	46,50	46,50	+0,01	100
ALP (L.P.)	419	419	+0,01	100
ALP (L.P.)	376,50	376,50	+0,01	100
ALP (L.P.)	95,30	95,30	+0,01	100
ALP (L.P.)	1100	1100	+0,01	100
ALP (L.P.)	1210	1210	+0,01	100
ALP (L.P.)	196,40	196,40	+0,01	100
ALP (L.P.)	691	691	+0,01	100
ALP (L.P.)	173	173	+0,01	100
ALP (L.P.)	479	479	+0,01	100
ALP (L.P.)	286	286	+0,01	100
ALP (L.P.)	186,40	186,40	+0,01	100
ALP (L.P.)	772	772	+0,01	100
ALP (L.P.)	10,25	10,25	+0,01	100
ALP (L.P.)	379,50	379,50	+0,01	100
ALP (L.P.)	99,85	99,85	+0,01	100

Credit Local For.	412,20	-0,22	100
Credit Lyonnais	122	-0,81	100
Credit National	353,30	-0,44	100
CS Signaux (CSE)	220	+0,45	100
Danone	3580	+0,06	100
Dassault Aviation	753	+0,06	100
Dassault Electron	310,10	+0,03	100
Dassault Systemes	198,20	+0,03	100
De Dietrich	229	+0,03	100
Degussa	490	+0,03	100
Develo-PA-Cal (L.P.)	40,30	+0,03	100
DMC (Dorville M)	208,50	+0,03	100
Dynastie	121	+0,03	100
Eaux (Gle des)	834	+0,03	100
Econ	1221	+0,03	100
Edifige	452,60	+0,03	100
ES Aquitaine	463,40	+0,03	100
Ermenegildo Zegna	316	+0,03	100
Eridania Beghin	722	+0,03	100
Eschallier Ind ADP	129	+0,03	100
Eso	590	+0,03	100
Eurodif	2040	+0,03	100
Eurodif	10	+0,03	100
Eurodif	8,15	+0,03	100
Eurodif	980	+0,03	100
Eurodif	432,50	+0,03	100
Eurodif	16,50	+0,03	100
Eurodif	106,10	+0,03	100
Eurodif	4650	+0,03	100
Eurodif	1536	+0,03	100
Eurodif	178	+0,03	100
Eurodif	441,20	+0,03	100
Eurodif	365	+0,03	100
Eurodif	2305	+0,03	100
Eurodif	320	+0,03	100
Eurodif	396	+0,03	100
Eurodif	404	+0,03	100
Eurodif	89	+0,03	100
Eurodif	271,60	+0,03	100
Eurodif	108,70	+0,03	100
Eurodif	330	+0,03	100
Eurodif	1858	+0,03	100
Eurodif	330	+0,03	100
Eurodif	108,70	+0,03	100
Eurodif	238	+0,03	100
Eurodif	83	+0,03	100
Eurodif	230	+0,03	100
Eurodif	234	+0,03	100
Eurodif	307	+0,03	100
Eurodif	615	+0,03	100
Eurodif	695	+0,03	100
Eurodif	299	+0,03	100
Eurodif	125	+0,03	100
Eurodif	282	+0,03	100
Eurodif	190	+0,03	100
Eurodif	323	+0,03	100
Eurodif	195	+0,03	100
Eurodif	720	+0,03	100
Eurodif	1570	+0,03	100

UCC DA (M)	280	-0,79	100
UCC	68	-0,81	100
UCC	132,10	+0,26	100
UCC	512	+0,26	100
UCC	597	+0,16	100
UCC	268	+0,16	100
UCC	200	+0,16	100
UCC	141	+0,16	100
UCC	255	+0,16	100
UCC	1190	+0,16	100
UCC	990	+0,16	100

VALEURS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours	%	Nominal (1)
ABN AMRO	282	282	+0,67	100
ABN AMRO	435,40	435,40	+0,48	100
ABN AMRO	225,60	225,60	+0,04	100
ABN AMRO	465	465	+0,04	100
ABN AMRO	13,80	13,80	+0,04	100
ABN AMRO	274,20	274,20	+0,04	100
ABN AMRO	251,10	251,10	+0,04	100
ABN AMRO	143	143	+0,04	100
ABN AMRO	140,20	140,20	+0,04	100
ABN AMRO	175,80	175,80	+0,04	100
ABN AMRO	32	32	+0,04	100
ABN AMRO	8,55	8,55	+0,04	100
ABN AMRO	283	283	+0,04	100
ABN AMRO	290	290	+0,04	100
ABN AMRO	268	268	+0,04	100
ABN AMRO	145,40	145,40	+0,04	100
ABN AMRO	140	140	+0,04	100
ABN AMRO	141,20	141,20	+0,04	100
ABN AMRO	67,20	67,20	+0,04	100
ABN AMRO	419,80	419,80	+0,04	100
ABN AMRO	308,60	308,60	+0,04	100
ABN AMRO	3,08	3,08	+0,04	100
ABN AMRO	52,90	52,90	+0,04	100
ABN AMRO	276	276	+0,04	100
ABN AMRO	109	109	+0,04	100
ABN AMRO	422,80	422,80	+0,04	100
ABN AMRO	170,10	170,10	+0,04	100
ABN AMRO	54,50	54,50	+0,04	100
ABN AMRO	17,60	17,60	+0,04	100
ABN AMRO	280,50	280,50	+0,04	100
ABN AMRO	254,50	254,50	+0,04	100
ABN AMRO	382,20	382,20	+0,04	100
ABN AMRO	38	38	+0,04	100
ABN AMRO	12,70	12,70	+0,04	100
ABN AMRO	50,90	50,90	+0,04	100
ABN AMRO	47	47	+0,04	100

COMPTANT

Une sélection. Cours relevés à 12h30
VENDREDI 9 AOUT

OBLIGATIONS	% du nom.	% du coupon
BFCF 9% 91-02	115,99	115,99
CEPMF 6,5% 89-97CA	108,90	108,90
CEPMF 9% 89-97CA	110,71	110,71
CEPMF 9% 92-06 TSN	114,90	114,90
CD 5,75% 90-08 CB	119,35	119,35
CD 6,5% 92-05 CB	114,05	114,05
CD 10% 88-98 CB	109,90	109,90
CD 9% 88-97 CB	104,66	104,66
CD 10,25% 88-01 CB	115,90	115,90
CD 6,5% 88-04 CB	111,59	111,59
CD 9,85% 93-98 CB	106,17	106,17
CNA 9% 49-07	128,16	128,16
CRH 6,5% 92-04-05	115,20	115,20
CRH 6,5% 1087-88	108,45	108,45
EDF 6,5% 88-89 CB	110,55	110,55
EDF 6,5% 92-04	101,59	101,59
Emp. 88-92-97	101,59	101,59
Fininvest 1981-00	117,90	117,90

ACTIONS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours
Adel	182,10	182,10
Batex C.Morano	308	308
B.N.P. Intercom	440	440
Bidartier Ind	710	710
B.T.P. (Gle des)	7,60	7,60
Canterville Biens	238,50	238,50
Carageon Holding	45	45
Champer (N)	15,70	15,70
CIC Indus. C.P.	347,90	347,90
C.I.T.A.L.M. (G)	2480	2480
Cat Lyon Alim	357,50	357,50
Concorde Air Rén	780	780
Darby	460,20	460,20
Dixie Indus	770	770
Eurodif Indus	659	659
Eurodif Indus	704	704
Eurodif Indus	1052	1052
Eurodif Indus	715	715
Eurodif Indus	30,80	30,80
Eurodif Indus	352	352
Eurodif Indus	125	125
Eurodif Indus	499	499
Eurodif Indus	202,40	202,40
Eurodif Indus	69	69
Eurodif Indus	1006	1006

ACTIONS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours
Bayern-Werke Bank	140,20	140,20
Commerzbank AG	1181	1181
Flar Orl	18	18
Gesert	302	302
Gold Fields South	135	135
Kubota Corp	39,30	39,30
Monnet-Dupont	10,05	10,05
Olympus Optical	47,90	47,90
Oxycarbide (P.L.)	240	240
Robeco	272,20	272,20
Rochem NV	139,10	139,10
Sabry SA	404,60	404,60

SECOND
MARCHÉUne sélection. Cours relevés à 12h30
VENDREDI 9 AOUT

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Adel (N)	54,05	54,05
AFE	467,30	467,30
Alge	184	184
Alger S.A. (N)	133,30	133,30
Alger Techno	167	167
Montpellier P. C.	700	700
Asystem	522	522
Bois Picardie (L)	542	542
Bois Tarnand (B)	238,50	238,50
Bois Verme	825	825
Bretel	598	598
B.T.M.P.	69	69
Bolton (L)	608	608
Bolton (L)	264,90	264,90
Bolton (L)	399	399
Canal SA	660	660
C.E.E.	228	228

(Ly.)	335	335	CLM S.A.	294	294	Rayed/Cabimilloy
Algeria	1900	1900	Grandoptic Photo	130	130	Rayed/Indust.L.L.
Bourbon (M)	256	256	Cine Guillen B. Ly.	150	150	Rubens A.
180	180	180	Opus	146,10	146,10	Roux/Le-Guidard
180	180	180	Opus	297,50	297,50	Scandevy
180	180	180	Opus	1275	1275	Smooty (Ly)
180	180	180	Opus	428,90	428,90	Sofia (Ly)
180	180	180	Opus	146	146	Sofus
180	180	180	Opus	75,90	75,90	Sopraget (Pir)
180	180	180	Opus	117,10	117,10	Sopraget (Pir)
180	180	180	Opus	94,90	94,90	Sopraget (Pir)
180	180	180	Opus	359	359	Sopraget (Pir)
180	180	180	Opus	420	420	Sopraget (Pir)
180	180	180	Opus	219	219	Sopraget (Pir)
180	180	180	Opus	72,30	72,30	Sopraget (Pir)
180	180	180	Opus	226,10	226,10	Sopraget (Pir)
180	180	180	Opus	75,30	75,30	Sopraget (Pir)
180	180	180	Opus	666	666	Sopraget (Pir)
180	180	180	Opus	880	880	Sopraget (Pir)
180	180	180	Opus	169,50	169,50	Sopraget (Pir)
180	180	180	Opus	19	19	Sopraget (Pir)
180	180	180	Opus	98	98	Sopraget (Pir)
180	180	180	Opus	923	923	Sopraget (Pir)
180	180	180	Opus	238	238	Sopraget (Pir)

هكذا من الأصل

AUJOURD'HUI

COMMUNICATION

PRESSE Yves de Chaisemartin, PDG de la Socpresse, principale branche du groupe Hersant, depuis la mort de son fondateur poursuit son plan de restructuration. Appuyé

par son banquier-conseil, Bernard Esambert, il cherche les solutions pour sauver l'empire du « papier ». ● **DES CAPITAUX** nouveaux devraient entrer dans la Socpresse.

Les capitaux financiers sont privilégiés par rapport à des investisseurs industriels. Des contacts ont été pris avec des fonds de pension anglosaxons. Les dirigeants veulent mon-

trer que le problème de la Socpresse est essentiellement une question d'endettement, et non d'exploitation. ● **DES CÉSSIONS** sont inévitables pour réduire l'endettement

(entre 3 et 3,5 milliards de francs sur 6 milliards de chiffres d'affaires). Ouest-France a manifesté son intérêt pour trois journaux que le groupe possède dans l'Ouest.

La Socpresse doit trouver 1,5 à 2 milliards de francs

Pour sauver le groupe Hersant, Yves de Chaisemartin et son banquier-conseil, Bernard Esambert cherchent des capitaux, ils envisagent une réduction des coûts des journaux et quelques cessions de titres

LA BRANCHE principale du groupe Hersant croule sous le poids de l'endettement et des tantissements (Le Monde du 4 juillet). Pour les pessimistes, la cause est entendue et inéluctable. Le nouveau PDG, Yves de Chaisemartin, essaie pourtant de sauvegarder le groupe autour de ses deux parties principales, et les plus rentables : Le Figaro et le pôle Rhône-Alpes. Lorsqu'il a été nommé par Yves de Chaisemartin, comme banquier-conseil, Bernard Esambert - qui revendique d'agir à titre personnel, et non en tant que président du conseil de surveillance de la banque Arji, filiale du groupe Lagardère - précisait que sa mission était de « restructurer la situation financière du groupe pour en assurer la pérennité et l'indépendance ».

Les deux hommes ont fait le tour des banques pour expliquer leur stratégie et obtenir, sinon leur soutien, en tout cas leur patience. Avantage pour le groupe Hersant : les banques ne présentent pas un front uni face à la Socpresse, qui peut jouer sur leurs divisions. Elles ne devraient en tout cas pas couvrir leurs créances en capital, comme l'hypothèse en avait été émise. L'Etat ne semble pas favorable à cette idée, les principaux établissements - Crédit lyonnais, UIC-CIC, Paribas - ayant suffisamment de soucis financiers pour

pouvoir s'occuper de ceux du groupe. Elles veillent scrupuleusement à ce que le groupe honore ses échéances, ce qu'il a toujours fait, même avec retard, comme fin juillet, grâce notamment aux 240 millions de francs de la cession de son dernier quotidien régional et de la vente de Centre-Press pour 50 millions.

Mais cela ne permet pas d'assurer le court terme et ne suffit pas à réduire l'endettement, estimé - au minimum - entre 3 et 3,5 milliards de francs. Yves de Chaisemartin et Bernard Esambert ont donc mis au point un plan de sauvetage qui devrait permettre, en cas de réussite, à la Socpresse de dégager entre 1,5 et 2 milliards de francs, sous forme d'actifs de capitaux, d'économies de gestion et de cessions de titres.

CAPITAUX EXTÉRIEURS

Il s'agit d'abord de montrer que l'entreprise est plus saine que l'opacité qui a toujours régné sur ses chiffres ne l'a laissé présager. En faisant valoir que son problème est l'endettement. Selon les chiffres connus, la Socpresse a 2,4 milliards d'endettement à court et moyen terme et un peu moins de 1 milliard de crédit-bail. Cet endettement entraîne des frais financiers qui représentent 7 % du chiffre d'affaires, ce qui est énorme et conduit le groupe -

dont les capitaux propres sont négatifs de 1,5 milliard de francs - à une recherche permanente d'argent frais pour pouvoir assurer les échéances, quitte à négocier un peu partout - banques, organismes sociaux, fournisseurs, etc. - des délais de paiements entraînant eux-mêmes des frais financiers.

Pour enrayer ce phénomène, la

capitaux purement financiers, et non des partenaires industriels, encore moins des entreprises spécialisées dans la communication. Des contacts ont été pris avec des fonds de pension anglo-saxons. La Socpresse espère lever ainsi plusieurs centaines de millions de francs - au moins 500 - sur la base d'un résultat d'exploitation bénéficiaire et des perspectives

L'intérêt d'Ouest-France

En présentant ses résultats, au mois de juillet, le premier quotidien de France (791 091 exemplaires en 1995), a évoqué la possibilité de repasser des trois journaux de l'Ouest du groupe Hersant (Presse-Océan, Le Maine Libre, Le Courrier de l'Ouest). Ouest-France mène une guerre acharnée en Loire-Atlantique contre Presse-Océan, qui y a lancé quelques plumes. Le groupe connaît bien les journaux du Maine et d'Angers qui appartenaient à Emile Augier, patron du Parisien et actionnaire d'Ouest-France. Lorsque son fils Philippe, qui est en procès avec Ouest-France, a cédé ses deux journaux, le quotidien de Rennes était déjà sur les rangs. Ouest-France est intéressé mais pas à n'importe quel prix, alors que l'ensemble perd de l'argent et demande des investissements. Le syndicat du Livre ne verrait pas d'un très bon œil une reprise de ces journaux par Ouest-France. Yves de Chaisemartin vient de réorganiser les radios qu'il possédait dans la région, en créant une holding qui les contrôle, qui pourrait permettre une vente en bloc.

Socpresse veut faire appel à des capitaux extérieurs. Devant les salariés, Yves de Chaisemartin avait déclaré le 27 juin que, à la fin de sa vie, Robert Hersant n'était pas hostile à une ouverture du capital. L'objectif est de faire entrer des

d'augmentation qui permettront un versement de dividende.

Pour ses dirigeants, le groupe n'est pas à l'agonie, dans la mesure où son résultat d'exploitation est bénéficiaire. En 1994, la Socpresse a dégagé un résultat de

366 millions de francs. Celui de 1995 devrait être bénéficiaire. Pour rassurer les banquiers comme les investisseurs potentiels, Yves de Chaisemartin a annoncé qu'il entendait mener « une restructuration lourde », qui passerait par des économies et des plans sociaux. Selon un connaissance du groupe, « il est possible d'améliorer le résultat d'exploitation de 100 à 200 millions de francs ».

Cela touchera les titres en difficulté, comme France-Sol, Nord-Eclair ou Presse-Océan, mais aussi des journaux plus prospères comme Le Figaro, où la traque aux frais jugés inutiles est commencée depuis un certain temps. La restructuration des journaux de l'Ouest est entamée, celle du Nord devrait suivre. Quant à France-Sol, l'hypothèse d'une fermeture a été démentie par Cyrille Duval, le directeur de la régie publicitaire du groupe. Elle n'est toujours pas à l'achèvement, mais il semble que l'on étudie le moyen de séparer France-Sol du Figaro, en le changeant d'imprimeur, pour négocier des réductions d'effectifs avec le Syndicat du Livre et de rendre plus facile une vente séparée des titres.

Car les restructurations n'empêchent pas les cessions. Le groupe est prêt à vendre des titres pour se concentrer sur Paris et Rhône-Alpes. Les journaux de l'Ouest (410 millions de chiffres

d'affaires en 1994) et celui du Nord (185 millions) sont à vendre. Ces cessions, attendues par les banques, manifesteraient la volonté de désendettement du groupe et lui permettrait de laisser venir les échéances de la fin de l'année. Le groupe peut aussi céder les 40 % qu'il détient en Belgique dans le profitable groupe Rossel (1,2 milliard de francs de chiffres d'affaires).

La Socpresse doit donc mener à bien ces trois opérations - cessions, économies, entrée de capitaux - d'ici la fin de l'année et dégager ainsi de 1,5 à 2 milliards de francs. Mais la volonté de la famille, qui est également propriétaire de France-Artiles, dirigée par Philippe Hersant, est peu connue. Comment se déroulera le règlement de l'héritage, qui devrait intervenir en octobre, entre six enfants vivants, issus de trois mariages ? Quelle est la marge de manœuvre d'Yves de Chaisemartin face au pouvoir, aux banquiers, à la famille et aux barons du groupe, souvent entrés dans la Socpresse avant lui ? C'est de la réponse à ces questions que dépend la réussite du plan de sauvetage, sous le regard attentif de Bernard Arnault, d'Havas, de Jean-Luc Lagardère et de quelques autres.

Alain Salles

SPORTS

La passion du rugby gagne toute l'Afrique du Sud

LE CAP

Au Cap, la banlieue de Tugueburg passe pour un « township » noir au-dessus de la moyenne. Certes, on est loin des épouvantables bidonvilles qui jalonnent l'autoroute du côté de Nyanga, mais peu de blancs osent s'aventurer ici. A Tugueburg les routes sont défoncées, les trottoirs aléatoires, et les interminables rangées de baraques en béton plus laides et plus sales les uns que les autres.

Mardi 7 août, c'est sur la pelouse du Florida Stadium à Tugueburg que l'équipe de rugby sud-africaine, la championne du monde, se verra s'entraîner pour préparer sa rencontre avec la Nouvelle-Zélande, samedi 10 août à l'occasion du premier de quatre tests. Un petit stade à mille lieues des gazons immaculés et des villas propres des quartiers aisés de Pine-lands et Newlands que les Springboks viennent à peine de quitter.

Le choix du lieu est artificiel - il existe des terrains mieux équipés dans la région du Cap - mais l'accueil réservé aux joueurs par les enfants noirs des environs n'a rien de factice. Par centaines ils se battent pour se coller contre le grillage, pour arracher la feuille d'autographes, peut-être même pour toucher un Springbok. Et lorsque des vedettes - visiblement François Pienaar, James Small, et Joost van der Westhuizen sont les préférés - passent près de la touche, les réactions frisent l'hystérie. Normal, l'école a fermé en honneur de la visite des Springboks, et aujourd'hui c'est jour de fête à Tugueburg.

« Je pense que nous venons ici pour un petit entraînement tranquille, assure Momo de Plessis, le manager sud-africain. Nous sommes toujours surpris par l'intensité et l'enthousiasme de l'accueil dans les endroits comme ici, mais c'est toujours stimulant pour les joueurs de s'entraîner dans des conditions pareilles ».

Lors des dernières visites des All Blacks en Afrique du Sud (notamment en 1970 et 1976), la population noire s'est rangée du côté des Néo-Zélandais. Soutenir l'adversaire, applaudir comme le faisait

Nelson Mandela de sa prison de Robben Island à chaque fois que le XV néo-zélandais marquait, c'était prouver autant son admiration pour les équipes « mixtes » que son dégoût pour le pouvoir blanc et son sport fétiche.

Heureusement, les Maoris, Samoans et autres métiés de la sélection néo-zélandaise n'ont plus besoin d'être provisoirement classés « Blancs honoraires » pour la durée d'une tournée, et le rêve de « one team, one nation » (une équipe, une nation) véhiculé par les Springboks pendant la Coupe du Monde en juin 1995 ne semble plus relever de l'utopie totale. Les mentalités semblent avoir évolué considérablement depuis un an, et on ne parle plus du rugby comme sport réservé uniquement aux Blancs.

Mardi 6 août, à l'Eselen Park de Worcester, à une centaine de kilomètres à l'est du Cap, lors de la première des huit rencontres de la tournée des Néo-Zélandais, 16 000 spectateurs, dont 95 % de Noirs, ont permis de battre tous les records d'entrées payantes. Et si après le match on a pu assister derrière les tribunes à une scène rappelant tristement le passé où maîtres-chiens et Noirs frenaient un bryant face-à-face, c'est uniquement parce que le public noir déchaîné, scandant « Lomu, Lomu ! » risquait d'envahir le car des Néo-Zélandais.

Même si aucun Noir ne joue actuellement pour le XV sud-africain, Chester Williams, faillit métié devenu symbole de la réconciliation l'année dernière, reste la coqueluche de la bonne société. Lors d'une vente aux enchères réunissant Springboks, top-modèles et généreux financiers dans un restaurant chic de Camp's Bay mercredi soir, la Croix-Rouge sud-africaine a récolté quelques 70 000 francs en vendant des photos de joueurs. La meilleure vente a été une photo signée de Chester Williams avec bouquet de roses, dépassant de loin la cote de Pienaar, Small, ou Joel Stransky. Pour 12 500 rands (14 000 francs environ) elle a été acquise par une femme blanche.

Ian Borthwick

TF1 et la CLT sont candidats à la reprise de deux chaînes de télévision hongroise

BUDAPEST

de notre envoyé spécial

La Hongrie est en train de tourner la page de l'un des plus grands paradoxes de son histoire post-communiste. Alors que ce pays a dix millions et demi d'habitants a engagé des réformes courageuses et privatisé des pans entiers de son économie, il a buté pendant six ans sur un dossier apparemment plus « facile » à gérer et, en tout cas, socialement moins douloureux : la privatisation de l'audiovisuel.

Véritable abcès de fixation de la jeune démocratie hongroise, les polémiques ont été tellement virulentes que les Hongrois ont rapidement pris l'habitude de nommer cette querelle la « guerre des médias ». Suite de consensus, portant essentiellement sur le mode de nomination et de révocation des présidents des chaînes d'Etat, les médias du service public ont longtemps été dirigés par une directive gouvernementale communiste datant de... 1974 !

Bien après la Pologne et la République tchèque, le Parlement de Budapest a finalement adopté une loi des médias, en décembre 1995, et la Hongrie doit lancer, au mois d'août, les premiers appels d'offres pour les nouvelles chaînes qui devraient émettre en 1997. « L'objectif principal était d'arriver à un compromis et d'avoir, enfin, une loi », affirme avec soulagement le député socialiste Ivan Vitanyi, président de la commission parlementaire chargée de préparer la nouvelle législation. Celle-ci est plutôt libérale et fait la part belle aux futurs investisseurs qui bénéficieront d'avantages, notamment en matière de publicité et de programmation, et d'un cahier des charges réduit.

L'Etat et le nouveau secteur privé disposeront chacun de deux chaînes de télévision et de deux fréquences nationales de radio. En ce qui concerne la télévision - de loin le dossier le plus délicat -, le gouvernement a décidé de mettre sur le marché la deuxième chaîne (TV 2) et l'ancien réseau soviétique, tombé en désuétude depuis le départ de l'armée rouge en juin 1991. Resteront dans le domaine public : la première chaîne (TV 1)

ainsi que Duna TV, la chaîne relayée par satellite, qui diffuse essentiellement de vieux films hongrois.

Pour assurer des ressources aux deux futures chaînes privées, le gouvernement a accepté d'ouvrir un nouveau marché publicitaire, interdit aux chaînes publiques, celui des boîtes à faible tension en alcool : le vin et la bière. La loi intervient ainsi à la directive Télévision sans frontières de la Commission européenne, prohibant toute publicité pour l'alcool.

ÉTRANGES INTRIGUES

La publicité ne pourra pas dépasser le seuil de douze minutes par heure. La loi exige aussi que les chaînes privées soient détenues à 49 % par un actionnaire majoritaire et à 26 % par une société hongroise. Quant à la programmation, elle devra être d'origine européenne à 50 % sur les deux chaînes d'Etat et initialement de 15 % -

20 % à terme - sur les télévisions privées.

Parallèlement, les groupes étrangers en lice pour prendre le contrôle de ces chaînes ont trouvé : CME de Mack Palmer, ancien ambassadeur américain à Budapest qui a créé TV Nova à Prague, la CLT en association avec TF1 la régie publicitaire de Havas, ainsi que TF1 Jacques Chirac aurait d'ailleurs évoqué la candidature du groupe Bouygues en recevant, en juin à Paris, son homologue hongrois, Arpad Göncz.

Le nouveau paysage audiovisuel sera coiffé par une structure complexe, aboutissement de longues tractations. En haut de la pyramide se trouve une commission, équivalent hongrois du CSA, qui aura la lourde responsabilité de distribuer les fréquences. Quant à la télévision et à la radio, elles seront supervisées par un présidium composé de huit députés nommés par les partis politiques et d'une vingtaine de représentants de la

« société civile ». Sa tâche principale consistera à nommer les présidents de chaînes et à veiller au respect du cahier des charges.

L'élection du nouveau patron de la télévision est toujours en cours, mais la désignation du chef de la radio a déjà donné lieu à d'étranges intrigues : les partis de droite, qui ne cessent de dénoncer la « restauration » des cadres d'antan, ont cependant contribué à faire élire István Hajdu, ancien secrétaire du PC de Budapest et patron de la radio dans les dernières années du régime communiste. En dehors de son aspect « comique », cet épisode illustre les faiblesses du nouveau dispositif qui risque, selon un expert occidental, de transposer dans les nouvelles instances de décision toutes les rivalités politiques qui ont entretenu la si longue « guerre des médias ».

Yves-Michel Riols

Walter Butler présente son offre pour la SFP

LE TRIBUNAL de grande instance de Créteil (Val-de-Marne) a donné satisfaction aux salariés de la Société française de production (SFP) en ordonnant, jeudi 8 août, à la direction de la société d'informer le comité d'entreprise, d'ici à huit jours, des « projets de cession et de restructuration de la SFP » sous peine d'une amende de 30 000 francs par jour de retard. Le CE avait assigné la direction pour « entrave à son fonctionnement » (Le Monde du 8 août).

Dans la matinée du jeudi 8, Jacques Bayle, PDG de la SFP, a annoncé aux représentants du CE les candidatures du financier Walter Butler et de la société de prestations techniques Euro Media au rachat de la SFP, qui ont déposé leur dossier lundi 5 août. Jacques Bayle a indiqué que Walter Butler rencontrerait les représentants des salariés vers le 20 août.

Walter Butler a présenté une offre de reprise de la SFP pour 50 millions de francs. Cette offre suivrait une recapitalisation de la société par l'Etat, qui prévoit un apurement des pertes passées de

203 millions de francs et des pertes 1996 de 240 millions, le financement d'un plan de restructuration de 600 millions de francs et un financement supplémentaire de 200 millions de francs. L'offre reprend les dettes financières de la SFP à hauteur de 250 millions de francs. Walter Butler souhaite « maintenir l'indépendance de l'entreprise et la positionner face à la compétition de demain ». Le nombre de suppression de postes devrait être d'environ 600 personnes. Malgré le passif de la SFP - 270 millions de francs en 1995 -, les salariés sont résolus à défendre « ce bel outil industriel », ont beaucoup travaillé depuis l'éclosion de PORTF en 1974. Une soixantaine de monteurs, décorateurs, scripts, etc., syndiqués ou non syndiqués, avaient quitté les locaux de Bry-sur-Marne, siège de la SFP, pour assister mercredi 7 août à l'audience du tribunal. La protestation contre le « bradage » de la SFP s'est poursuivie devant le siège de France Télévision, avenue d'Iéna, où d'autres membres du personnel s'étaient rendus. Un re-

présentant de Xavier Gouyon Beauchamps, PDG de France Télévision, a invité la délégation inter-syndicale (CGT, FO, CGC, CFDT) à exposer ses revendications. Craignant que le plan de cession ne s'accompagne de licenciements massifs, la délégation a renouvelé son souhait de voir la SFP rachetée par France Télévision, afin de rester du domaine public. La présidente du groupe communiste au Sénat, Hélène Luc, a aussi plaidé, dans une lettre adressée au ministre de la culture, Philippe Douste-Blazy, pour cette intégration de la SFP à France Télévision. Le gouvernement, à la recherche d'économies budgétaires, est hostile à cette solution.

« Jacques Bayle nous a promis que la privatisation ne se ferait pas contre le corps social », a précisé Antonio Gomez, secrétaire du CE. Le PDG doit, selon les termes de l'ordonnance du 9 août, préciser « le nombre et la nature » d'éventuels licenciements. Mais le personnel de la SFP affirme qu'il mènera d'autres « actions médiatiques ».

HORS COTE

JEUX, GRILLES ET PROBLÈMES

MOTS CROISÉS

N° 928

HORIZONTALLEMENT

1. Ont trop de travail mais redoutent le chômage. - II. Proprement nettoyée. Nettoyait. - III. Lettre grecque. Décortique. Note. - IV. Va mettre de l'ordre. National aujourd'hui. - V. Male. Pronom. Nous avons beaucoup entendu parler de l'un d'eux. - VI. Plus solide comme ça. En Belgique. - VII. Amoureux transi. Veut former l'élite. - VIII. Annonce le départ. Déserts. Pronom. - IX. Fait des cristaux. Pleurent presque. - X. Resterait inégalement sur leurs positions.

VERTICALEMENT

1. Permet un bel épiderme. - 2. Il faut l'attendre pour discuter. Il avait déjà été fait au IV. - 3. Cuisantes pour l'épiderme. - 4. Vieux Turc. Demoselle. Préposition. - 5. Note. Prépara sa mort. - 6.

Authentique. Ne manque pas de majesté. - 7. Vit dans le paradoxe. - 8. Il a de la séduction, dit-on. Grand seigneur de guerre. - 9. Si ce n'est que le corps, il y a demi-mal. Lac. - 10. A pris l'air et perdu le goût. Syndicat. - 11. Voyelles. Anneau. Note inversée. - 12. Va à la voile. Nourrice éplorée. - 13. Toniques.

SOLUTION DU N° 927

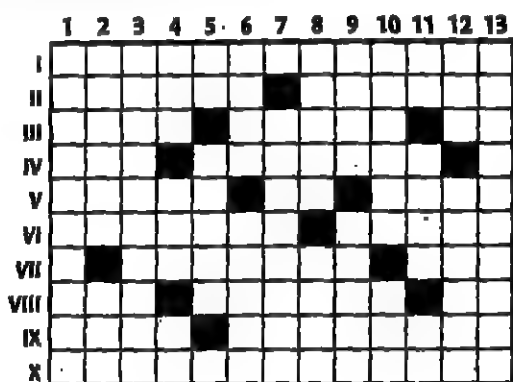
Horizontallement

1. Sureffectif. - II. Uranium. Unau. - III. Baigneur. Dur. - IV. Onde. Léonine. - V. Riens. Stages. - VI. De. Duo. Une. - VII. Arc. Brassa. - VIII. Note. Pointer. - IX. Nla. Pelé. III. - X. Enlisa. Réole. - XI. Staliniennes.

Verticallement

1. Subordonnés. - 2. Uranie. Oint. - 3. Raide. Atala. - 4. Engendré. II. - 5. Fin. Suc. Psi. - 6. Fiel. Péan. - 7. Ennes. Bol. - 8. Roturier. - 9. Tu. Nanan. En. - 10. Indigestion. - 11. Famine. Selle. - 12. Surestaries.

François Dorlet



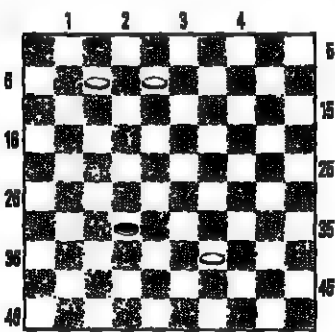
DAMES

N° 537

CAP SUR LA TECHNIQUE

Oh damer et avec quel pion ?

Comme dans l'exemple précédent (Le Monde du 27 juillet 1996), le gain, pour les Blancs, implique à la fois le contrôle de la grande diagonale 5 à 46 et la possibilité, au temps suivant, de former un crochet meurtrier. Mais, dans cette situation illustrée du thème « Oh damer et avec quel pion ? », le crochet est gagnant en dépit de la possibilité pour les Noirs de damer sur deux cases : soit à 47, soit à 48.



Les Blancs jouent et gagnent.

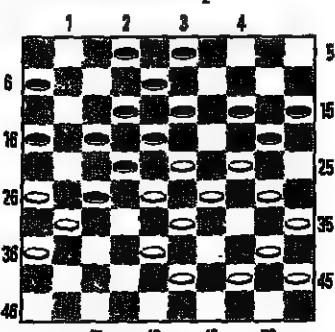
SOLUTION : 8-21 (et non 7-1 ou 7-2) (32-37) 2-19 (37-42) 7-2 et les Noirs sont mat car si :

a) (42-47) 39-33, + avec le crochet.

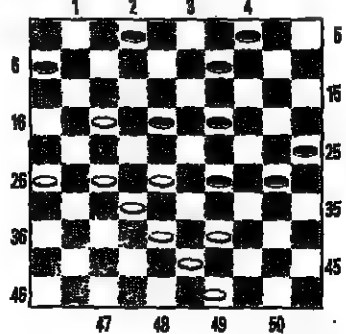
b) (42-48) 39-34 ou 19-13, + avec le crochet.

L'UNIVERS MAGIQUE

Coup de dame hors du commun, avec cinq variantes. Exécuté avec les Noirs, dans la position ci-dessous, par Dionis, en 1963, au Damier parisien. Un morceau d'anthologie ! Et les Noirs rendaient le pion...



N° comme suit : (17-21) et si :



Les Blancs jouent et gagnent.

Composé pour les lecteurs du Monde par ce maître problémiste, ce problème, par le naturel de la position, présente un intérêt pédagogique car il a valeur de coup pratique.

Solution dans la prochaine chronique.

Jean Chaze

ANACROISÉS (R)

N° 929

HORIZONTALLEMENT

1. ABEGRINR. - 2. AALMTT. - 3. DEINTU. - 4. EUNRSU. - 5. AENRST. - 6. EUNRSU. - 7. EUNRSU. - 8. AENRST. - 9. EUNRSU. - 10. AENRST. - 11. EUNRSU. - 12. AENRST. - 13. AENRST. - 14. EUNRSU. - 15. AENRST. - 16. EUNRSU. - 17. AENRST. - 18. AENRST. - 19. AENRST. - 20. AENRST. - 21. AENRST. - 22. EUNRSU. - 23. AENRST. - 24. AENRST.

VERTICALEMENT

25. BBEINRS. - 26. AEPSSS (+1). - 27. AINOORS. - 28. DEIMOS (+1). - 29. AENRST. - 30. EGGSSU. - 31. AEGLOST. - 32. AELISS (+1). - 33. ELOSTU. - 34. AERSUX (+1). - 35. BEIRSTU (+1). - 36. ACEILNS (+2). - 37. EILMNST. - 38. ACENNSU. - 39. AELNNSY. - 40. ACEIRSS (+4). - 41. ABEIST (+3). - 42. AGNOORT. - 43. AAEIORT. - 44. EELNNT. - 45. EENSSU.

SOLUTION DU N° 928

1. PROPULSE. - 2. EMPANS. - 3. TONNEAU (BNOVANT). - 4. UVEITES. - 5. REMARCHE (REMACHES). - 6. PEDILUVE, bain de pieds. - 7. AVOUAI. - 8. LOVANT (VIOLENTA ENVOIANT ENVOIANT VOLAIANT). - 9.

ÉCHECS

N° 1701

(Championnat des Etats-Unis, Parsippany, juillet 1996)

Blancs : D. Gurevich
Noirs : A. Shabalov.
Début ouest-indien.

1. d4	2. e4	3. c3 (b)	4. f3	5. g2	6. f3	7. f2 (e)	8. f3	9. d3 (g)	10. c3	11. f3	12. g1	13. c3 (f)	14. f3	15. f3?	16. d3 (b)	17. f1 (p)	18. f3	19. f3	20. d3?
11. f3	12. g1	13. c3 (f)	14. f3	15. f3?	16. d3 (b)	17. f1 (p)	18. f3	19. f3	20. d3?	21. f3	22. g1	23. c3 (f)	24. f3	25. f3?	26. d3 (b)	27. f1 (p)	28. f3	29. f3	30. d3?
21. f3	22. g1	23. c3 (f)	24. f3	25. f3?	26. d3 (b)	27. f1 (p)	28. f3	29. f3	30. d3?	31. f3	32. g1	33. c3 (f)	34. f3	35. f3?	36. d3 (b)	37. f1 (p)	38. f3	39. f3	40. d3?
31. f3	32. g1	33. c3 (f)	34. f3	35. f3?	36. d3 (b)	37. f1 (p)	38. f3	39. f3	40. d3?	41. f3	42. g1	43. c3 (f)	44. f3	45. f3?	46. d3 (b)	47. f1 (p)	48. f3	49. f3	50. d3?
41. f3	42. g1	43. c3 (f)	44. f3	45. f3?	46. d3 (b)	47. f1 (p)	48. f3	49. f3	50. d3?	51. f3	52. g1	53. c3 (f)	54. f3	55. f3?	56. d3 (b)	57. f1 (p)	58. f3	59. f3	60. d3?
51. f3	52. g1	53. c3 (f)	54. f3	55. f3?	56. d3 (b)	57. f1 (p)	58. f3	59. f3	60. d3?	61. f3	62. g1	63. c3 (f)	64. f3	65. f3?	66. d3 (b)	67. f1 (p)	68. f3	69. f3	70. d3?
61. f3	62. g1	63. c3 (f)	64. f3	65. f3?	66. d3 (b)	67. f1 (p)	68. f3	69. f3	70. d3?	71. f3	72. g1	73. c3 (f)	74. f3	75. f3?	76. d3 (b)	77. f1 (p)	78. f3	79. f3	80. d3?
71. f3	72. g1	73. c3 (f)	74. f3	75. f3?	76. d3 (b)	77. f1 (p)	78. f3	79. f3	80. d3?	81. f3	82. g1	83. c3 (f)	84. f3	85. f3?	86. d3 (b)	87. f1 (p)	88. f3	89. f3	90. d3?
81. f3	82. g1	83. c3 (f)	84. f3	85. f3?	86. d3 (b)	87. f1 (p)	88. f3	89. f3	90. d3?	91. f3	92. g1	93. c3 (f)	94. f3	95. f3?	96. d3 (b)	97. f1 (p)	98. f3	99. f3	100. d3?
91. f3	92. g1	93. c3 (f)	94. f3	95. f3?	96. d3 (b)	97. f1 (p)	98. f3	99. f3	100. d3?	101. f3	102. g1	103. c3 (f)	104. f3	105. f3?	106. d3 (b)	107. f1 (p)	108. f3	109. f3	110. d3?
101. f3	102. g1	103. c3 (f)	104. f3	105. f3?	106. d3 (b)	107. f1 (p)	108. f3	109. f3	110. d3?	111. f3	112. g1	113. c3 (f)	114. f3	115. f3?	116. d3 (b)	117. f1 (p)	118. f3	119. f3	120. d3?
111. f3	112. g1	113. c3 (f)	114. f3	115. f3?	116. d3 (b)	117. f1 (p)	118. f3	119. f3	120. d3?	121. f3	122. g1	123. c3 (f)	124. f3	125. f3?	126. d3 (b)	127. f1 (p)	128. f3	129. f3	130. d3?
121. f3	122. g1	123. c3 (f)	124. f3	125. f3?	126. d3 (b)	127. f1 (p)	128. f3	129. f3	130. d3?	131. f3	132. g1	133. c3 (f)	134. f3	135. f3?	136. d3 (b)	137. f1 (p)	138. f3	139. f3	140. d3?
131. f3	132. g1	133. c3 (f)	134. f3	135. f3?	136. d3 (b)	137. f1 (p)	138. f3	139. f3	140. d3?	141. f3	142. g1	143. c3 (f)	144. f3	145. f3?	146. d3 (b)	147. f1 (p)	148. f3	149. f3	150. d3?
141. f3	142. g1	143. c3 (f)	144. f3	145. f3?	146. d3 (b)	147. f1 (p)	148. f3	149. f3	150. d3?	151. f3	152. g1	153. c3 (f)	154. f3	155. f3?	156. d3 (b)	157. f1 (p)	158. f3	159. f3	160. d3?
151. f3	152. g1	153. c3 (f)	154. f3	155. f3?	156. d3 (b)	157. f1 (p)	158. f3	159. f3	160. d3?	161. f3	162. g1	163. c3 (f)	164. f3	165. f3?	166. d3 (b)	167. f1 (p)	168. f3	169. f3	170. d3?
161. f3	162. g1	163. c3 (f)	164. f3	165. f3?	166. d3 (b)	167. f1 (p)	168. f3	169. f3	170. d3?	171. f3	172. g1	173. c3 (f)	174. f3	175. f3?	176. d3 (b)	177. f1 (p)	178. f3	179. f3	180. d3?
171. f3	172. g1	173. c3 (f)	174. f3	175. f3?	176. d3 (b)	177. f1 (p)	178. f3	179. f3	180. d3?	181. f3	182. g1	183. c3 (f)	184. f3	185. f3?	186. d3 (b)	187. f1 (p)	188. f3	189. f3	190. d3?
181. f3	182. g1	183. c3 (f)	184. f3	185. f3?	186. d3 (b)	187. f1 (p)	188. f3	189. f3	190. d3?	191. f3	192. g1	193. c3 (f)	194. f3	195. f3?	196. d3 (b)	197. f1 (p)	198. f3	199. f3	200. d3?
191. f3	192. g1	193. c3 (f)	194. f3	195. f3?	196. d3 (b)	197. f1 (p)	198. f3	199. f3	200. d3?	201. f3	202. g1	203. c3 (f)	204. f3	205. f3?	206. d3 (b)	207. f1 (p)	208. f3	209. f3	210. d3?
201. f3	202. g1	203. c3 (f)	204. f3	205. f3?	206. d3 (b)	207. f1 (p)	208. f3	209. f3	210. d3?	211. f3	212. g1	213. c3 (f)	214. f3	215. f3?	216. d3 (b)	217. f1 (p)	218. f3	219. f3	220. d3?
211. f3	212. g1	213. c3 (f)	214. f3	215. f3?	216. d3 (b)	217. f1 (p)	218. f3	219. f3	220. d3?	221. f3	222. g1	223. c3 (f)	224. f3	225. f3?	226. d3 (b)	227. f1 (p)	228. f3	229. f3	230. d3?
221. f3	222. g1	223. c3 (f)	224. f3	225. f3?	226. d3 (b)	227. f1 (p)	228. f3	229. f3	230. d3?	231. f3	232. g1	233. c3 (f)	234. f3	235. f3?	236. d3 (b)	237. f1 (p)	238. f3	239. f3	240. d3?
231. f3	232. g1	233. c3 (f)	234. f3	235. f3?	236. d3 (b)	237. f1 (p)	238. f3	239. f3	240. d3?	241. f3	242. g1	243. c3 (f)	244. f3	245. f3?	246. d3 (b)	247. f1 (p)	248. f3	249. f3	250. d3?
241. f3	242. g1	243. c3 (f)	244. f3	245. f3?	246. d3 (b)	247. f1 (p)	248. f3	249. f3	250. d3?	251. f3	252. g1	253. c3 (f)	254. f3	255. f3?	256. d3 (b)	257. f1 (p)	258. f3	259. f3	260. d3?
251. f3	252. g1	253. c3 (f)	254. f3	255. f3?	256. d3 (b)	257. f1 (p)	258. f3	259. f3	260. d3?	261. f3	262. g1	263. c3 (f)	264. f3	265. f3?	266. d3 (b)	267. f1 (p)	268. f3	269. f3	270. d3?
261. f3	262. g1	263. c3 (f)	264. f3	265. f3?	266. d3 (b)	267. f1 (p)	268. f3	269. f3	270. d3?	271. f3	272. g1	273. c3 (f)	274. f3	275. f3?	276. d3 (b)	277. f1 (p)	278. f3	279. f3	280. d3?
271. f3	272. g1	273. c3 (f)	274. f3	275. f3?	276. d3 (b)	277. f1 (p)	278. f3	279. f3	280. d3?	281. f3	282. g1	283. c3 (f)	284. f3	285. f3?	286. d3 (b)	287. f1 (p)	288. f3	289. f3	290. d3?
281. f3	282. g1	283. c3 (f)	284. f3	285. f3?	286. d3 (b)	287. f1 (p)	288. f3	289. f3	290. d3?	291. f3	292. g1	293. c3 (f)	294. f3	295. f3?	296. d3 (b)	297. f1 (p)	298. f3	299. f3	300. d3?
291. f3	292. g1	293. c3 (f)	294. f3	295. f3?	296. d3 (b)	297. f1 (p)	298. f3	299. f3	300. d3?	301. f3	302. g1	303. c3 (f)	304. f3	305. f3?	306. d3 (b)	307. f1 (p)	308. f3	309. f3	310. d3?
301. f3	302. g1	303. c3 (f)	304. f3	305. f3?	306. d3 (b)	307. f1 (p)	308. f3	309. f3	310. d3?	311. f3	312. g1	313. c3 (f)	314. f3	315. f3?	316. d3 (b)	317. f1 (p)	318. f3	319. f3	320. d3?
311. f3	312. g1	313. c3 (f)	314. f3	315. f3?	316. d3 (b)	317. f1 (p)	318. f3	319. f3	320. d3?	321. f3	322. g1	323. c3 (f)	324. f3	325. f3?	326. d3 (b)	327. f1 (p)	328. f3	329. f3	330. d3?
321. f3	322. g1	323. c3 (f)	324. f3	325. f3?	326. d3 (b)	327. f1 (p)	328. f3	329. f3	330. d3?	331. f3	332. g1	333. c3 (f)	334. f3	335. f3?	336. d3 (b)	337. f1 (p)	338. f3	339. f3	340. d3?
331. f3	332. g1	333. c3 (f)	334. f3	335. f3?	336. d3 (b)	337. f1 (p)	338. f3	339. f3	340. d3?	341. f3	342. g1	343. c3 (f)	344. f3	345. f3?	346. d3 (b)	347. f1 (p)	348. f3	349. f3	350. d3?
341. f3	342. g1	343. c3 (f)	344. f3	345. f3?	346. d3 (b)	347. f1 (p)	348. f3	349. f3	350. d3?	351. f3	352. g1	353. c3 (f)	354. f3	355. f3?	356. d3 (b)	357. f1 (p)	358. f3	359. f3	360. d3?
351. f3	352. g1	353. c3 (f)	354. f3	355. f3?	356. d3 (b)	357. f1 (p)	358. f3	359. f3	360. d3?	361. f3	362. g1	363. c3 (f)	364. f3	365. f3?	366. d3 (b)	367. f1 (p)	368. f3	369. f3	370. d3?
361. f3	362. g1	363. c3 (f)	364. f3	365. f3?	366. d3 (b)	367. f1 (p)	368. f3	369. f3	370. d3?	371. f3	372. g1	373. c3 (f)	374. f3	375. f3?	376. d3 (b)	377. f1 (p)	378. f3	379. f3	380. d3?
371. f3	372. g1	373. c3 (f)	374. f3	375. f3?	376. d3 (b)	377. f1 (p)	378. f3	379. f3	380. d3?	381. f3	382. g1	383. c3 (f)	384. f3	385. f3?	386. d3 (b)	387. f1 (p)	388. f3	389. f3	390. d3?
381. f3	382. g1	383. c3 (f)	384. f3	385. f3?	386. d3 (b)	387. f1 (p)	388. f3	389. f3	390. d3?	391. f3	392. g1	393. c3 (f)	394. f3	395. f3?	396. d3 (b)	397. f1 (p)	398. f3	399. f3	400. d3?
391. f3	392. g1	393. c3 (f)	394. f3	395. f3?	396. d3 (b)	397. f1 (p)	398. f3	399. f3	400. d3?	401. f3	402. g1	403. c3 (f)	404. f3	405. f3?	406. d3 (b)	407. f1 (p)	408. f3	409. f3	410. d3?
401. f3	402. g1	403. c3 (f)	404. f3	405. f3?	406. d3 (b)	407. f1 (p)	408. f3	409. f3	410. d3?	411. f3	412. g1	413. c3 (f)	414. f3	415. f3?	416. d3 (b)	417. f1 (p)	418. f3	419. f3	420. d3?
411. f3	412. g1	413. c3 (f)	414. f3	415. f3?	416. d3 (b)	417. f1 (p)	418. f3	419. f3	420. d3?	421. f3	422. g1	423. c3 (f)	424. f3	425. f3?	426. d3 (b)	427. f1 (p)	428. f3	429. f3	430. d3?
421. f3	422. g1	423. c3 (f)	424. f3	425. f3?	426. d3 (b)	427. f1 (p)	428. f3	429. f3	430. d3?	431. f3	432. g1	433. c3 (f)	434. f3	435. f3?	436. d3 (b)	437. f1 (p)	438. f3	439. f3	440. d3?
431. f3	432. g1	433. c3 (f)	434. f3	435. f3?	436. d3 (b)	437. f1 (p)	438. f3	439. f3	440. d3?	441. f3	442. g1	443. c3 (f)	444. f3	445. f3?	446. d3 (b)	447. f1 (p)	448. f3	449. f3	450. d3?
441. f3	442. g1	443. c3 (f)	444. f3	445. f3?	446. d3 (b)	447. f1 (p)	448. f3	449. f3	450. d3?	451. f3	452. g1	453. c3 (f)	454. f3	455. f3?	456. d3 (b)	457. f1 (p)	458. f3	459. f3	460. d3?
451. f3	452. g1	453. c3 (f)	454. f3	455. f3?	456. d3 (b)	457. f1 (p)	458. f3	459. f3	460. d3?	461. f3	462. g1	463. c3 (f)	464. f3	465. f3?	466. d3 (b)	467. f1 (p)	468. f3	469. f3	470. d3?
461. f3	462. g1	463. c3 (f)	464. f3	465. f3?	466. d3 (b)	467. f1 (p)	468. f3	469. f3	470. d3?	471. f3	472. g1	473. c3 (f)	474. f3	475. f3?	476. d3 (b)	477. f1 (p)	478. f3	479. f3	480. d3?
471. f3	472. g1	473. c3 (f)	474. f3	475. f3?	476. d3 (b)	477. f1 (p)	478. f3	479. f3	480. d3?	481. f3	482. g1	483. c3 (f)	484. f3	485. f3?	486. d3 (b)	487. f1 (p)	488. f3	489. f3	490. d3?
481. f3	482. g1	483. c3 (f)	484. f3	485. f3?	486. d3 (b)	487. f1 (p)	488. f3	489. f3	490. d3?	491. f3	492. g1	493. c3 (f)	494. f3	495. f3?	496. d3 (b)	497. f1 (p)	498. f3	499. f3	500. d3?
491. f3	492. g1	493. c3 (f)	494. f3	495. f3?	496. d3 (b)	497. f1 (p)	498. f3	499. f3	500. d3?	501. f3	502. g1	503. c3 (f)	504. f3	505. f3?	506. d3 (b)	507. f1 (p)	508. f3	509. f3	510. d3?
501. f3	502. g1	503. c3 (f)	504. f3	505. f3?	506. d3 (b)	507. f1 (p)	508. f3	509. f3	510. d3?	511. f3	512. g1	513. c3 (f)	514. f3	515. f3?	516. d3 (b)	517. f1 (p)	518. f3	519. f3	520. d3?
511. f3	512. g1	513. c3 (f)	514. f3	515. f3?	516. d3 (b)	517. f1 (p)	518. f3	519. f3	520. d3?	521. f3	522. g1	523. c3 (f)	524. f3	525. f3?	526. d3 (b)	527. f1 (p)	528. f3	529. f3	530. d3?
521. f3	522. g1	523. c3 (f)	524. f3	525. f3?	526. d3 (b)	527. f1 (p)	528. f3	529. f3	530. d3?	531. f3	532. g1	533. c3 (f)	534. f3	535. f3?	536. d3 (b)	537. f1 (p)	538. f3	539. f3	540. d3?
531. f3	532. g1	533. c3 (f)	534. f3	535. f3?	536. d3 (b)														

هكذا من الأصل

AGENDA

LE MONDE / SAMEDI 10 AOÛT 1996 / 15

Dégradation pluvieuse et orageuse

UNE DÉPRESSION vient progressivement se positionner sur les îles Britanniques, et l'anticyclone s'efface vers les Açores. Une perturbation circule de la Bretagne aux Ardennes, associée à des pluies. Mais surtout, des remontées chaudes en provenance d'Espagne amènent des orages parfois violents sur le Nord-Est et le Centre-Est l'après-midi.

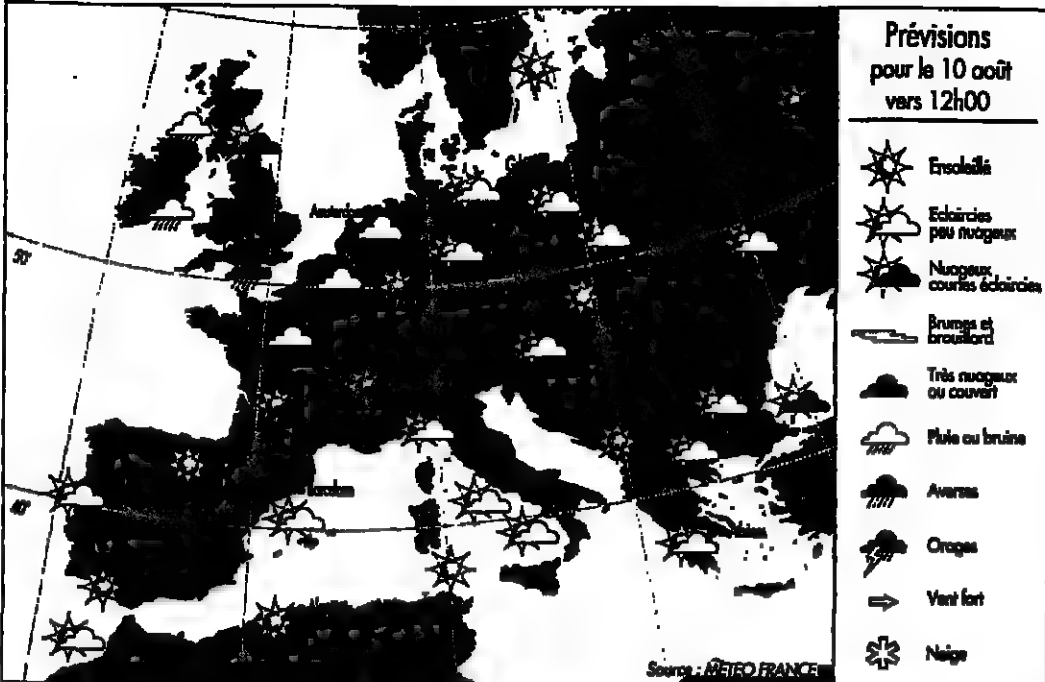
Samedi matin, le ciel sera couvert et faiblement pluvieux des Pays-de-la Loire et du Poitou-Cha-

rentes à la Normandie et à la côte d'Opale, accompagné d'un vent de sud-ouest soutenu. Le ciel se chargera des Pyrénées au Massif Central et au Morvan et sera déjà porteur d'ondées orageuses. De l'Aquitaine au Limousin au Centre et à l'Île-de-France, ainsi qu'en Champagne-Ardenne, dans le Nord-Picardie, en Alsace-Lorraine et en Franche-Comté, la dégradation nuageuse apparaîtra rapidement, et des ondées localement orageuses se dessineront en cours de matinée. Seul le pourtour méditerranéen et la Corse connaîtront encore de belles périodes ensoleillées.

L'après-midi, des orages parfois violents toucheront l'Alsace-Lorraine, le sud de la Champagne, la Franche-Comté, la Savoie, le Lyonnais, le Vivarais et le Dauphiné. La Provence-Côte d'Azur et la Corse connaîtront des passages nuageux et très localement une tendance orageuse. Dans le Nord-Picardie, les Ardennes, l'Île-de-France et le Centre, la Bourgogne, le Massif Central jusqu'aux Pyrénées-Orientales, la grisaille dominera et des pluies instables se produiront, parfois orageuses. La région Midi-Pyrénées sera en plus favorisée par des éclaircies, protégée par les Pyrénées. De la façade atlantique au littoral de la Manche, les nuages et les éclaircies se partageront le ciel, parfois entrecoupés d'une averse. Mais de nouvelles pluies toucheront la pointe de la Bretagne en fin d'après-midi, portées par un vent de sud-ouest.

Côté météo, les températures maximales s'élèveront de 11 degrés vers les Ardennes à 16 degrés sur la côte bretonne, 18 degrés dans le Sud-Ouest, jusqu'à 22 degrés en Corse. L'après-midi, le thermomètre affichera d'ouest en est de 20 à 24 degrés dans la moitié nord, et de 24 à 31 degrés dans la moitié sud.

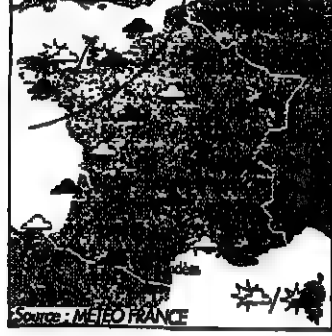
(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



Prévisions pour le 10 août vers 12h00

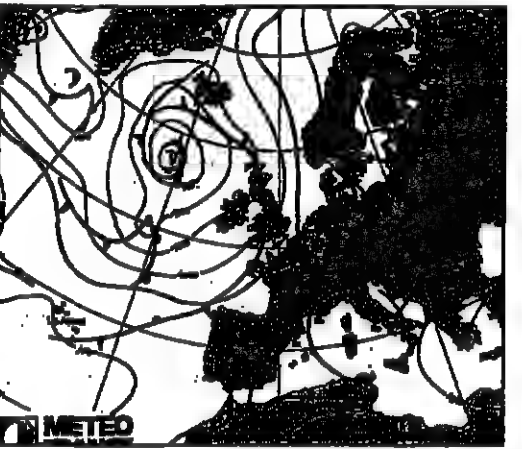
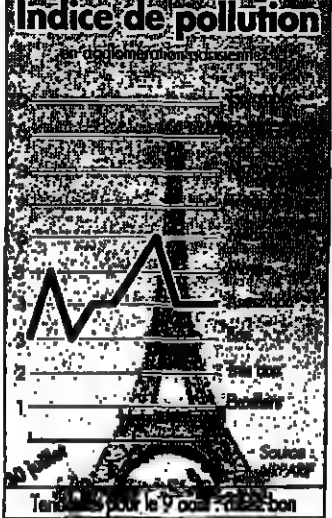
- Ensoleillé
- Eclaircies pour nuages
- Nuages courts éclaircies
- Brume et brouillard
- Très nuageux ou couvert
- Pluie ou bruine
- Averses
- Orages
- Vent fort
- Neige

TEMPÉRATURES du 8 août	max/min	max/min
PARIS	18/7	23/8
LYON	18/7	23/8
MARSEILLE	20/8	25/8
NANTES	17/7	22/8
STRASBOURG	18/7	23/8
TOULOUSE	19/7	24/8
CHAMPEAGNE	18/7	23/8
ALSACE	18/7	23/8
LOIRE	18/7	23/8
SAVOIE	18/7	23/8
DAUPHINÉ	18/7	23/8
VIVARAIS	18/7	23/8
PROVENCE	18/7	23/8
CORSE	18/7	23/8

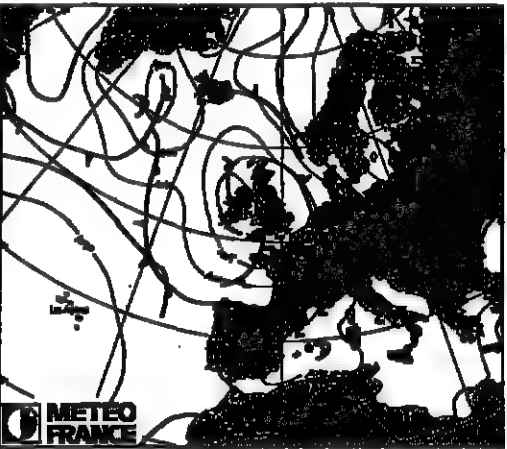


Prévisions pour le 10 août vers 12h00

La qualité de l'air



Situation le 9 août, à 0 heure, temps universel



Prévisions pour le 11 août, à 0 heure, temps universel

PHILATÉLIE

Les îles Caïmans

SITUÉES dans les Caraïbes, au nord-ouest de la Jamaïque et au sud-ouest de Cuba, les Caïmans - découvertes par Christophe Colomb en 1503 et cédées par l'Es-

pagne à la Grande-Bretagne en 1670 -, sont composées de trois îles : Grand Caïman, Caïman Brac et Petit Caïman, totalisant près de 260 kilomètres carrés.

Colonie britannique, les Caïmans utilisent les timbres de la Jamaïque, dont elles dépendent, de 1889 à 1901. On les identifie à leurs oblitérations.

EN FILIGRANE

Faune. La première édition du catalogue Domini des timbres émis sur le thème du WWF (World Wide Fund For Nature, Fonds mondial pour la nature) répertorie tous les timbres estampillés du sigle WWF, du mouflon méditerranéen, émis en 1969 par la France, aux plus récentes surcharges fantaisistes émanant de certains territoires de l'ex-URSS (264 pages, 3 650 pesetas; Domini, Apartado de correos 271, E-08201 Sabadell Barcelona, Espagne). Stanley Gibbons publie sa qua-

trième édition de Collect Birds on Stamps consacré aux oiseaux, soit plus de 12 500 timbres référencés représentant près de 2 400 espèces, 270 de plus que dans l'édition de 1992 (288 pages, 19,95 £, port 6 £; Stanley Gibbons, 5 Parkside, Hants, BH24 3SH Angleterre). Lucky Luke. La Poste belge a émis, le 10 juin, un entier postal à 16 francs belges sur carte à l'effigie du roi Albert II comportant un dessin de Lucky Luke, personnage créé par Morris il y a cinquante ans.

SÉRIE EN CHAÎNE Vers 1891, un timbre jamaïcain est surchargé « Cayman Islands »; cependant, il reste non émis et on n'en connaît que quelques exemplaires. Les premiers timbres comportant la légende « Cayman Islands », à l'effigie de la reine Victoria, apparaissent au mois de novembre 1900. Les séries s'enchaînent sans histoire, le seul « trouble » étant dû au passage à la monnaie décimale, le 8 septembre 1969.



Les plus de huit cents timbres émis à ce jour par les Caïmans se réfèrent essentiellement à la faune, à la flore et à l'histoire maritime locales, dans laquelle figurent, par exemple, les pirates Barbe-Noire (1974) et Thomas Anstis (1975) ou le capitaine Bligh (1989) dans sa quête de l'arbre à pain.

Service philatélique : General Post Office, Philatelic Service, Georgetown, Grand Caïman, Îles Caïmans (Antilles britanniques). Monnaie : depuis 1969, le dollar des Îles Caïmans (auparavant, le livre sterling). 1 £ = 100 cents = 6,06 £.

PARIS EN VISITE

Dimanche 11 août

- LE PALAIS-ROYAL et ses jardins (30 F), 11 heures et 15 h 30, place du Palais-Royal devant les grilles du Conseil d'Etat (Claude Mart).
- LES PONTS, du pont de la Concorde au pont de Bir-Hakeim (37 F), 14 h 30, devant les grilles de l'Assemblée nationale (Monuments historiques).
- BAGATELLE : le château (25 F + prix d'entrée), 15 heures et 16 h 30, devant l'entrée du château (Ville de Paris).
- LA CATHÉDRALE ORTHODOXE RUSSE (55 F + prix d'entrée), 15 heures, 16, rue Daru (Paris et son histoire).
- LES ÉGOUTS (25 F), 15 heures, devant l'entrée face au 99, quai d'Orsay (Ville de Paris).
- L'HÔTEL-DIEU (50 F), 15 heures, devant l'entrée, côté parvis de Notre-Dame (Paris autofs).
- LE JARDIN ATLANTIQUE

(35 F), 15 heures, pont des Cinq-Martyrs du lycée Buffon, devant le terminus du bus 91 (Ville de Paris).

- MUSÉE NISSIM DE CAMONDO (37 F + prix d'entrée), 15 heures, 63, rue de Monceau (Monuments historiques).
- LE VIEUX VILLAGE DE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Germain-des-Prés (Résurrection du passé).

Lundi 12 août

- LA SAINTE-CHAPELLE (37 F + prix d'entrée), 11 heures, devant l'entrée dans la cour du Palais de Justice (Monuments historiques).
- MARAIS : huit demeures féminines (50 F + prix d'entrée), 14 h 30, sortie du métro Saint-Paul (Isabelle Hauller). Hôtels, jardins et place des Vosges (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Résurrection du passé).
- LA MONTAGNE SAINTE-GENEVIÈVE, berceau de l'Université (50 F), 14 h 30, parvis de Notre-Dame, devant la statue de Charlemagne (Frédérique Jammal).

LE CARNET DU VOYAGEUR

- RUSSIE. Pilotes et aiguilleurs du ciel russes ont décidé d'annuler une grève générale le 27 août, pour obtenir des négociations sur leurs salaires et leurs conditions de travail. La grève devrait toucher la majorité des aéroports du pays, y compris l'aéroport international de Moscou. - (AFP)
- ÉTATS-UNIS. Cinq compagnies aériennes américaines, United Airlines,

American Airlines, Delta Air Lines, Trans World Airlines et America West Airlines, proposent depuis quelques jours des tarifs réduits pour des voyages effectués avant le 15 décembre. - (Bloomberg)- VENEZUELA. L'administration fédérale de l'aviation civile américaine est en train d'acheter un passage en revue des compagnies aériennes vénézuéliennes. Celles qui ne répondront pas aux normes de sécurité pourraient ne plus être autorisées à atterrir sur le sol américain. - (Bloomberg)

LES SERVICES DU Monde

Le Monde 42-17-20-00
Télématique 3615 code LE MONDE
CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : http://www.lemonde.fr
Documentation 3617 code LMDOC ou 36-29-04-56
CD-ROM : (1) 44-08-78-30
Index et microfilms : (1) 42-17-29-33
Films à Paris et en province : 36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (2,23 €/min)

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437. ISSN : 0395-2037

Imprimerie du Monde : 12, rue M. Gendreau, 94852 Ivry-Cedex. PRINTED IN FRANCE.

Parcs d'attractions Expositions Musées Monuments

Sortez informés !

(Thèmes, moyens d'accès, tarifs, horaires...)

3615 LEMONDE

ARCHITECTURE Le 30 juillet, le ministre de l'équipement, Bernard Pons, annonçait l'attribution du viaduc de Millau à l'agence du célèbre architecte britannique Sir Norman

Foster, à l'issue d'un concours qui mettait en présence cinq compétiteurs. ● DESTINÉ à permettre à l'autoroute A 75 (Clermont-Ferrand - Béziers) d'enjamber la vallée du Tarn

non loin de Millau (Aveyron), l'ouvrage aura une portée de 2460 mètres et culminera à 250 mètres au-dessus de la rivière. ● LES DÉFENSEURS de l'environne-

ment s'opposent à cette construction, arguant qu'elle défigurerait la vallée, et proposent un déplacement de l'autoroute plus à l'ouest. ● LA POLEMIQUE la plus violente

est venue des architectes eux-mêmes, les battus critiquant le choix de Foster, et mettant en avant des arguments plus chauvins que purement architecturaux.

Le choix de Norman Foster pour le viaduc de Millau déclenche une polémique

Les concurrents malheureux critiquent la décision du jury, qui a attribué à la célèbre agence britannique l'ouvrage de 2,5 kilomètres qui doit enjamber le Tarn. Les défenseurs de l'environnement réclament son déplacement plus à l'ouest

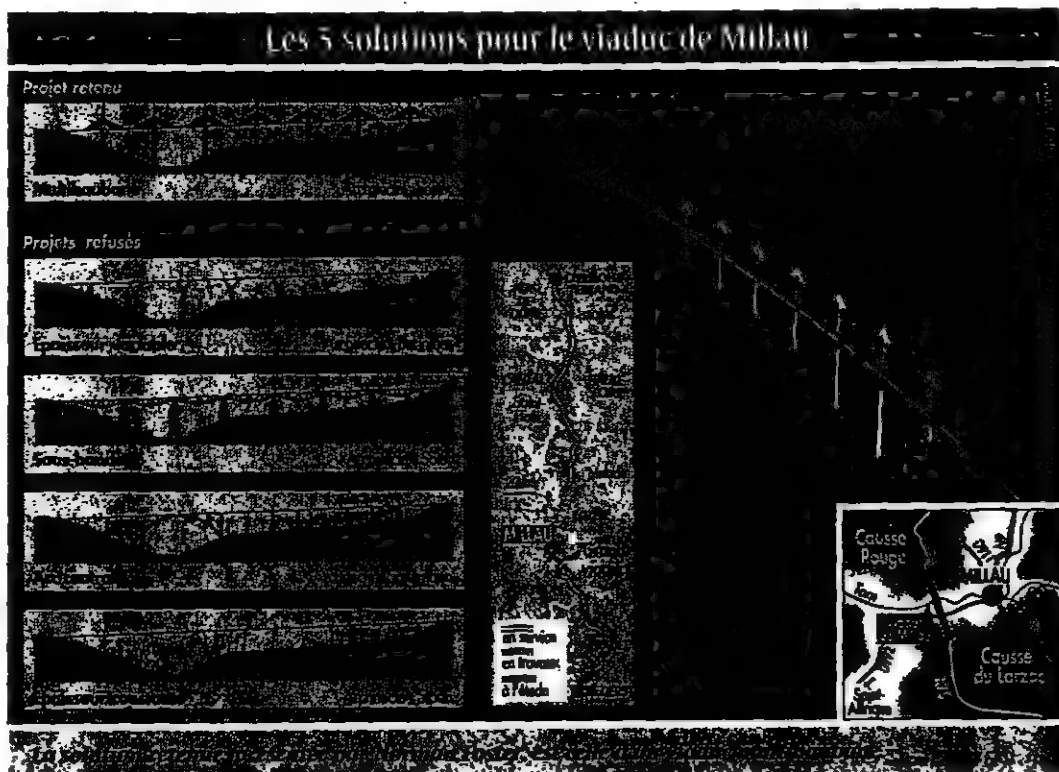
« SCANDALE NOTOIRE », « triomphe de la pensée technique sur la pensée culturelle », « revers pour l'architecture française », « geste ostentatoire ». La confirmation, le 30 juillet, par la direction des routes (DDR) du ministère de l'équipement du choix de l'architecte britannique Norman Foster pour la construction du viaduc de Millau soulève de nombreuses polémiques dans les milieux de l'architecture.

De quoi s'agit-il ? D'achever la construction de la Méridienne, l'autoroute A 75, qui doit relier Clermont-Ferrand à Béziers. Celle-ci, longue de 340 kilomètres, est achevée à plus de 50 %. La lacune la plus importante est située à proximité de Millau, sous-préfecture du département de l'Aveyron. Ici, entre Séverac-le-Château et L'Hospitalet-du-Larzac, 40 kilomètres restent à construire.

UN SITE GRANDIOSE

Le principal problème à résoudre est le franchissement du Tarn, qui coule au fond d'une vallée où se trouve la ville de Millau. Après quatre ans d'études, la DDR a opté pour le franchissement direct de la vallée. L'ouvrage d'art reliant la causeuse Ronge (au nord) au causse du Larzac (au sud) doit avoir une portée de 2460 mètres et culminer à 250 mètres au-dessus du Tarn. Consciente de l'importance de ce site grandiose, la DDR, au lieu de s'adresser exclusivement à des ingénieurs des Ponts et Chaussées, lance alors un concours d'architecture.

Cinq équipes, où architectes et bureaux d'études sont associés, répondent : quatre françaises - Francis Soler/Stec-TPI, Alain Spielmann/Jean Muller International, Denis Sloan/SEEE-Sofresid, Jean-Vincent Berliottier/Secoa - et une britannique - Norman Foster/Sogelerg, Europe Etudes Geci, Serf. Cinq approches, cinq solutions techniques différentes sont proposées. Francis Soler présente un ouvrage métallique avec un tablier en acier sous-basé soutenu par huit piles en forme de crinolines. Alain Spielmann avait séduit les élus locaux - dont Jacques Godfrain, le maire (RPR) de la ville, ministre délégué chargé de la coopération - avec son



viaduc doté d'une arche de béton de 600 mètres d'ouverture, soulignant le lit du fleuve. Denis Sloan avait opté pour le minimalisme : un double tablier-caisson d'épaisseur constante à ossature métallique soutenu par onze piles en béton précontraint disposées en V. Le cours du Tarn est mis en valeur par une arche plus large. Le tablier du viaduc défendu par Jean-Vincent Berliottier, très soucieux de l'environnement, est mixte (béton et acier), d'épaisseur variable, soutenu par six piles en forme de Y distantes de 340 mètres les unes des autres. La solution avancée par le lauréat, Norman Foster, a l'avantage, aux yeux du jury, d'être technique-ment éprouvée - donc livrable dans les délais (2001) - et financièrement moins chère - 1,3 milliard de francs. Il s'agit d'un mince tablier de béton profilé en aile d'avion pour mieux supporter le terrible vent d'autan, soutenu par une série de haubans accrochés à sept pylônes qui s'élèveront à 340 mètres au-dessus du fleuve.

La décision ministérielle est à peine connue que se manifeste un

front d'opposants assez inattendu. Les écologistes ? Pas tant. Les architectes, surtout, et pas n'importe lesquels : les auteurs des projets recalcés. Ainsi, Denis Sloan regrette la brutalité du projet retenu et son manque d'insertion dans le paysage : « grandiose mais fragile ». En optant pour Norman Foster, note Francis Soler, autre concurrent et concurrent, « on prive la France d'une belle vitrine pour

son savoir-faire industriel et l'on restreint, en même temps, les rares territoires d'expression qui restent aux architectes français en mal de références pour affronter les marchés internationaux, dans une Europe à sens unique ». Dans le même mouvement il s'en prend au tout-béton et dénonce le rôle des ingénieurs des Ponts et Chaussées qui, dès le départ, privilégiaient la solution haubannée.

Un Britannique planétaire

Né en 1935 à Manchester, où il commence des études sanctionnées par un diplôme américain à Yale en 1962, Norman Foster est sans doute le plus pur représentant de l'architecture britannique contemporaine. En 1963, il fonde le Team 4 avec, notamment, Richard Rogers, qui construira des maisons particulières. En 1970, il crée sa propre agence, qui devient rapidement l'une des plus performantes au monde. En Grande-Bretagne, il a notamment construit l'université de Sainsbury à Norwich (1976), des ateliers pour Renault à Swindon (1983), le troisième aéroport de la capitale à Stansted (1991). Au Japon il a édifié la tour Century (1991), en Espagne, la tour de télécommunications de Barcelone (1992). Il est surtout connu pour avoir conçu la Hongkong and Shanghai Banking Corporation à Hongkong (1985), quarante-six étages culminant à 178,5 mètres, qui représentent l'un des sommets architecturaux du siècle. En France, il a réalisé la médiathèque de Nîmes (1993), une « maison carrée », contestée, puis adoptée par les habitants de la ville.

Pourquoi cette polémique ? Rancœur des candidats déçus ? Chauvinisme ? Défense de l'environnement ?

Pour les défenseurs locaux de l'environnement, dont les arguments sont loin d'être irrécusables, c'est le parti retenu par la DDR, donc la construction d'un viaduc - quel qu'il soit - à cet endroit, qui est mauvais. Pour Louis Valès, qui anime avec Bernard Roussel le Comité de proposition pour l'autoroute A 75, « il fallait faire passer l'autoroute en bordure du plateau, quelques kilomètres plus à l'ouest, en direction de Sainte-Affrique. Cela allongerait sans doute le tracé autoroutier de 5 kilomètres, mais cela avait l'avantage de respecter l'intégrité du site - qui sera endommagé par le forage des piliers du viaduc - et d'éviter la construction d'un ouvrage d'art aussi énorme dans la vallée du Tarn ».

COGNATISME

N'est-il pas trop tard pour s'accrocher à cette solution ? « Le coût de construction d'un tel ouvrage est largement sous-estimé par l'administration. Il y a deux ans, le pont de Normandie a coûté 2,5 milliards. Le viaduc de Millau, du même type, devrait approcher les 3 milliards compte tenu de sa taille. Seule la solution que nous proposons tient dans l'enveloppe financière prévue, même avec l'allongement du tracé. » Mais, sur place, nous indiquons notre correspondant, Ivon Pouch, les élus locaux et la population ont avalisé la décision du ministère de l'équipement sans trop d'états d'âme. Le pont a été vendu comme une attraction touristique dont le gigantisme devrait attirer les foules. Et surtout, mettre fin aux interminables embouteillages qui encombraient la petite ville aveyronnaise.

La polémique architecturale est, elle, plus discutable. L'histoire n'est pas sans rappeler le concours du Grand Stade de Saint-Denis, dont l'issue avait provoqué bien des remous (Le Monde du 28 janvier 1995) et notamment la colère d'un des architectes non retenus, Jean Nouvel.

R. E. et E. de R.

COMMENTAIRE

FRANCHOULLARDISE

La controverse qui suit les résultats de la compétition utilise des arguments difficiles à entendre. Les premiers sont purement subjectifs : les piles de Foster seraient trop hautes, comme s'il ne s'agissait pas d'un ouvrage monumental, comme si la « transparence » des « crinolines » de Soler était sérieusement plus crédible, et comme si les doubles piles de Sloan assureraient mieux que d'autres un profil « élégant et discret ». C'est pour ne retenir que trois mots des argumentaires dont les perdants ont abreuvé les médias.

Rappelons-nous, tout de même, que Norman Foster, tout britannique qu'il soit, a dans le monde un statut et une célébrité qui peuvent rappeler ceux de Gustave Eiffel en son temps. Quel que soit le projet choisi, il aurait été aussi mutilant pour la vallée du Tarn que le sont la Tour Eiffel pour Paris - et Dieu sait ce qu'elle suscita comme polémiques à l'époque - ou le viaduc de Porto. Quelle que soit la technique employée, elle ne garantit pas, à cette échelle, d'éventuels ajustements financiers. Mais quel est le prix à payer pour que le futur viaduc de Millau rachète tant de médiocres ouvrages d'art dont est peuplée le paysage français ? L'acquisition, le rachat, du Pont de Normandie ? Ou l'on n'a pas parié à la Gustave Eiffel, et Foster n'est pas le plus mal placé ; ou l'on refuse franchement le principe du viaduc dans ce site.

« Franchouillardise » sont les autres arguments avancés. La France est l'un des seuls pays à avoir pu s'affranchir, durant la glorieuse époque des Grands Travaux, d'une vision chauvine de l'architecture. La profession a d'ailleurs reconnu les apports d'une telle ouverture. La crise économique en général, et celle de la construction en particulier, légitiment sans doute qu'on envisage désormais une politique plus équilibrée. Quel Français a-t-il jamais pu travailler en Angleterre, pourait-on se dire, en se privant des lors d'apports exceptionnels de tant d'Européens dans nos villes ? Mais aujourd'hui Perrault, Nouvel, Vasson ou Parent travaillent à Berlin. Cela aussi serait à remettre en cause ?

Hors l'interrogation de fond sur le principe même du viaduc, la consultation de Millau ne paraît pas mériter tant d'indignité, et plutôt quelques honneurs. Sauf à regretter a posteriori la participation au concours de quelques autres signatures, françaises, comme Mimram (la passerelle de Soffrino), Gaudin (le stade Charly), et Nouvel (la Tour sans fin) ou étrangères, comme Calatrava (la gare de Sotilas) ou l'illustre Piano, l'auteur du nouvel aéroport Kansai en face d'Osaka.

Frédéric Edelmann
et Emmanuel de Roux

R. E.

Gabetti et Isola, artistes hors normes turinois

L'Institut français d'architecture rend hommage à l'œuvre singulière de deux personnalités en marge des doctrines et des modes

GABETTI ET ISOLA, une singularité familière, IFA, 6, rue de Tournon, du mardi au samedi, de 12 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 5 octobre. Tél. : 46-33-90-36.

C'est sans aucun doute l'exposition de l'été français. Moins par l'événement relatif qu'elle représente sur la scène architecturale que par la fraîcheur de son inspiration, son caractère inattendu et - ce n'est pas la moindre de ses qualités - par le renouveau qu'elle semble marquer dans la politique de l'Institut français d'architecture (IFA). Avec Gabetti et Isola, l'IFA ne cherche pas à forcer le destin de tel ou tel jeune chouchou, ni à promouvoir, sinon à inventer, des modes ou des tendances dont la pérennité n'est pas assurée. Il sort de la recherche éperdue d'avant-gardes pour faire l'état des lieux de personnalités qui se seront révélées, mais à leur manière, d'avant-garde : une attitude que met en lumière près d'un demi-siècle de pratique.

Roberto Gabetti est né en 1925, Aimaro Isola en 1928, l'un et l'autre à Turin. Les deux architectes, qui ouvrent leur agence en 1958 dans la capitale du Piémont, vont former un couple de redoutables complices parfaitement en

marge des doctrines en vigueur. Est-ce cela qui les met hors jeu dans la course à la célébrité internationale ? Pour une part : car ils prendront toujours à contrepiéd ceux-là mêmes qui les auront soutenus le temps d'un article ou bien d'un bâtiment. Gabetti annonçait d'ailleurs la couleur en 1973 lorsqu'il publie (avec Andreina Grisei) *Architettura dell'Elclettismo* (Ar-

« Ils se disaient modernes mais dérogeaient aux diktats que la modernité érigeait en loi »

chitecture de l'Écléctisme) aux éditions Einaudi.

En 1956, après avoir achevé la Bourse des valeurs de Turin, les deux hommes livrent leur premier immeuble, toujours dans leur ville natale, la Bottega d'Erasmus, qui suscite une violente polémique dans le vaste monde de l'architecture « internationale ». « Qu'avaient-ils fait de si terrible ? », se demande Patrice Goulet, responsable des expositions à l'IFA. Ils se disaient modernes mais dérogeaient aux diktats que la modernité érigeait en loi. Leur immeuble était singulier, contextuel, non dé-

gardiens du beau et du vrai. A bon droit, ils discriminaient dans la Bottega une référence au passé et l'affirmation conjointe d'un particularisme turinois. Autant de preuves de la dépravation du goût (...).

Et c'est pourtant Gabetti qui publie, en 1975 (avec Carlo Omo) *Le Corbusier e l'Esprit Nouveau* (Ed. Einaudi), ce qui tend à prouver que les complices ne sont pas totalement barbares. Ils sont même spirituels et attentifs. Et si peu enclins à s'enfermer dans un style qui définirait la personnalité de leur agence commune, qu'aucune de leurs réalisations ne paraît avoir

de point commun avec le reste de leur production. Chaque œuvre reste un *unicum*, comme le grand cercle dans lequel s'inscrivent les logements construits pour Olivetti (1971), leur carnet à Quart, marqués de signes romano-palladiens, mais rendant hommage à la simplicité divine par l'usage de la pierre et des lauzes. Ou encore l'immeuble solaire d'Orbassano, immeuble solitaire surtout, au milieu des champs, d'une campagne avec laquelle ils tentent d'entrer en résonance.

Gabetti et Isola, ce sont encore des audaces formelles dont on ne trouvera l'écho que dix années plus tard. Les logements de Conca-neve (1974-1980), longue enfilade de bois cernée d'auvents métalliques, naguère hors jeu, se révèlent participer pleinement de cette fin de siècle. Ils froient le pastiche via Sant'Agostino, à Turin, mais avec cette apparente désinvolture et cette grâce que seuls les Italiens semblent posséder de manière innée. Autre méthode et autre position dans l'île d'Elbe : cet ensemble simple et rocailleux appartenant au paysage, ou en équilibre avec le poudre et la candeur d'un jeune caméléon. Et le tout à l'avant.

A l'inspiration profuse des deux Turinois répond une muséogra-

phie simple et lisible, qui préserve par un jeu de transparence la lumière dans l'enfilade assombrée des salles de l'IFA. De nombreux dessins sont présentés, venus d'une importante exposition récemment organisée dans la basilique de Vicence. En prime à cette manifestation aimable et reposante, l'IFA expose le travail de Dom Bellot (1876-1944), moine et architecte auquel un ouvrage est consacré aux éditions Norma. Là encore, il s'agit d'exhumer un talent, et un grand, qui aura suivi toute sa vie un chemin solitaire et pourtant exemplaire.

R. E.

Le Monde
ÉDITIONS

LE CINÉMA

VERS SON DEUXIÈME SIÈCLE
Sous la direction de Jean-Michel Frodon
Marc Nicolas et Serge Toubiana

(Colloque international de l'Odéon de mars 1995)
240 pages, photos NB, 98 F

EN VENTE EN LIBRAIRIE

كتاب من الأصل

هكذا من الأصل

Le Musée des arts scéniques de la Chine sans domicile fixe

Une collection de cinq mille pièces, unique au monde, ne trouve pas de lieu d'accueil à Paris

Costumes, masques, décors, marionnettes, manuscrits... Jacques Pimpaneau, orientaliste passionné, a fait fructifier au fil des ans la collection

que lui avait cédée un amateur de Hongkong. Ce musée est aujourd'hui entassé dans un local parisien. Malgré les promesses de la mairie

et du ministère de la culture, il n'a pas trouvé où installer ses richesses. Les anciens locaux des Pompes funèbres pourraient l'accueillir.

DANS le petit monde - pas si petit - de ceux qui fascinent la culture de l'Orient, Jacques Pimpaneau fait figure d'original. Voilà un quart de siècle qu'il ne s'est pas contenté d'enseigner, à Paris, la langue chinoise dans une confortable situation universitaire, il étudie, et, à sa manière, aide à faire vivre les arts asiatiques de la scène. Il a réuni une collection d'objets inappréciables issus de la tradition populaire, que l'académie orientale d'Occident - de France en particulier - a tendance à considérer comme mineurs ou anecdotiques. Ils font pourtant de l'Asie - au sens le plus large - l'un des plus riches théâtres de la planète.

Jacques Pimpaneau a constitué un outil unique au monde, le Musée Kwok On. Kwok On est le nom d'un collectionneur de Hongkong, qui lui a cédé, en 1971, un ensemble de marionnettes cantonaises, d'instruments de musique, de livres et

d'objets liés aux arts scéniques. Au fil des ans, le musée s'est enrichi de collections touchant aux traditions de ce domaine, du Bosphore au Japon en passant par l'Iran, le sous-continent indien, l'Indochine, la Chine et la Corée.

NAVIGANTES MÉSAVENTURES

Il se trouve que, depuis 1993, le musée en question, qui avait été de local provisoire en abri temporaire, n'existe plus que sous forme de caisses entreposées dans un bâtiment de la Ville de Paris, rue du Théâtre. Motif : impossible de trouver les 1500 mètres carrés nécessaires à l'exposition et à la conservation des collections, et à l'organisation d'un authentique programme d'animation culturelle comprenant un centre de documentation biblo-audiovisuelle et un lieu de manifestations ponctuelles où se retrouveraient tout aussi bien le Ramayana que la my-

thologie birmane, la chronique des Heike, épopée de clans féodaux nippons, que le théâtre turc d'ombres et autres traditions populaires de Sri Lanka ou de Corée.

Médecine de principe, Jacques Chirac l'a été en décidant en 1993 que le musée, expulsé des locaux où il avait été hébergé, et que le maire d'alors avait inaugurés, serait logé par la Ville de Paris. Depuis, ni Jack Lang ni Jacques Chirac ne sont parvenus à remuer suffisamment le ministère de la culture pour qu'une fois les collections cédées à l'Etat celui-ci s'arrange pour permettre leur exposition. Une initiative du ministère faillit les envoyer à Nice, où elles n'étaient pas vraiment les bienvenues. Pendant un temps, un espoir s'est dessiné du côté de l'ex-Théâtre de la Gaîté-Lyrique. Une autre piste, plus sérieuse, semble s'ouvrir rue d'Aubervilliers (lire ci-dessous).

A l'heure où, plus que jamais, on se pique d'Asie à la tête de l'Etat, les mémoires du Musée Kwok On et ses cinq mille pièces de costumes, marionnettes, masques, accessoires, éléments de décors, objets rituels et autres traces écrites de traditions essentiellement orales viennent s'ajouter au manque d'intérêt grandissant qu'on note en France pour cette partie du monde (Le Monde du 28 février). C'est d'autant plus navrant que ces traditions sont elles-mêmes menacées dans une bonne partie de cet Extrême-Orient, dont la réussite économique masque souvent la désolante frappe en particulier les arts populaires. Sait-on, par exemple, en Occident, que l'opéra chinois, déjà passablement torturé par Mao, n'a provisoirement resurgi de ses cendres, à la fin des années 70, que pour plonger à nouveau vers le néant, victime de la loi de la rentabilité économique ? Le chef-d'œuvre cinématographique de Chen Kaige, *Adieu, ma concubine* était de ce point de vue trompeur.

Jacques Pimpaneau s'accroche à l'espoir d'ouvrir un lieu démontrant que la « culture lettrée, ou noble » d'Asie ne s'oppose pas franchement à celle du peuple. C'est bien en effet leur continuité qui faisait de l'Asie un pôle culturel majeur et vivant de l'histoire des hommes. Pour la seule Chine, où le nationalisme du gouvernement ne se traduit guère en masse budgétaire pour la culture, nombre d'artistes en sont venus à espérer trouver à l'étranger un appui contre la conquête entamée par l'empire McDonald's-Hollywood.

Francis Deron

La solution des Pompes funèbres

LE MUSÉE KWOK ON va-t-il pouvoir s'installer au 104 de la rue d'Aubervilliers ? L'hypothèse n'est pas absurde. Cette adresse méconnue est actuellement celle des Pompes funèbres de Paris, qui doivent quitter les lieux d'ici à 1998. C'est en effet sur ce vaste espace (15 000 m²) borné par les voies ferrées desservant la gare de l'Est et la rue Curial, dans le 19^e arrondissement, que l'archevêché de Paris fit élever, en 1873, par l'architecte Delabarre, deux grands pavillons (briques, fer et verre) flanqués de deux bâtiments de pierre destinés à l'administration.

Ces paraplumes ont longtemps abrité l'armada des corbillards nécessaires aux quelque 30 000 enterrements annuels, dont l'Eglise catholique avait le quasi-monopole dans la capitale, et logé la cavalerie indispensable aux déplacements de ces chariots funéraires. Des ateliers de menuiserie puis de mécanique jouxtaient les écuries. Les vastes sous-sols étaient conçus pour passer des gammes très complètes de cercueils. Cet ensemble, à la fois ouvert et fermé, fait communiquer la rue d'Aubervilliers avec la rue Curial. En 1905, lors de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, la Ville de Paris hérita de ces services. Aujourd'hui, alors que le monopole municipal des Pompes funèbres s'achève, le sort de ces bâtiments se pose.

TENTATION IMMOBILIÈRE

Pour-il détruire ou conserver ces bâtiments ? Pour la majorité municipale, la tentation est grande de vendre ces terrains, estimés par la Ville à 220 millions de francs. Une opération immobilière bien menée pourrait déboucher sur la construction de 400 à 500 logements. L'opposition socialiste, qui a conquis la mairie du 19^e arrondissement, objecte que le quartier, à la population très dense, n'a que trop souffert, ces dernières années, de la spéculation immobilière - elle pense à la cité Curial et aux calamiteuses Orgues de Flandres, toutes proches.

Enfin, l'intérêt architectural de ces halles n'est pas mince. Caractéristiques de la construction industrielle du XIX^e siècle, elles méritent d'autant plus d'être conservées qu'elles sont en bon état. Roger Mader, maire (PS) de l'arrondissement a donc demandé, fin 1995, l'inscription de l'ensemble à l'inventaire supplémentaire des Historiques. Cette demande est restée lettre morte, le préfet ayant par deux fois repoussé l'ordre du jour où ce problème devait être débattu.

La situation a changé. Le 2 juillet, la Commission du Vieux Paris, après les interventions de Michel Fleury et de Béatrice de Andia, proches de la majorité, a adopté, à l'unanimité, un vœu demandant la protection de l'ensemble. Ce vœu va être transmis à la commission régionale (Corephae), qui propose ce genre de classement. La conservation des bâtiments pose une autre question : quelle destination leur donner ?

La mairie du 19^e aimerait implanter, dans ce quartier défavorisé, un ensemble d'activités culturelles. C'est là que le Musée Kwok On pourrait déployer ses collections. A côté de lui, une salle destinée à accueillir le Théâtre du geste et de l'image (International Visual Theater) pourrait être logée dans l'une des ailes. Une autre salle de spectacle pourrait être construite pour la Maison des cultures du monde, à l'étroit boulevard Raspail. Enfin, le ministère de la culture cherche un lieu pour installer son futur Centre national de la danse : la 104 de la rue d'Aubervilliers est l'un des deux lieux parisiens visités par le rapporteur chargé de ce dossier. Un tel équipement doit être impérativement complété par un organisme directement branché sur la quartier, type Maison des associations.

Reste à trouver le financement d'un tel projet. L'affermage à des sociétés privées - cafés, restaurants, librairies, magasins de disques - des espaces substantiels ne suffira sans doute pas.

Emmanuel de Roux

« Loulou » à Glyndebourne : une émotion purement musicale

Loulou, d'Alban Berg. Direction musicale : Andrew Davis, mise en scène : Graham Vick. Avec : Claron McFadden (Loulou), Kathryn Harries (Geschwitz), Wolfgang Schöbe (Schön), David Kubler (Alwa), Norman Bailey (Schigolch), Stephen Draulich (le Peintre). Orchestre philharmonique de Londres. FESTIVAL DE GLYNDEBOURNE, dernières représentations : 9, 13, 16 et 19 août. Le festival continue jusqu'au 25 août, avec *Arabella* et *Ermione* en allemand. Rens. : Tél. : (19) 44-12-73-813-813.

GLYNDEBOURNE

de notre envoyé spécial
Haendel et Mozart, Rossini, Tchaïkovski, Strauss et Berg : Glyndebourne n'a jamais craint la diversité. Paradoxe pourtant : si l'événement de l'été, *Theodora*, de Haendel, produit par Peter Sellars et William Christie, représentait en fait la modernité pure, *Loulou* - qui apparaît pour la première fois au programme du festival (il s'agit, de plus, de la première nouvelle production en Grande-Bretagne depuis neuf ans !) - fait ici figure de classique de répertoire tant la production de Graham Vick en donne la violence et en adoucit l'impact. Une enceinte de briques semi-circulaire, nue, de la même couleur

chande que celle du nouveau théâtre, portant les marches de pierre blanche d'un escalier en enroulement escamotable à volonté, c'est l'espace unique du drame que la lumière d'une grosse « basse » mobile fera à peine varier. Un miroir, présenté au public pendant la harangue du Dompneur, explicite le propos de Graham Vick : si *Loulou* est notre contemporain dans les images, les corps comme dans les comportements. Mais, loin de choquer, elle s'intègre aisément à nos habitudes de l'horreur visuelle. L'œuvre si crue, si ignoble même, n'apparaît alors nullement déplacée au milieu de la bonne société qui tantôt s'en ira pique-niquer dans les jardins fleuris. *Loulou* devient ainsi un simple opéra « culinaire », dans le sens brechtien. Et le destin de ses protagonistes ne nous touche plus vraiment. Seul le film-pivot de l'œuvre, admirablement réalisé par Jackie Oudney et d'ailleurs intégralement tourné dans le théâtre, propose une vision autrement poignante du drame vécu par l'héroïne de Berg.

Difficile cependant de juger d'une production dont le principal atout manque à l'appel. Après la première, Christine Schaeffer, admirable *Loulou* à Salzbourg en 1995, se démet l'épaul. Sa double, Claron McFadden, programmée pour l'une des représentations d'août, reprend le rôle à la perfec-

tion sur le plan musical. Mais on peut douter que ce bel animal - « Ein Tier », dit justement *Loulou* - à la Grace Jones, trop conscient de son rayonnement physique, ait à voir avec celui qui composait Schaeffer, plus nature, plus fragile, d'une héroïne torturée innocente. Voici une *Loulou* sans aucun doute, en rien victime des hommes mais plutôt de sa propre indifférence, de son égoïsme, et dont le parcours, très réaliste (ascension et surtout déchéance) devient d'une banalité de série américaine.

Dans l'excellente distribution, on retrouve heureusement des habitués de leur rôle, comme Wolfgang Schöbe, Schön tyrannique, un extraordinaire psychopathe de banlieue au final, et David Kubler, élégant et superbe chanteur. Kathryn Harries, Geschwitz coincée, fait comme toujours grande impression, Donald Maxwell impose une dimension exceptionnelle à l'Alwa, comme Norman Bailey à son Schigolch ravagé. La direction d'Andrew Davis, lyrique, enlevée, manque du détail analytique auquel nous ont habitués d'autres lectures. Si cela nuit à la transparence du London Philharmonic Orchestra, cela n'enlève rien aux qualités dramatiques de l'œuvre dont l'émotion demeure ici surtout musicale.

Pierre Flinois

Treize productions françaises à la Mostra de Venise

LE DIRECTEUR ARTISTIQUE de la Mostra, Gillo Pontecorvo, a dévoilé l'essentiel du programme de la 53^e édition du Festival, qui se déroulera du 28 août au 7 septembre. Pas moins de treize productions (et coproductions) françaises figurent parmi les différentes sections, ce qui traduit un rapprochement de Venise avec une cinématographie envers laquelle s'était manifestée, les années précédentes, une certaine méfiance. Parmi les quinze titres - pour l'instant - retenus en compétition officielle figurent *For Ever Mozart* de Jean-Luc Godard, *Hommes, femmes, mode d'emploi* de Claude Lelouch, *Fonette* de Jacques Doillon, *Parti de Manol de Oliveira*, *Carla's Song* de Ken Loach, *Brigands d'Otar Iosseliani*, *Le Roi des Aulnes* de Volker Schlöndorff, *Profond Carmes* d'Arturo Ripstein, *The Funeral* d'Abel Ferrara, *Basquiat* de Julian Schnabel, *Buddha Bless America* de Wu Nien-jen, *Vesna va veloce* de Carlo Mazzacurati.

L'écrivain bangladais Taslima Nasreen retourne en Suède

LA ROMANCIÈRE Taslima Nasreen, qui vit en exil à Berlin depuis juin 1995, a décidé de retourner en Suède où elle s'était réfugiée après avoir fui son pays, le Bangladesh, le 10 août 1994, à la suite de menaces de mort des islamistes, a annoncé la radio publique suédoise. Elle n'a pas précisé à quelle date ni pour combien de temps. Taslima Nasreen s'était rendue à Berlin début juin 1995, à l'invitation d'un organisme public allemand d'échanges universitaires, le DAAD (Deutscher Akademischer Austauschdienst), initialement pour une période de trois mois. Elle bénéficiait alors d'une bourse qui n'est plus renouvelable et rejoindrait donc Stockholm, où elle a des amis et peut être hébergée.

Les bonnes notes des Chorégies d'Orange

APRÈS LES TIRAILLEMENTS politiques de 1995, les Chorégies d'Orange dirigées par Raymond Duffaut - qui se sont terminées le 3 août - semblent reparties sur une bonne voie. Pour pallier la défection de la mairie Front national, qui a supprimé sa subvention d'un million de francs, l'Etat est venu à la rescousse. Le budget des Chorégies (18 millions de francs) s'équilibre à 80 % grâce aux recettes propres. Avec 40 000 entrées, la billetterie en a fourni l'essentiel. Les opéras donnés deux fois (*Don Giovanni* et *La Forza del destino*), les grands concerts (*Requiem* de Mozart, *Carmina Burana* de Carl Orff), ont tous fait le plein ou presque, malgré des prix de places élevés pour les ouvrages lyriques (de 90 F à 890 F) et plus raisonnables pour les œuvres symphoniques et chorales (de 40 F à 390 F). Les habitants d'Orange constituent de 6 % à 7 % du public, mais celui-ci se diversifie dans ses origines (14 % d'étrangers) et dans sa composition (15 % d'étudiants).

Le Monde cet été

- **Nouvelles vagues**
Nos correspondants à l'étranger ont rencontré des jeunes qui sont déjà des acteurs de la vie sociale et culturelle dans leur pays.
jusqu'au 17 août
- **Le piéton des Balkans**
Un journal de voyage de François Maspero.
du 19 au 24 août
- **L'Amérique de la deuxième chance**
Sylvie Kauffmann dessine un autre visage de la société américaine à la veille de l'élection présidentielle.
du 26 au 31 août
- **Séries noires en série**
Des nouvelles inédites signées Thierry Jonquet, Daniel Picouly et Marc Villard.
chaque vendredi (daté samedi) jusqu'au 23 août

مكتبة الأمل

RADIO-TÉLÉVISION

LE MONDE / SAMEDI 10 AOÛT 1996 / 19

TF 1

20.50
SLC SALUT LES COPAINS
Divertissement présenté par Sheila et Dave. 1972-1973 : Clitner paléolithique - Remontée. Les chouchous : Roman Photo, Francky Vincent, Florent Pagny, Lilou, Les témoins : C. Jérôme, Gany Clitner... (25 min.) 80831915

22.55
HOLLYWOOD NIGHT
Téléfilm. Mortelle dépendance, de Jack Vacci, avec Joseph Jennings (95 min.) 573698
A Los Angeles, un fils est prêt à tout pour se débarrasser du meurtrier de sa femme. Aidé par une photographe, le policier se voit bientôt accusé de meurtre... 0.30 et 2.30, 3.55, 5.05
1.05 Journal, Météo.
1.20 Les Aventures du jeune Patrick Pécant. 2.30 et 2.45, 3.45 TF 1 nuit.
2.55 Histoire des inventions. 4.45 Météop.

France 2

20.50
NESTOR BURMA
Série. Nestor Burma et le monsieur (105 min.) 808377
En sortant d'une boîte de nuit, Héloïse, qui avait pris le volant pour raccompagner Burma, se retrouve avec un homme qui vient de se jeter sur le capot du véhicule. Ils se retrouvent accusés d'homicide...

22.35
LA 6^e NUIT DES ÉTOILES
Présentée par Claude Sérillon et Hubert Reeves en direct de la Ferme des étoiles à Mairaux (Cers). La vie dans l'univers. Avec Roger-Marie Bonnet, Joël de Rosnay, Olivier Las Vergnas. En duplex depuis le Muséum national d'histoire naturelle à Paris : Alain Clou, Claude Perron, Paul Pellias, Jean-Pierre Gasc, Philippe Taquet, Robert Rochia, Chantal Levesque, Raymond (180 min.) 16032422
1.35 Avoir vingt ans... à Caill (rediff.). 2.30 Transatlantique. 4.20 TF 1 pas caçus. 5.05 Annuaire de l'histoire. 5.30 Dans la tourmente.

France 3

20.50
THALASSA
Téléfilm de Laurent Perroud. La torse aux enfers d'un, de Christophe Rouvière et Daniel Broca (55 min.) 8141538
Le Costa Rica possède deux plages où des milliers de touristes viennent nager de nuit à quinze fois par an.

21.45
FAUT PAS RÉVER
Magazine présenté par Sylvain Augier. Prélude à l'été. France 3 : République dominicaine : le café de la dernière plage (65 min.) 593731
22.35 L'Heure d'une rixe : Y'a pire ailleurs.
La spéciale. Invités : Hervé Dubouche, Joël Carmona, Kim Silver (55 min.). 5889147
23.30 Les Connaissances de la nuit. 4.30, 5.30, 6.30, 7.30, 8.30, 9.30, 10.30, 11.30, 12.30, 13.30, 14.30, 15.30, 16.30, 17.30, 18.30, 19.30, 20.30, 21.30, 22.30, 23.30, 24.30, 25.30, 26.30, 27.30, 28.30, 29.30, 30.30, 31.30, 32.30, 33.30, 34.30, 35.30, 36.30, 37.30, 38.30, 39.30, 40.30, 41.30, 42.30, 43.30, 44.30, 45.30, 46.30, 47.30, 48.30, 49.30, 50.30, 51.30, 52.30, 53.30, 54.30, 55.30, 56.30, 57.30, 58.30, 59.30, 60.30, 61.30, 62.30, 63.30, 64.30, 65.30, 66.30, 67.30, 68.30, 69.30, 70.30, 71.30, 72.30, 73.30, 74.30, 75.30, 76.30, 77.30, 78.30, 79.30, 80.30, 81.30, 82.30, 83.30, 84.30, 85.30, 86.30, 87.30, 88.30, 89.30, 90.30, 91.30, 92.30, 93.30, 94.30, 95.30, 96.30, 97.30, 98.30, 99.30, 100.30, 101.30, 102.30, 103.30, 104.30, 105.30, 106.30, 107.30, 108.30, 109.30, 110.30, 111.30, 112.30, 113.30, 114.30, 115.30, 116.30, 117.30, 118.30, 119.30, 120.30, 121.30, 122.30, 123.30, 124.30, 125.30, 126.30, 127.30, 128.30, 129.30, 130.30, 131.30, 132.30, 133.30, 134.30, 135.30, 136.30, 137.30, 138.30, 139.30, 140.30, 141.30, 142.30, 143.30, 144.30, 145.30, 146.30, 147.30, 148.30, 149.30, 150.30, 151.30, 152.30, 153.30, 154.30, 155.30, 156.30, 157.30, 158.30, 159.30, 160.30, 161.30, 162.30, 163.30, 164.30, 165.30, 166.30, 167.30, 168.30, 169.30, 170.30, 171.30, 172.30, 173.30, 174.30, 175.30, 176.30, 177.30, 178.30, 179.30, 180.30, 181.30, 182.30, 183.30, 184.30, 185.30, 186.30, 187.30, 188.30, 189.30, 190.30, 191.30, 192.30, 193.30, 194.30, 195.30, 196.30, 197.30, 198.30, 199.30, 200.30, 201.30, 202.30, 203.30, 204.30, 205.30, 206.30, 207.30, 208.30, 209.30, 210.30, 211.30, 212.30, 213.30, 214.30, 215.30, 216.30, 217.30, 218.30, 219.30, 220.30, 221.30, 222.30, 223.30, 224.30, 225.30, 226.30, 227.30, 228.30, 229.30, 230.30, 231.30, 232.30, 233.30, 234.30, 235.30, 236.30, 237.30, 238.30, 239.30, 240.30, 241.30, 242.30, 243.30, 244.30, 245.30, 246.30, 247.30, 248.30, 249.30, 250.30, 251.30, 252.30, 253.30, 254.30, 255.30, 256.30, 257.30, 258.30, 259.30, 260.30, 261.30, 262.30, 263.30, 264.30, 265.30, 266.30, 267.30, 268.30, 269.30, 270.30, 271.30, 272.30, 273.30, 274.30, 275.30, 276.30, 277.30, 278.30, 279.30, 280.30, 281.30, 282.30, 283.30, 284.30, 285.30, 286.30, 287.30, 288.30, 289.30, 290.30, 291.30, 292.30, 293.30, 294.30, 295.30, 296.30, 297.30, 298.30, 299.30, 300.30, 301.30, 302.30, 303.30, 304.30, 305.30, 306.30, 307.30, 308.30, 309.30, 310.30, 311.30, 312.30, 313.30, 314.30, 315.30, 316.30, 317.30, 318.30, 319.30, 320.30, 321.30, 322.30, 323.30, 324.30, 325.30, 326.30, 327.30, 328.30, 329.30, 330.30, 331.30, 332.30, 333.30, 334.30, 335.30, 336.30, 337.30, 338.30, 339.30, 340.30, 341.30, 342.30, 343.30, 344.30, 345.30, 346.30, 347.30, 348.30, 349.30, 350.30, 351.30, 352.30, 353.30, 354.30, 355.30, 356.30, 357.30, 358.30, 359.30, 360.30, 361.30, 362.30, 363.30, 364.30, 365.30, 366.30, 367.30, 368.30, 369.30, 370.30, 371.30, 372.30, 373.30, 374.30, 375.30, 376.30, 377.30, 378.30, 379.30, 380.30, 381.30, 382.30, 383.30, 384.30, 385.30, 386.30, 387.30, 388.30, 389.30, 390.30, 391.30, 392.30, 393.30, 394.30, 395.30, 396.30, 397.30, 398.30, 399.30, 400.30, 401.30, 402.30, 403.30, 404.30, 405.30, 406.30, 407.30, 408.30, 409.30, 410.30, 411.30, 412.30, 413.30, 414.30, 415.30, 416.30, 417.30, 418.30, 419.30, 420.30, 421.30, 422.30, 423.30, 424.30, 425.30, 426.30, 427.30, 428.30, 429.30, 430.30, 431.30, 432.30, 433.30, 434.30, 435.30, 436.30, 437.30, 438.30, 439.30, 440.30, 441.30, 442.30, 443.30, 444.30, 445.30, 446.30, 447.30, 448.30, 449.30, 450.30, 451.30, 452.30, 453.30, 454.30, 455.30, 456.30, 457.30, 458.30, 459.30, 460.30, 461.30, 462.30, 463.30, 464.30, 465.30, 466.30, 467.30, 468.30, 469.30, 470.30, 471.30, 472.30, 473.30, 474.30, 475.30, 476.30, 477.30, 478.30, 479.30, 480.30, 481.30, 482.30, 483.30, 484.30, 485.30, 486.30, 487.30, 488.30, 489.30, 490.30, 491.30, 492.30, 493.30, 494.30, 495.30, 496.30, 497.30, 498.30, 499.30, 500.30, 501.30, 502.30, 503.30, 504.30, 505.30, 506.30, 507.30, 508.30, 509.30, 510.30, 511.30, 512.30, 513.30, 514.30, 515.30, 516.30, 517.30, 518.30, 519.30, 520.30, 521.30, 522.30, 523.30, 524.30, 525.30, 526.30, 527.30, 528.30, 529.30, 530.30, 531.30, 532.30, 533.30, 534.30, 535.30, 536.30, 537.30, 538.30, 539.30, 540.30, 541.30, 542.30, 543.30, 544.30, 545.30, 546.30, 547.30, 548.30, 549.30, 550.30, 551.30, 552.30, 553.30, 554.30, 555.30, 556.30, 557.30, 558.30, 559.30, 560.30, 561.30, 562.30, 563.30, 564.30, 565.30, 566.30, 567.30, 568.30, 569.30, 570.30, 571.30, 572.30, 573.30, 574.30, 575.30, 576.30, 577.30, 578.30, 579.30, 580.30, 581.30, 582.30, 583.30, 584.30, 585.30, 586.30, 587.30, 588.30, 589.30, 590.30, 591.30, 592.30, 593.30, 594.30, 595.30, 596.30, 597.30, 598.30, 599.30, 600.30, 601.30, 602.30, 603.30, 604.30, 605.30, 606.30, 607.30, 608.30, 609.30, 610.30, 611.30, 612.30, 613.30, 614.30, 615.30, 616.30, 617.30, 618.30, 619.30, 620.30, 621.30, 622.30, 623.30, 624.30, 625.30, 626.30, 627.30, 628.30, 629.30, 630.30, 631.30, 632.30, 633.30, 634.30, 635.30, 636.30, 637.30, 638.30, 639.30, 640.30, 641.30, 642.30, 643.30, 644.30, 645.30, 646.30, 647.30, 648.30, 649.30, 650.30, 651.30, 652.30, 653.30, 654.30, 655.30, 656.30, 657.30, 658.30, 659.30, 660.30, 661.30, 662.30, 663.30, 664.30, 665.30, 666.30, 667.30, 668.30, 669.30, 670.30, 671.30, 672.30, 673.30, 674.30, 675.30, 676.30, 677.30, 678.30, 679.30, 680.30, 681.30, 682.30, 683.30, 684.30, 685.30, 686.30, 687.30, 688.30, 689.30, 690.30, 691.30, 692.30, 693.30, 694.30, 695.30, 696.30, 697.30, 698.30, 699.30, 700.30, 701.30, 702.30, 703.30, 704.30, 705.30, 706.30, 707.30, 708.30, 709.30, 710.30, 711.30, 712.30, 713.30, 714.30, 715.30, 716.30, 717.30, 718.30, 719.30, 720.30, 721.30, 722.30, 723.30, 724.30, 725.30, 726.30, 727.30, 728.30, 729.30, 730.30, 731.30, 732.30, 733.30, 734.30, 735.30, 736.30, 737.30, 738.30, 739.30, 740.30, 741.30, 742.30, 743.30, 744.30, 745.30, 746.30, 747.30, 748.30, 749.30, 750.30, 751.30, 752.30, 753.30, 754.30, 755.30, 756.30, 757.30, 758.30, 759.30, 760.30, 761.30, 762.30, 763.30, 764.30, 765.30, 766.30, 767.30, 768.30, 769.30, 770.30, 771.30, 772.30, 773.30, 774.30, 775.30, 776.30, 777.30, 778.30, 779.30, 780.30, 781.30, 782.30, 783.30, 784.30, 785.30, 786.30, 787.30, 788.30, 789.30, 790.30, 791.30, 792.30, 793.30, 794.30, 795.30, 796.30, 797.30, 798.30, 799.30, 800.30, 801.30, 802.30, 803.30, 804.30, 805.30, 806.30, 807.30, 808.30, 809.30, 810.30, 811.30, 812.30, 813.30, 814.30, 815.30, 816.30, 817.30, 818.30, 819.30, 820.30, 821.30, 822.30, 823.30, 824.30, 825.30, 826.30, 827.30, 828.30, 829.30, 830.30, 831.30, 832.30, 833.30, 834.30, 835.30, 836.30, 837.30, 838.30, 839.30, 840.30, 841.30, 842.30, 843.30, 844.30, 845.30, 846.30, 847.30, 848.30, 849.30, 850.30, 851.30, 852.30, 853.30, 854.30, 855.30, 856.30, 857.30, 858.30, 859.30, 860.30, 861.30, 862.30, 863.30, 864.30, 865.30, 866.30, 867.30, 868.30, 869.30, 870.30, 871.30, 872.30, 873.30, 874.30, 875.30, 876.30, 877.30, 878.30, 879.30, 880.30, 881.30, 882.30, 883.30, 884.30, 885.30, 886.30, 887.30, 888.30, 889.30, 890.30, 891.30, 892.30, 893.30, 894.30, 895.30, 896.30, 897.30, 898.30, 899.30, 900.30, 901.30, 902.30, 903.30, 904.30, 905.30, 906.30, 907.30, 908.30, 909.30, 910.30, 911.30, 912.30, 913.30, 914.30, 915.30, 916.30, 917.30, 918.30, 919.30, 920.30, 921.30, 922.30, 923.30, 924.30, 925.30, 926.30, 927.30, 928.30, 929.30, 930.30, 931.30, 932.30, 933.30, 934.30, 935.30, 936.30, 937.30, 938.30, 939.30, 940.30, 941.30, 942.30, 943.30, 944.30, 945.30, 946.30, 947.30, 948.30, 949.30, 950.30, 951.30, 952.30, 953.30, 954.30, 955.30, 956.30, 957.30, 958.30, 959.30, 960.30, 961.30, 962.30, 963.30, 964.30, 965.30, 966.30, 967.30, 968.30, 969.30, 970.30, 971.30, 972.30, 973.30, 974.30, 975.30, 976.30, 977.30, 978.30, 979.30, 980.30, 981.30, 982.30, 983.30, 984.30, 985.30, 986.30, 987.30, 988.30, 989.30, 990.30, 991.30, 992.30, 993.30, 994.30, 995.30, 996.30, 997.30, 998.30, 999.30, 1000.30, 1001.30, 1002.30, 1003.30, 1004.30, 1005.30, 1006.30, 1007.30, 1008.30, 1009.30, 1010.30, 1011.30, 1012.30, 1013.30, 1014.30, 1015.30, 1016.30, 1017.30, 1018.30, 1019.30, 1020.30, 1021.30, 1022.30, 1023.30, 1024.30, 1025.30, 1026.30, 1027.30, 1028.30, 1029.30, 1030.30, 1031.30, 1032.30, 1033.30, 1034.30, 1035.30, 1036.30, 1037.30, 1038.30, 1039.30, 1040.30, 1041.30, 1042.30, 1043.30, 1044.30, 1045.30, 1046.30, 1047.30, 1048.30, 1049.30, 1050.30, 1051.30, 1052.30, 1053.30, 1054.30, 1055.30, 1056.30, 1057.30, 1058.30, 1059.30, 1060.30, 1061.30, 1062.30, 1063.30, 1064.30, 1065.30, 1066.30, 1067.30, 1068.30, 1069.30, 1070.30, 1071.30, 1072.30, 1073.30, 1074.30, 1075.30, 1076.30, 1077.30, 1078.30, 1079.30, 1080.30, 1081.30, 1082.30, 1083.30, 1084.30, 1085.30, 1086.30, 1087.30, 1088.30, 1089.30, 1090.30, 1091.30, 1092.30, 1093.30, 1094.30, 1095.30, 1096.30, 1097.30, 1098.30, 1099.30, 1100.30, 1101.30, 1102.30, 1103.30, 1104.30, 1105.30, 1106.30, 1107.30, 1108.30, 1109.30, 1110.30, 1111.30, 1112.30, 1113.30, 1114.30, 1115.30, 1116.30, 1117.30, 1118.30, 1119.30, 1120.30, 1121.30, 1122.30, 1123.30, 1124.30, 1125.30, 1126.30, 1127.30, 1128.30, 1129.30, 1130.30, 1131.30, 1132.30, 1133.30, 1134.30, 1135.30, 1136.30, 1137.30, 1138.30, 1139.30, 1140.30, 1141.30, 1142.30, 1143.30, 1144.30, 1145.30, 1146.30, 1147.30, 1148.30, 1149.30, 1150.30, 1151.30, 1152.30, 1153.30, 1154.30, 1155.30, 1156.30, 1157.30, 1158.30, 1159.30, 1160.30, 1161.30, 1162.30, 1163.30, 1164.30, 1165.30, 1166.30, 1167.30, 1168.30, 1169.30, 1170.30, 1171.30, 1172.30, 1173.30, 1174.30, 1175.30, 1176.30, 1177.30, 1178.30, 1179.30, 1180.30, 1181.30, 1182.30, 1183.30, 1184.30, 1185.30, 1186.30, 1187.30, 1188.30, 1189.30, 1190.30, 1191.30, 1192.30, 1193.30, 1194.30, 1195.30, 1196.30, 1197.30, 1198.30, 1199.30, 1200.30, 1201.30, 1202.30, 1203.30, 1204.30, 1205.30, 1206.30, 1207.30, 1208.30, 1209.30, 1210.30, 1211.30, 1212.30, 1213.30, 1214.30, 1215.30, 1216.30, 1217.30, 1218.30, 1219.30, 1220.30, 1221.30, 1222.30, 1223.30, 1224.30, 1225.30, 1226.30, 1227.30, 1228.30, 1229.30, 1230.30, 1231.30, 1232.30, 1233.30, 1234.30, 1235.30, 1236.30, 1237.30, 1238.30, 1239.30, 1240.30, 1241.30, 1242.30, 1243.30, 1244.30, 1245.30, 1246.30, 1247.30, 1248.30, 1249.30, 1250.30, 1251.30, 1252.30, 1253.30, 1254.30, 1255.30, 1256.30, 1257.30, 1258.30, 1259.30, 1260.30, 1261.30, 1262.30, 1263.30, 1264.30, 1265.30, 1266.30, 1267.30, 1268.30, 1269.30, 1270.30, 1271.30, 1272.30, 1273.30, 1274.30, 1275.30, 1276.30, 1277.30, 1278.30, 1279.30, 1280.30, 1281.30, 1282.30, 1283.30, 1284.30, 1285.30, 1286.30, 1287.30, 1288.30, 1289.30, 1290.30, 1291.30, 1292.30, 1293.30, 1294.30, 1295.30, 1296.30, 1297.30, 1298.30, 1299.30, 1300.30, 1301.30, 1302.30, 1303.30, 1304.30, 1305.30, 1306.30, 1307.30, 1308.30, 1309.30, 1310.30, 1311.30, 1312.30, 1313.30, 1314.30, 1315.30, 1316.30, 1317.30, 1318.30, 1319.30, 1320.30, 1321.30, 1322.30, 1323.30, 1324.30, 1325.30, 1326.30, 1327.30, 1328.30, 1329.30, 1330.30, 1331.30, 1332.30, 1333.30, 1334.30, 1335.30, 1336.30, 1337.30, 1338.30, 1339.30, 1340.30, 1341.30, 1342.30, 1343.30, 1344.30, 1345.30, 1346.30, 1347.30, 1348.30, 1349.30, 1350.30, 1351.30, 1352.30, 1353.30, 1354.30, 1355.30, 1356.30, 1357.30, 1358.30, 1359.30, 1360.30, 1361.30, 1362.30, 1363

Peter Stein quitte le Festival de Salzbourg

Il dirigeait la section théâtrale

LE METTEUR EN SCÈNE allemand Peter Stein, directeur depuis cinq ans de la programmation théâtrale du Festival de Salzbourg, a annoncé le jeudi 8 août qu'il ne demanderait pas le renouvellement de son contrat, qui s'achève en 1997. S'exprimant à la radio nationale autrichienne ORF, il a déclaré en termes violents qu'il « en avait assez » et a dénoncé « les conditions parfois intolérables » dans lesquelles il avait dû assumer ses fonctions.

La discorde entre Peter Stein, âgé de cinquante-neuf ans, figure marquante des scènes européennes depuis le milieu des années 60, et le Beige Gérard Mortier, directeur artistique du festival depuis 1992, année où il a succédé à Herbert von Karajan, datait de plusieurs mois. Mais il semble que Peter Stein ait mal supporté l'échec de sa dernière production, *Der Alpenkönig*, pièce populaire autrichienne de Ferdinand Raimund qui a été très négativement accueillie par la critique de langue allemande.

INCIDENT AVEC PATRICE CHÉREAU
Par ailleurs, le metteur en scène n'a pas accepté que Patrice Chéreau, invité surprise du festival 1996, soit venu présenter à la demande de Gérard Mortier dans la solitude des champs de coton, de Bernard-Marie Koltès, sans qu'il ait été consulté. « Nous avons informé Peter Stein de cette invitation, nous a déclaré un membre de l'équipe de direction du festival, mais elle a eu lieu dans le cadre de la programmation lyrique (pour laquelle Patrice Chéreau a mis en scène *Don Giovanni*, de Mozart, en 1994, spectacle repris l'année suivante et en 1996) et pas dans celui de la programmation théâtrale. » Un distingué dont la subtilité n'aura à l'évidence pas échappé au metteur en scène allemand.

Il semble enfin que des problèmes financiers s'ajouteraient à cette litane des désaccords. Dès sa prise de fonctions, Peter Stein s'était plaint de la faiblesse des moyens mis à sa disposition, tan-

dis que la presse allemande, elle, s'étonnait de l'importance de ses cachets de metteur en scène. Si plusieurs des spectacles créés par Peter Stein lui-même, comme un mémorable *Jules César* inaugural en 1992, ou par des metteurs en scène invités, comme Luca Ronconi, qui a présenté sa vision vertigineuse des *Géants de la montagne*, de Pirandello en 1994, ont connu une belle carrière à Salzbourg, « certaines productions de Peter Stein ont été difficiles à vendre dans les éditions précédentes », dit-on volontiers dans l'entourage de Gérard Mortier, ajoutant aussitôt que l'édition 96 respecte les prévisions sans vouloir préciser la part effective de la section théâtre dans un budget total de 280 millions de francs environ.

Gérard Mortier, quant à lui, s'en tient au communiqué publié le même jour et dont les termes sont peu amènes. « L'information selon laquelle Peter Stein ne prolongerait pas son contrat de directeur du théâtre du Festival de Salzbourg n'est pas nouvelle, écrit-il. C'est la raison pour laquelle nous avions prévu de réfléchir à des solutions alternatives d'ici au milieu du mois d'octobre. (...) Il n'est pas question, comme on l'a souvent prétendu, que j'assume moi-même la programmation théâtrale, mais je me réserve le droit de participer à sa mise au point. Ces solutions alternatives prévoient la possibilité pour Peter Stein de se charger de mises en scène d'opéra et de théâtre. Il est arrêté que, après avoir dirigé cette année Moïse et Aaron, de Schoenberg, il mettra en scène *Wozzeck*, de Berg, en 1997. En outre, Peter Stein décidera de la programmation théâtrale pour 1997. »

De son côté, la présidente du Festival de Salzbourg, Helga Rahl-Stadler, a déclaré à la télévision que le départ de Peter Stein était une « décision à accepter », ajoutant : « Le plus important est que le théâtre ne retombe pas dans l'insignifiance, et pour cela il nous faut trouver un nouveau responsable des activités théâtrales. »

Olivier Schmitt

L'annonce de poursuites judiciaires dans l'affaire du Crédit lyonnais accroît la vulnérabilité du franc

Le gouvernement s'appuierait sur un rapport de la Cour des comptes datant de 1995

LA CHANCERIE a confirmé, jeudi 8 août au soir, avoir reçu le jour même la lettre de Jean Arthus à Jacques Toubon lui demandant d'ouvrir une information judiciaire contre les anciens dirigeants du Crédit lyonnais. Les services du ministère de la Justice ont commencé à examiner cette demande afin de décider s'il convient de transmettre le dossier au procureur de la République de Paris. L'intervention du ministre de l'Économie s'inscrit dans le cadre de l'article 40 du code de procédure pénale.

Pour justifier la saisine du parquet, M. Arthus affirmait au *Monde* (nos éditions du 9 août), disposer, depuis peu, d'éléments nouveaux sur le Crédit lyonnais en provenance de la Cour des comptes.

Mais, selon nos informations, les conclusions transmises par la Cour n'apporment aucune révélation. Ce ne serait qu'une version épurée d'un rapport du printemps 1995, non publié, dans lequel la Cour s'interrogeait sur le fonctionnement incohérent d'Alus Finance, filiale du Crédit lyonnais qui s'est retrouvée à la tête d'une multitude de participations de qualité douteuse, au moins pour certaines d'entre elles (*Le Monde* du 20 mars 1995).

Le franc cédait du terrain, vendredi 9 août, face à la monnaie allemande. Il s'inscrivait à 3,4160 francs pour un deutschemark, en recul de un centime par rapport à son cours de clôture de la veille sur les places financières européennes. Selon des professionnels,

la Banque de France intervenait sur le marché des changes pour freiner la baisse du franc en vendant des deutschemarks au niveau de 3,4150 francs. Le repli de la devise française s'accompagnait de tensions sur les taux d'intérêt. Les rendements à trois mois remontaient à 4 %.

Selon les experts, la décision du gouvernement de poursuivre en justice les anciens dirigeants du Crédit lyonnais accroît la vulnérabilité du franc, déjà fragilisée par la mauvaise situation de l'économie française. Certains investisseurs étrangers doutent du crédit à la thèse selon laquelle cette action judiciaire constitue une tentative de l'Élysée pour déstabiliser le gouvernement de la Banque de France, Jean-Claude

Trichet, et pour le forcer à mener une politique monétaire plus souple.

L'initiative gouvernementale a suscité, jeudi 8 août, la réaction de la CFDT du Crédit lyonnais, qui s'est déclarée « vigilante afin que, derrière cette opération, ne s'en cache pas une autre aux conséquences dramatiques pour les salariés ». Le syndicat s'est notamment interrogé sur le moment choisi par le gouvernement pour agir, « en plein mois d'août (...) au moment où le système bancaire fait l'objet de nombreuses déclarations sur sa nécessaire réforme et où le plan de sauvetage du Crédit lyonnais est en rediscussion ».

Claire Blandin et Pierre-Antoine Delhommas

Une attaque en biais contre Jean-Claude Trichet

LE NOUVEAU rebondissement qui vient de survenir dans l'affaire du Crédit lyonnais, avec l'annonce de l'engagement de poursuites judiciaires contre les anciens dirigeants de la banque, ressemble étrangement à une partie de billard à plusieurs bandes. Car, si c'est au premier chef, l'ancien PDG, Jean-Yves Haberer, qui est visé par la procédure, certains, en haut lieu, ne seraient pas mécontents que l'actuel gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, soit, par ricochet, fortement déstabilisé.



ANALYSE

Certes, nul ne songe que M. Trichet puisse être inquiété par ces poursuites. Directeur du Trésor de 1987 à 1993, et donc en charge d'assurer la tutelle des banques publiques, il a longtemps siégé, durant la période controversée, en qualité de commissaire du gouvernement, au conseil d'administration du Crédit lyonnais, mais pas à celui du Crédit lyonnais. Tout juste le gouvernement pourrait-il donc lui imputer un procès non pas pénal mais, si l'on peut dire, moral, pour défaut de vigilance.

Il n'empêche ! Il est de notoriété publique que les relations entre le président de la République et le gouvernement sont détestables. On se souvient qu'au plus fort de la campagne présidentielle, Jacques Chirac avait notamment pris à partie M. Trichet, lui reprochant ses prises de position en faveur de la modération salariale, et le désignant comme l'une des figures de proue de

cette fameuse et détestable « pensée unique ».

Après cette première escarmouche publique, la guérilla entre l'Élysée et le gouverneur de la Banque de France s'est poursuivie à l'automne 1995. Après quelques mois d'accalmie, ensuite, elle a repris soudainement le 14 juillet. M. Chirac formulait explicitement deux reproches à l'encontre de M. Trichet, lors de son entretien télévisé : celui de ne pas avoir « bien exercé » sa mission de contrôle sur le Lyonnais et celui de conduire une politique monétaire excessivement rigoureuse. « Le niveau des taux est nettement trop élevé », avait-il déploré. Alors que la croissance marque le pas et que le chômage continue de progresser, le gouverneur a donc été, une nouvelle fois, présenté implicitement comme un adversaire du gouvernement. Avec le sous-entendu que l'on devine : si la reprise n'est pas au rendez-vous, si la politique économique patine, c'est parce que la Banque de France ne joue pas le jeu.

L'Élysée dément, certes, cette lecture et a qualifié, jeudi 8 août, d'« allégations sans fondement » les rumeurs dont a fait état le même jour l'hebdomadaire *The European*, prêtant au chef de l'État l'intention de pousser M. Trichet à la démission. Mais quel crédit faut-il accorder à ces dénégations ? Entre le pouvoir, qui ne peut dire trop ouvertement de peur d'effrayer les marchés financiers, tout le mal qu'il pense de la politique monétaire, et la Banque de France, qui est indépendante depuis 1994, le combat ne peut se mener qu'à fleur de mouche. Et le plus souvent, dans les coulisses.

Dans cette guerre d'usure, le chef de l'État

n'est, d'ailleurs, sans doute pas fâché de pouvoir jouer sur deux registres à la fois, en suggérant, côté cour, qu'il adhère, à quelques petites nuances près, aux grandes priorités de la politique monétaire, mais en laissant espérer, côté jardin, à l'alle la plus anti-Maastricht de sa majorité, préoccupée par la conjoncture économique actuelle, qu'il aimerait bien faire rendre gorge aux intégristes du franc fort. Dans ce jeu de rôle complexe, M. Trichet est donc un bon émissaire tout trouvé.

Il y aura, pourtant, une limite à l'exercice. Quand, en fin d'année, les mandats de deux des membres du conseil de la politique monétaire de la Banque de France arriveront à échéance, ceux de Jean Boissonnat et Bruno de Maulde, le chef de l'État aura le loisir, s'il le veut, de leur choisir des successeurs hétérodoxes. Ce qui pourrait, même si cela n'est pas encore certain, faire basculer la majorité du conseil du côté des anti-franc fort. Mais le fera-t-il ? Le vrai test sera celui-là. La décision de lancer des poursuites contre les anciens dirigeants du Crédit lyonnais — une décision que le chef de l'État a suivie personnellement de très près — arrive donc à point nommé. Alors que la conjoncture est en bème et que la politique économique du gouvernement est controversée dans les rangs même de la majorité, elle permet de faire un méchant croc-en-jambe au gouverneur. Et de faire diversion, en faisant reporter sur le gouverneur la responsabilité des revers que le gouvernement craint d'essuyer.

Laurent Mauduit

Les silences du Boeing-747 de la TWA

Trois semaines après la catastrophe, l'enquête piétine toujours

WASHINGTON
de notre correspondant

Trois semaines après le drame qui a détruit en vol, le 17 juillet, le Boeing-747 de la TWA assurant le vol New York-Paris, il n'y a toujours pas d'explication sur les raisons de la catastrophe. Sur les deux cent trente personnes qui se trouvaient à bord de l'avion, cent quatre-vingt-dix-sept corps ont été retrouvés, presque tous rendus aux familles. La plupart des trente-quatre corps manquants ne seront cependant jamais remontés à la surface, ce dont les enquêteurs s'efforcent de convaincre les quelques proches des victimes demeurés sur place.

Désormais, les enquêteurs peuvent se consacrer entièrement à l'enquête et à la minutieuse recherche des indices. La plupart des spécialistes de l'aviation civile et de la police fédérale ont l'intime conviction qu'une bombe est à l'origine de la destruction du Boeing, mais ils ne disposent d'aucune preuve matérielle pour étayer

cette certitude. Car l'avion de la TWA a surtout livré une succession de silences : silence des boîtes noires dont on espérait tant, silence des tests chimiques effectués sur les débris métalliques, silence des autopsies, silence des quelques instruments de bord retrouvés presque intacts, silence de cette partie du cockpit qui n'est plus qu'un magma informe, silence, enfin, des trois moteurs retrouvés, mais toujours au fond de l'eau.

Et pourtant, c'est bien une explosion, à l'avant de l'appareil, qui a décapité le poste de pilotage et la cabine de première classe. Il y a, à l'appui de la thèse criminelle, beaucoup d'indices convergents, et notamment cette « signature » : la cassure en deux de la structure de l'avion ; l'analyse des boîtes noires attestant que les conditions de vol étaient parfaitement normales, jusqu'à ce son soudain, d'une fraction de seconde, suivi du silence ; l'éparpillement, enfin, de l'avion, avec des débris répandus sur une vaste zone.

Autant d'indices comparables à ceux recueillis lors des attentats commis contre le Boeing de la Pan Am au-dessus de Lockerbie (Écosse), en décembre 1988, et contre le DC-10 d'UTA, détruit au-dessus du Niger en septembre 1989.

L'enquête se poursuit donc, notamment en direction des deux autres pistes officielles que sont le tir de missile ou la défaillance technique. Depuis quelques jours, les circonstances d'autres incidents survenus sur des Boeing-747 sont rappelés : ces fuites répétées sur les pompes d'injection du carburant, cette fatigue structurelle de la section avant de l'avion, identifiée dès 1985 et qui s'est manifestée sur plusieurs appareils par des fissures.

LE TIR DE MISSILE ÉCARTÉ

Curieusement, la thèse d'un tir de missile, d'origine terroriste ou militaire, ne semble pas sérieusement envisagée par les enquêteurs, ni surtout par la presse américaine. Là-dessus, le FBI et le Pentagone divergent. Les militaires estiment que l'avion volait à une altitude trop élevée (4 175 mètres) pour être atteint par un missile de type Stinger, qui se dirige vers une source de chaleur telle un moteur. Des missiles à guidage actif, par radar, peuvent cependant toucher leur cible en frappant un réservoir ou le cockpit. Mais en ce qui concerne la possibilité d'un accident, provenant d'un missile tiré par erreur d'un bateau de la Navy, les autorités militaires ont démenti que des manœuvres navales ou des exercices militaires aient eu lieu dans la région.

Interrogés par *Le Monde*, les journalistes américains qui suivent

l'enquête insistent sur l'absence d'indices pour étayer la thèse du missile « officiel ». « La rumeur court les salles de rédaction, mais il n'y a pas l'ombre d'une preuve », souligne Mark Hosenball, de *Newsweek*. « Il y avait la moindre piste, on chercherait, mais il n'y a rien. » « Nous avons cherché, sans rien trouver », réchiffre Howard Chua-Eoan, rédacteur en chef à *Time*. De toute façon, résume un expert militaire, si un missile de la Navy avait atteint cet avion, « le Pentagone l'aurait dit, parce que trop de gens auraient été au courant et que l'on ne peut garder longtemps un tel secret ». Alors, au large de Long Island, les plongeurs continuent de remonter à la surface les débris de l'appareil, qui est reconstitué dans un hangar. Le FBI poursuit son travail de fouille : deux mille vidéos ont été interrogées. « Nous trouverons », a promis Bill Clinton.

Laurent Zecchini

■ Deux familles du Fay-de-Dôme dont les enfants ont péri dans l'explosion du Boeing de la TWA, ont chargé M. Gilles-Jean Portejoie, du barreau de Clermont-Ferrand, et M. Paul Lombard, du barreau de Paris, de déposer une plainte contre X... auprès du procureur de la République du tribunal de grande instance de Paris. Les avocats s'appuient sur l'article 113-11 du nouveau code pénal, qui prévoit que la loi française est applicable aux crimes et délits commis à bord ou à l'encontre d'un aéronef non immatriculé en France lorsque, notamment, la victime est française. — (Corresp.)

Le projet de budget sévèrement critiqué par les syndicats

LES ORGANISATIONS SYNDICALES ont vivement réagi aux orientations budgétaires du gouvernement, qui se traduiront par des réductions d'effectifs dans la fonction publique de 6 500 à 7 000 agents, selon Alain Lamassoure, ministre du Budget. La CFDT a appelé, jeudi 8 août, le gouvernement à « revoir d'urgence sa copie, au risque d'hypothéquer le climat social de la rentrée ». Dans un communiqué, elle estime que « la stabilisation des dépenses budgétaires en francs courants et donc leur baisse en termes réels » n'est pas de nature « à redresser la conjoncture et la situation de l'emploi ».

Force ouvrière « s'insurge » contre cette politique, « alors que la priorité du gouvernement devrait être de favoriser l'emploi des jeunes dans le cadre de la lutte contre le chômage ». Les fédérations syndicales des Finances se réuniront le 2 septembre pour « déterminer les modalités de la riposte », annonce la CGT. La CFDT dénonce une « absence de politique prévisionnelle des emplois dans le secteur public » et met le gouvernement en garde contre le « risque d'une rentrée difficile ».

■ ISRAËL : le ministre de la Justice, Yaakov Neeman, a démissionné de ses fonctions, jeudi 8 août, après l'annonce de l'ouverture prochaine d'une enquête de police à son sujet. M. Neeman est soupçonné d'avoir fait obstruction à la justice dans une affaire d'escroquerie et de prévarication impliquant le parti ultra-orthodoxe Shass dont il est proche. Il risque plusieurs années de prisons pour les faits qui lui sont reprochés. — (AFR)

■ CONJONCTURE : les ménages reprennent légèrement confiance. Selon l'enquête mensuelle de juillet de l'INSEE, publiée vendredi 9 août, les ménages sont un tout petit peu moins pessimistes. « L'indicateur résumé » (qui prend en compte le niveau de vie, la situation financière, la capacité d'épargne, etc.) fait apparaître que le solde entre les opinions positives et négatives se redresse un peu. Négatif de 39 points en décembre 1995, au moment des grèves, et de 37 points en juin 1996, il ne l'est plus que de 35 points en juillet.

■ FOOTBALL : l'Alain Jacquet a été reconduit à son poste de sélectionneur de l'équipe de France pour une durée de deux années, ont annoncé, vendredi 9 août, le président de la Fédération française de football (FFF), Claude Simonet, et le président de la Ligue nationale (LNF), Noël Le Graët. « Raymond Domenech [sélectionneur de l'équipe de France espoirs] sera très probablement reconduit dans ses fonctions dans les prochains jours », a ajouté M. Le Graët.

■ ESPACE : la 90^e fusée européenne Ariane a été tirée avec succès, vendredi 9 août à 01h 49 (heure de Paris), du centre spatial guyanais de Kourou. Le lanceur a mis sur orbite deux satellites de télécommunications : Italsat-F2 pour l'Italie, et Telecom-2D pour la France. Cette mission porte à 119 le nombre des satellites lancés par Ariane avec succès. Son carnet de commande en comporte 41 autres, dont 28 non européens. Le prochain tir est prévu mardi 10 septembre.

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 (LE MONDE)

Cours relevés le vendredi 9 août, à 10 h 15 (Paris)

PERMETTRE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei 2095,30 -1,24 +3,43

Hong Kong index 11164,40 +0,93 +11,66

Tokyo Nikkei sur 3 mois 222,25

OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

Paris CAC 40 1997,42 -0,03 +6,20

Londres FT 100 3810,50 -0,02 +3,38

Zurich 2000,00 -0,01 +13,74

Milan MIB 30 10000,00 -0,01 +9,98

Francfort Dax 30 2540,63 +0,85 +12,72

Bruelles 3500,00 -0,01 +12,62

Suisse SMI 3500,00 -0,01 +12,62

Madrid Iboex 35 1100,00 -0,01 +11,80

Amsterdam CMB 1100,00 -0,01 +16,17

Tirage du Monde daté vendredi 9 août 1996 : 479 552 exemplaires

تحت إشراف